



RAPPORT ANNUEL 2012



Villa "La Piscine" - Ambohibao - BP 399 Antananarivo - E-mail : bianco@moov.mg
Téléphone : 00 261 20 22 489 82 / 22 489 79 / 22 459 52 - Fax : 00 261 20 22 489 93

S O M M A I R E

MOT DU DIRECTEUR GENERAL.....	7
SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS	9
1.- RAPPEL DU CADRE STRATEGIQUE	13
2.- PRINCIPAUX OBJECTIFS ET RESULTATS ESCOMPTEES DE L'ANNEE 2012.....	14
3.- EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2012.....	17
4.- REALISATIONS DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION.....	23
4.1- VOLET EDUCATION.....	23
4.2- VOLET PREVENTION.....	30
4.3- VOLET APPLICATION DE LA LOI	43
5.- ACTIVITES DE COMMUNICATION.....	54
5.1- VOLET COMMUNICATION STRATEGIQUE	54
5.1- VOLET COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE.....	54
5.2- VOLET COMMUNICATION DE MASSE	63
6.- RESSOURCES HUMAINES.....	68
7.- ADMINISTRATION ET FINANCES.....	70
7.1- ADMINISTRATION GENERALE.....	70
7.2- FINANCES ET BUDGET.....	71
7.3- POINTS FORTS ET POINTS FAIBLES	73
7.4- PERSPECTIVES D'AVENIR	73
8.- PERSPECTIVES.....	75
8.1- GRANDES LIGNES DES ACTIVITES DES EXERCICES 2013 – 2015	75
8.2- PRINCIPALES ORIENTATIONS DES ACTIVITES DE L'ANNEE 2013.....	76
8.3- PRINCIPAUX RESULTATS ESCOMPTEES POUR L'ANNEE 2013.....	77
8.4- AXES MAJEURS D'INTERVENTION DU BIANCO POUR L'EXERCICE 2013	78
8.5- BUDGET DE L'EXERCICE 2013	80
ANNEXE 1 : CADRE GENERAL D'INTERVENTION (JURIDIQUE, INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL).....	83
ANNEXE 2 : ORGANIGRAMME DU BIANCO	86
ANNEXE 3 : SYNTHESE DES RAPPORTS DES COMITES CONSULTATIFS DU BIANCO.....	87
ANNEXE 4 : TABLEAU DE COMPARAISON DES PRINCIPALES REALISATIONS AUX INDICATEURS PREVUS ...	96

Liste des tableaux

Tableau 1 : STD et CTD appuyés pour la mise en place de leurs DAC en 2012.....	33
Tableau 2 : Entités appuyées par la B.T d'Antananarivo pour la mise en place des DAC en 2012	34
Tableau 3 : Entités appuyées par la B.T de Toamasina pour la mise en place des DAC en 2012.....	35
Tableau 4 : Entités appuyées par la B.T de Fianarantsoa pour la mise en place des DAC en 2012	37
Tableau 5 : Entités appuyées par la B.T de Mahajanga pour la mise en place des DAC en 2012	38
Tableau 6 : Entités appuyées par la B.T de Toliara pour la mise en place des DAC en 2012	39
Tableau 7 : Entités appuyées par la B.T d'Antsiranana pour la mise en place des DAC en 2012	40
Tableau 8 : Déclarations de patrimoine reçues par année par Branche Territoriale.....	43
Tableau 9 : Déclarations de patrimoine reçues par année et par catégorie des personnes assujetties	44
Tableau 10 : Etat des doléances reçues et des traitements des dossiers de corruption par B.T.....	46
Tableau 11 : Situation des doléances reçues de septembre 2004 à fin décembre 2012	47
Tableau 12 : Répartition par secteur des cas de corruption dénoncés au cours de 2012	50
Tableau 13 : Situation de traitement des doléances de corruption depuis 2004	51
Tableau 14 : Evolution des dossiers de corruption transmis aux juridictions depuis 2004.....	51
Tableau 15 : Récapitulation des dossiers soumis aux comités consultatifs des Branches Territoriales.....	51
Tableau 16 : Résultat des investigations effectuées au cours de l'exercice 2012.....	52
Tableau 17 : Etat récapitulatif des résultats des investigations de 2004 à fin 2012	53
Tableau 18 : Situation des réalisations des activités de communication de proximité par B.T	60
Tableau 19 : Activités de communication par B.T lors de la célébration de la JILCC 2012.....	62
Tableau 20 : Mouvement du personnel au cours de l'année 2012.....	68
Tableau 21 : Budget alloué au BIANCO pour l'exercice 2012.....	72
Tableau 22 : Exécution budgétaire du BIANCO arrêtée au 31 Décembre 2012	72
Tableau 23 : Cadrage du budget par le MFB et prévision du BIANCO pour l'exercice 2013	73
Tableau 24 : Comparaison des crédits alloués en 2012 et le cadrage pour le budget 2013.....	74
Tableau 25 : Budget et schéma de financement des activités de l'exercice 2013 du BIANCO.....	80
Tableau 26 : Etat des dossiers soumis pour examen des comités consultatifs en investigation.....	92

Liste des graphiques

Graphe 1 : DAC mis en place par Région dans la B.T d'Antananarivo en 2012.....	35
Graphe 2 : DAC mis en place par Région dans la B.T de Toamasina en 2012	36
Graphe 3 : DAC mis en place par Région dans la B.T de Fianarantsoa en 2012.....	38
Graphe 4 : DAC mis en place par Région dans la B.T de Mahajanga en 2012.....	39
Graphe 5 : DAC mis en place par Région dans la B.T de Toliara en 2012	40
Graphe 6 : DAC mis en place par Région dans la B.T d'Antsiranana en 2012.....	41
Graphe 7 : Répartition des STD accompagnés par Branche Territoriale en 2012	41
Graphe 8 : Répartition des CTD accompagnés par Branche Territoriale en 2012	42
Graphe 9 : Evolution des déclarations de patrimoine reçues depuis 2005 à fin 2012	45
Graphe 10 : Evolution des doléances reçues de 2004 à fin 2012.....	48
Graphe 11 : Proportion des cas de corruption dénoncés par secteur en 2012	49
Graphe 12 : Evolution des dossiers traités et des dossiers transmis aux juridictions depuis 2004	52

Liste des abréviations

APMF	: Agence Portuaire Maritime et Fluvial
ANS	: Académie Nationale des Sports
BIANCO	: Bureau Indépendant Anti-Corruption
BT	: Branche Territoriale
CHD	: Centre Hospitalier de District
CHU	: Centre Hospitalier Universitaire
CHRR	: Centre Hospitalier de Référence Régionale
CIRDOMA	: Circonscription Domaniale
CIRTOPO	: Circonscription Topographique
CR	: Commune Rurale
CRINFP	: Centre Régional de l'Institut de Formation Pédagogique
CISCO	: Circonscription Scolaire
CSB	: Centre de Santé de Base
CTD	: Collectivité Territoriale Décentralisée
CU	: Commune Urbaine
DAC	: Dispositif Anti-Corruption
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGPN	: Direction Générale de la Police Nationale
DGSR	: Direction Générale de la Sécurité Routière
DRDR	: Direction Régionale du Développement Rural
DREN	: Direction Régionale de l'Education Nationale
DRS	: Direction Régionale de la Santé
ECAR	: Eglise Catholique Romaine
ENAM	: Ecole Nationale d'Administration de Madagascar
ENAP	: Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire
ENEM	: Ecole Nationale d'Enseignement Maritime
ENMG	: Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes
FDL	: Fonds de Développement Local
FJKM	: Fianganan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara
FLM	: Fianganana Loterana Malagasy
GEPAM	: Groupement des Entreprises Privées à Mahajanga
GN	: Gendarmerie Nationale
IAACA	: International Association of Anti-Corruption
IACA	: International Anti-Corruption Summer Academy
IFP	: Institut de Formation des Paramédicaux
IFIRP	: Institut de Formation Inter Régional des Paramédicaux
IMATEP	: Institut Malgache de la Technique de la Planification
INSTAT	: Institut National des Statistiques
IPC	: Indice de Perception de la Corruption
IRSA	: Impôt sur les Revenus des Salariés

MOT DU DIRECTEUR GENERAL

JILCC	: Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption
LCC	: Lutte Contre la Corruption
MACC	: Malaisie Anti-Corruption Commission
MFB	: Ministère des Finances et du Budget
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
OEMC	: Office de l'Education de Masse et du Civisme
PGA	: Paierie Général d'Antananarivo
PGDI	: Projet de Gouvernance et de Développement Institutionnel
PN	: Police Nationale
PRD	: Plan Régional de Développement
PRLCC	: Politique Régionale de Lutte Contre la Corruption
PTA	: Plan de Travail Annuel
UNODC	: United Nations Office on Drugs and Crime
RHI	: Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité
RNM	: Radio Nationale Malgache
RSS/GAVI	: Renforcement de Système de Santé / Projet pour la Vaccination et l'Immunisation
SCPC	: Service Central de Prévention de la Corruption
SREB	: Service Régional de l'Economie et du Budget
SRSP	: Service Régional des Soldes et Pensions
STD	: Service Technique Déconcentré
TPI	: Tribunal de Premières Instances
TVM	: Télévision Nationale Malagasy
WACA	WACA : West And Central Africa Weekly Anti-Corruption Annoucement

Madagascar se trouve toujours dans une situation de fragilité sur le plan politique et institutionnel, économique et social, due notamment à la persistance de la crise politique. Cette situation a des répercussions sur l'effectivité de l'Etat dans ses différentes missions. La persistance de la commission d'abus de toutes sortes, dont la corruption à tous les niveaux de décisions dans l'administration publique, ainsi que des milieux privés s'ajoute à cela. Le risque que les fragiles acquis depuis la mise en place du programme national de lutte contre la corruption soient définitivement compromis n'est pas à écarter et nécessite à ce titre une prise de conscience et un sursaut d'orgueil de la part de tous.



Le BIANCO a été, une fois de plus, grandement sollicité dans les différents domaines d'activités au niveau de l'administration publique ainsi que le secteur privé. Le BIANCO a notamment, œuvré pour la promotion de la culture d'intégrité sur l'ensemble du territoire national à travers les activités d'éducation et de prévention réalisées par les six Branches Territoriales du Bureau. Des efforts ont été déployés dans le domaine de la communication, lesquels ont permis d'appuyer et d'accompagner les trois volets opérationnels (à savoir l'éducation, la prévention et l'investigation), ainsi que de renforcer davantage la visibilité de la lutte contre la corruption, afin de réaliser des résultats tangibles durant l'année 2012. Le BIANCO est cependant confronté à des difficultés telles que le nombre insuffisant de son personnel, ayant stagné depuis 2008, ainsi que des moyens financiers insuffisants avec un budget régulièrement en baisse depuis la même année. Afin de mener à bien ses missions, le BIANCO a été contraint de revoir son approche stratégique dans la mise en œuvre des actions de lutte contre la corruption en prônant une politique axée sur les résultats mais également sur l'efficience des actions opérationnelles dans les trois volets que sont l'éducation, la prévention et l'application de la loi. De même, des actions ciblées ont été menées dans le domaine de la communication afin d'optimiser les résultats obtenus avec le minimum de moyens disponibles.

Le BIANCO réitère son appel pour une meilleure implication des pouvoirs publics dans les efforts menés pour éradiquer la corruption. Ayant lui-même apporté sa contribution dans le programme d'évaluation des Etats signataires de la convention des Nations Unies contre la corruption, en étant l'entité qui sert de point focal pour ce programme, le BIANCO appelle à plus d'implication pour l'année 2013 à venir. En effet, Madagascar sera à son tour évalué dans sa mise en œuvre de la convention des Nations Unies contre la corruption, dont notre pays a été parmi les premiers signataires. Cet examen constitue à la fois un défi majeur pour le pays, mais surtout doit servir de levier pour des actions décisives dans l'effectivité de la lutte contre la corruption à Madagascar.

La lutte contre la corruption est un choix de politique publique qui nécessite un engagement de tous et notamment des dirigeants et hauts responsables publics, afin qu'elle produise enfin les effets escomptés lors de sa mise en place, dont le principal est de libérer Madagascar du poids de la corruption, afin que l'on puisse se consacrer aux efforts de développement et de lutte contre la pauvreté. Le BIANCO réitère également ses encouragements à l'endroit de tous les acteurs de cette lutte, et notamment les partenaires techniques et financiers. Les efforts qui doivent être menés dans l'éradication de la corruption trouvent encore plus leur justification dans une période telle que traverse le pays. L'Etat se trouve particulièrement affaibli dans pareil contexte, tandis que les risques de recrudescence des abus de toutes sortes sont plus que jamais accrus.

Il est ainsi nécessaire d'intervenir dans l'immédiat, non seulement pour préserver les maigres acquis de la mise en place de l'initiative de lutte contre la corruption, mais surtout d'empêcher à ce que les pratiques de corruption ne soient davantage ancrées dans le mode de gouvernance et les réalités économiques et sociales du Pays. Le BIANCO fait part de son engagement à renforcer la lutte contre la corruption en renforçant le système de répression de la corruption d'une part, et d'autre part en assurant la promotion de l'éthique et l'intégrité dans la pratique de la gouvernance publique, pour l'année 2013 à venir.

SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS

A. Synthèse

Les grandes orientations des réalisations en 2012 s'inscrivent dans la continuité et du renforcement des axes d'efforts déployés jusqu'alors à travers les activités d'éducation, de prévention et d'application de la loi.

Malgré la diminution significative du crédit alloué par l'Etat, d'une part, et l'impossibilité d'étoffer l'effectif du personnel d'autre part, aucun problème significatif n'a entravé la réalisation des activités tout au long de l'exercice 2012.

A l'instar des années précédentes, le BIANCO continue d'être présent sur la scène internationale, aussi bien à travers les participations aux réunions et conférences que par le biais de signature de conventions de partenariat avec des agences et organismes anti-corruption. Parallèlement, quelques membres du personnel ont eu l'opportunité de renforcer leurs capacités grâce à des formations suivies auprès d'établissements à l'étranger.

A l'échelle nationale, il conviendra de noter en particulier la dimension et l'envergure données à la célébration du 9 décembre, Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption pour cette année 2012. Cette célébration a été l'opportunité, pour les hauts responsables étatiques, de réaffirmer leur soutien à la Lutte Contre la Corruption à travers la présence d'une importante délégation menée par le Chef du Gouvernement aux festivités de célébration nationale à Morondava.

Concernant le volet Education, les activités de mobilisation se poursuivent et sont de plus en plus modulées en fonction du public ciblé.

Les activités menées auprès du secteur public relaient tant l'élaboration des codes de conduite, que les différentes conventions de partenariat signées jusqu'alors.

La mobilisation des entités du secteur privé se poursuivent à travers les divers groupements ainsi que les projets de développement tels que le projet Ambatovy, le FDL et le PGDI, et ce en plus de la participation du BIANCO aux événements d'envergure comme le Salon de l'Industrie de Madagascar.

La corruption sur les axes routiers demeure un sujet sensible. A cet effet, des efforts particuliers ont été déployés pour la mobilisation des différents acteurs dans ce secteur, tels que les éléments des forces de l'ordre, les transporteurs et les usagers de la route, en parallèle à des activités de contrôle menées sur le terrain en collaboration avec les entités en charge de la sécurité routière.

Les jeunes restent une cible privilégiée des activités de mobilisation. Le déploiement géographique et le renforcement du Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité, notamment dans le système éducatif témoignent du développement de ces activités, qui s'étendent désormais aux jeunes des confessions religieuses et des structures locales en plus des élèves et étudiants.

Toujours dans le domaine de l'éducation, une étape importante a été franchie dans l'intégration de la Lutte Contre la Corruption dans les programmes scolaires grâce à la collaboration avec l'OEMC pour l'élaboration des projets de programmes, d'un guide pédagogique et d'un manuel pour les élèves. Parallèlement, la dimension anti-corruption continue de figurer dans le cursus de formation des futurs agents de l'Etat.

La collaboration avec les entités relais a été davantage intensifiée pour une plus large portée des activités de mobilisation. Aussi, les différents membres des Organisations de la Société Civile ainsi que les diverses organisations confessionnelles ont été mis à contribution pour relayer nos activités de mobilisation à travers toute l'île. Les réalisations en termes de Prévention tournent autour de quatre (4) grands axes.

Les travaux de revue de systèmes et d'analyses de procédures se poursuivent auprès des diverses entités de l'Administration Publique, suivis de l'accompagnement de ces entités à la mise en œuvre des recommandations issues de ces travaux.

L'accompagnement des secteurs pour la mise en place et l'application des dispositifs anti-corruption, des standards de service et des normes d'accueil des usagers constitue une des plus importantes réalisations des équipes de Prévention, avec 330 services publics appuyés durant l'année 2012.

Dans l'objectif de capitaliser ces acquis, des guides de bonnes pratiques ont été élaborés et vulgarisés auprès des agents et des usagers de deux services publics: les Communes en général, et en particulier celles concernées par le projet du Fond de Développement Local.

Les sollicitations d'assistance de la part des entités organisatrices de concours et recrutements administratifs s'intensifient davantage. Ainsi, les six branches territoriales du BIANCO totalisent quatorze activités d'assistance à ces divers concours pour l'année 2012.

Enfin, dans un souci d'amélioration constante des performances des équipes opérationnelles, plusieurs ateliers ont été organisés tout au long de l'année et qui ont constitué autant d'occasions d'échanges d'expériences et de partage des acquis entre les équipes des divisions Education – Prévention des branches territoriales et de la direction générale.

Dans le volet Application de la Loi, on notera une diminution des doléances reçues auprès du BIANCO, de l'ordre de 13% par rapport à l'année 2011, soit un total de 4 108 doléances, dont 26% se rapportant à des infractions de corruption. Et ce paradoxalement à la perception de la recrudescence des pratiques de corruption dans tous les secteurs et les divers aspects de la vie quotidienne.

La même tendance à la baisse s'observe également au niveau des déclarations de patrimoine reçues qui a diminué de 44,5% par rapport à l'exercice précédent. Il est important de remarquer que l'année 2012 accuse les plus bas niveaux respectifs de chiffres de réalisations sur ces deux activités depuis la mise en place du BIANCO en 2004.

Comme pour les années précédentes, les secteurs les plus décriés restent les Collectivités Territoriales Décentralisées, les forces de l'ordre notamment la Gendarmerie Nationale et la Police Nationale, la Justice, les Services Fonciers (Domaines et Topographiques) et l'Education. Il est cependant important de remarquer que le faible taux de doléances reçues concernant d'autres secteurs ne signifie pas forcément la rareté des pratiques de la corruption au sein de ces entités.

On pourrait traduire ce faible taux de dénonciation de plusieurs manières, dont une entente bénéfique entre les corrupteurs et les agents publics du secteur en cause.

En 2012, la note attribuée à Madagascar par la Transparency International est de l'ordre de 32/100, contre 3/10 l'année précédente. Le système de notation a évolué en faisant participer davantage les opérateurs et les différents acteurs locaux. A cette traditionnelle notation annuelle s'ajoutera particulièrement en 2013, l'évaluation de la performance de Madagascar dans la mise en œuvre du programme de Lutte Contre la Corruption, dans le cadre du mécanisme d'examen pour l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption.

B. Recommendations

L'année 2013 est surtout une année d'élections, et les perspectives du BIANCO doivent tenir compte de ce contexte et des attentes du public concernant l'implication d'une agence anti-corruption pour la mise en place d'une meilleure gouvernance à l'issue de ces élections.

L'enjeu est de taille, les acquis sont fragilisés par le contexte de crise politico-économique. Les comités consultatifs qui constituent depuis toujours des partenaires privilégiés du BIANCO ont formulé leurs recommandations autour de trois grands axes : la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation des impacts des activités réalisées auprès des secteurs ; l'application des sanctions positives pour une meilleure motivation des secteurs ; et enfin le renforcement de la collaboration avec les relais pour optimiser l'impact des différentes activités.

Les efforts entrepris dans le domaine de l'éducation du public vers un changement de comportement face aux diverses pratiques de la corruption doivent être renforcés afin de mettre fin à la tendance grandissante d'un retour à la banalisation du phénomène de la corruption. L'objectif sera d'inciter le public à davantage dénoncer la corruption pour accroître le nombre de doléances émanant du public.

Par ailleurs, il est primordial de renforcer les réseaux d'intégrité en intégrant davantage de jeunes en milieux scolaires et universitaires.

Dans le domaine de la prévention et du renforcement des systèmes et des procédures, un effort continu doit être mené pour capitaliser les acquis, notamment en matière de sécurisation des concours administratifs. Il convient cependant de mettre en place dans ce domaine spécifique, une approche stratégique permettant au BIANCO d'assurer efficacement sa mission en adéquation avec les moyens mis à sa disposition.

L'année 2013 sera l'année de l'évaluation de Madagascar dans le cadre du programme d'évaluation par les pairs sous l'égide des Nations Unies (UNODC). Des efforts doivent être ainsi menés, pour la préparation de cette évaluation. Il s'agit de susciter la volonté politique des dirigeants et hauts responsables du pays à s'approprier d'avantage de ce programme afin d'en tirer les bénéfices, dont l'opportunité de s'en servir comme leviers d'actions décisives pour l'amélioration du programme national de lutte contre la corruption.

Il est très important que cette évaluation ne soit pas comprise comme étant la seule évaluation du BIANCO, mais bien celle de Madagascar par rapport à son engagement à lutter contre la corruption à travers l'adhésion à la convention des Nations Unies sur la lutte contre la corruption.

Enfin, dans l'optique à la fois de mettre un frein à la recrudescence des pratiques de la corruption sous ses différentes manifestations, ainsi que pour rétablir la confiance et le soutien du public au programme de lutte contre la corruption, l'année 2013 devra être consacrée au renforcement de la répression. Il s'agit, non seulement d'inciter le public à dénoncer la corruption comme développé précédemment, mais également d'arriver à appliquer des sanctions sévères aux auteurs d'actes de corruption quel que soit leur rang. Pour cela, il est essentiel de renforcer l'ensemble du système de répression par la mise en œuvre d'une politique et des actions cohérentes dans la répression de la corruption.

1

RAPPEL DU CADRE STRATEGIQUE

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption, opérationnel depuis le 15 octobre 2004, est chargé de conduire la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption, axée sur les trois principaux volets suivants :

- *l'Education des citoyens* sur les effets néfastes engendrés par la corruption et l'incitation de la communauté à lutter contre la corruption ;
- la *Prévention de la corruption* par l'éradication de la pratique de ce fléau et l'élimination des risques dans le fonctionnement des systèmes des secteurs public et privé ;
- *l'Application de la législation anti-corruption.*

Les principaux objectifs visés par la mise en œuvre du Programme National de Lutte Contre la Corruption consistent à :

- réduire significativement la corruption par le changement de valeurs et de mentalité, d'une part, et par l'application des dispositifs anti-corruption, d'autre part ;
- accroître la confiance du public et des entreprises dans un traitement juste et équitable par les tribunaux, par l'Administration publique (notamment douanes, impôts et foncier) et par les forces de sécurité.

La réalisation de ces objectifs tend vers :

- l'instauration d'un environnement social amélioré et d'un milieu des affaires assaini;
- la mise en place d'une administration probe et efficace ;
- la promotion d'une bonne gestion des ressources nationales.

2

PRINCIPAUX OBJECTIFS ET RESULTATS ESCOMPTE DE L'ANNEE 2012

2.1- Principaux objectifs et grandes orientations des activités 2012

Les principaux objectifs et les grandes orientations ci-après ont servi de base pour la détermination, la programmation et la priorisation des activités de l'exercice 2012 :

- Rendre opérationnel le nouveau système informatisé pour la consolidation des données des Plans de Travail et de traitement des informations sur les réalisations ;
- Améliorer de manière progressive la performance des Branches Territoriales pour le traitement des doléances et l'apurement des dossiers investigables en instance ;
- Participer activement à la dynamisation de la chaîne anti-corruption : élaboration des textes pour la réforme de la Chaîne Pénale Anti-Corruption et la mise en place de la Politique Pénale Anti-Corruption, traitement des dossiers transmis aux juridictions, fragilisation du sentiment d'impunité et consolidation des liaisons opérationnelles ;
- Contribuer à la promotion de la transparence et à la culture de refus de corruption dans les processus de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles et minières ;
- Renforcer la collaboration avec les partenaires et les organes relais, entre autres, les Organisations de la Société Civile, les organisations confessionnelles, les médias, les établissements scolaires et les secteurs ;
- Promouvoir la culture d'intégrité et de transparence dans les secteurs public et privé : code de conduite et de déontologie, pacte d'intégrité et déclaration des principes d'affaires, code de conduite des affaires... ;
- Poursuivre les activités de mobilisation des établissements scolaires pour la lutte contre la corruption et l'adoption de la culture de refus de ce fléau : intensification et opérationnalité des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité, intégration de la culture anti-corruption dans le programme scolaire, etc... ;
- Mettre en œuvre et vulgariser les dispositifs anti-corruption et les mesures de prévention dans les secteurs : standard minimum des services, assistance et appui aux entités organisatrices des concours administratifs et examens officiels, revue de systèmes et analyse des procédures, plans d'accompagnement et de mise en application des recommandations d'audit, vulgarisation des bonnes pratiques... ;

Accompagner les Entités Régionales dans la mise en œuvre de leur politique spécifique de lutte contre la corruption et dans la consolidation des acquis pour la promotion de la déclaration de patrimoine au niveau local.

2.2 – Principaux résultats escomptés de l'exercice 2012

Les principaux résultats escomptés de l'exercice 2012 se résument ainsi :

Dans le cadre de l'application de la législation anti-corruption :

- **5 700 doléances** sont reçues, dont **1 000 faits** sont **soupçonnés de corruption** et font l'objet d'investigation ;
- **1 100 dossiers investigables** sont traités par le BIANCO, dont **420** sont **transmis aux juridictions** (soit 38 % des dossiers traités) ;
- **Résultats des dossiers transmis** aux juridictions sont **communiqués périodiquement** par le Ministère de la Justice au BIANCO (conformément aux termes de la convention de partenariat signée le 24 juin 2008) ;
- **Liste mère des assujettis** à la déclaration de Patrimoine pour l'année 2012 est mise à jour, tant au niveau central que régional ;
- **50%** (environ **2 500 Déclarations**) des **personnes assujetties** à la Déclaration de Patrimoine se sont **acquittées de leur obligation légale** ;
- **80 liaisons opérationnelles** sont **conclues** avec les Institutions, Ministères et Services Régionaux ;
- **Système Informatique de Gestion et de Suivi du traitement des doléances** réactualisé et mis à jour.

Dans le cadre des volets Education et Prévention :

- **Grand public mobilisé** à refuser et à dénoncer les pratiques de corruption ;
- **Image et visibilité du BIANCO** améliorées à travers la publication périodique des résultats relatifs à l'avancée de la lutte contre la corruption : site web – rapports d'activités - conférences débats - documentaire – bulletins et revues d'information et de mobilisation ;
- **Politique Régionale de Lutte Contre la Corruption (PRLCC)** effective dans les **22 régions** de Madagascar : chaque région a défini ses axes stratégiques en matière de lutte contre la corruption et a intégré les actions de Lutte Contre la Corruption (LCC) dans son Plan Régional de Développement (PRD) ;
- **Processus d'éducation** du public, des agents des secteurs public et privé, des autorités et des responsables locaux au changement de comportement, par rapport à la pratique de corruption, **poursuivis et renforcés** ;
- **Responsabilisation des relais** (Organisations de la Société Civile, leaders d'opinions, confessions religieuses, ...) pour l'éducation du public au changement de comportement, de veille et d'interpellation, par rapport à la pratique de la corruption ;
- **Processus du mouvement éthique, d'adoption de la culture d'intégrité et des principes de la bonne gouvernance**, d'élaboration et de vulgarisation du code de conduite et de déclaration des principes d'affaires par le secteur privé, les projets de développement, tels que le Fonds d'Intervention pour le Développement, le Fonds de Développement Local, la Fondation Tany Meva, ... et les partenaires, **poursuivis et renforcés** ;

- **Jeunes mobilisés** pour la participation active aux activités de lutte contre la corruption dans leurs établissements scolaires respectifs et dont les activités sont regroupées au sein du Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité (ou RHI) ;
- Processus d'introduction des **notions d'intégrité morale** et de l'insertion de la **dimension de lutte contre la corruption** dans les **programmes scolaires** poursuivis et renforcés ;
- **42 entités accompagnées** dans la mise en œuvre des recommandations d'audit : Aéroport International d'Ivato, Direction Générale de la Sécurité Routière (DGSR), Secteur Minier, Secteur Foncier, Justice, Trésor Public, Douanes, Secteur Santé, Communes, Chambre de Commerce et de l'Industrie, Filière Bovine, Secteur Forêt, QMM, Environnement, Administration Pénitentiaire, ... ;
- **8 travaux de revue des systèmes et d'analyse des procédures** effectués : exportation de produits miniers, octroi de bourses extérieures, Délivrance de permis de conduire, passation des marchés publics, remboursement des frais médicaux, attribution de parcelles et recouvrement des droits et taxes, vente aux enchères publiques, autorisation de transport des produits forestiers ;
- **4 Entités** organisatrices de concours administratifs **accompagnées** ;
- **2 Guides** élaborés et vulgarisés : guide de passation des marchés publics et guide pour la prévention de la corruption dans l'organisation des concours administratifs.

3

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2012

3.1- Sur les relations et les coopérations internationales

3.1.1- Protocole de coopération avec le SCPC de France

Le Service Central de Prévention de la Corruption (SCPC) de France a conclu un Protocole de Coopération avec le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) de Madagascar le 10 Septembre 2012. Ce Protocole a pour objet le partage mutuel d'information sur les mesures et les bonnes pratiques de prévention et de lutte contre la corruption. Le Protocole couvre principalement les activités de formation et de sensibilisation, les échanges sur les études de recherche académique, des supports méthodologiques, des expériences et de savoir faire et l'organisation des stages du personnel du Bianco.



RABETRANO Faly, DG du BIANCO (à g) avec François BADIE, Chef du SCPC

Des propositions de plan d'actions pour la mise en œuvre de ce Protocole en 2013 est en cours d'élaboration et portent principalement sur l'analyse et l'exploitation des données, le développement des dispositifs de détection et le partage sur les concepts en matière de prévention et de Lutte Contre la Corruption. La préparation et la gestion du programme d'évaluation par les pairs auquel Madagascar est partie prenante figurent également parmi les priorités du Bureau.

3.1.2.- Evaluation de Zimbabwe par le mécanisme de l'UNODC

Depuis le second semestre 2012, les Experts Gouvernementaux de Madagascar et de Malawi avaient procédé à l'évaluation de Zimbabwe dans le cadre du programme d'évaluation par les pairs de la mise en application des dispositions de la convention de Nations Unies sur la lutte contre la corruption. Ce programme associe le secrétariat de l'UNODC, les experts gouvernementaux des pays examinés, ceux des pays examinateurs et enfin la conférence des Etats parties à la convention. Cette évaluation sera finalisée en 2013, en même temps que débutera l'examen de Madagascar.



3.1.3.- Réunions et conférences internationales

Le BIANCO a participé aux réunions et conférences internationales suivantes :

- les sessions du groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption, tenues respectivement à Vienne en Autriche du 18 au 22 Juin 2012 et du 14 au 16 Novembre 2012;
- le 6^{ème} séminaire de l'International Association of Anti – Corruption Authority (IAACA), à Malaisie en octobre 2012. Une coopération avec le Malaysian Anti – Corruption Commission (MACC) avait été proposée et discutée avec les responsables de cette Agence lors de cette session.

3.1.4.- Formations et échanges internationales

Deux responsables du Volet Application de la loi du BIANCO ont participé à la formation et aux recherches ci-après pendant l'exercice 2012 :

- Etude et recherche effectuées auprès du Laboratoire du Droit Public à l'Université RENNES I en France, de mai à fin juillet 2012 ;
- Formation sur la lutte contre la corruption organisée par « International Anti – Corruption Summer Academy (IACA) de Luxembourg du 05 au 14 Juillet 2012.

3.1.5.- Indice de Perception de la Corruption (IPC) de Transparency International

Les modalités d'attribution de l'Indice de perception de la corruption par l'ONG Transparency International ont été modifiées pour l'année 2012 dans le sens d'une meilleure implication des sources et acteurs au niveau national. Les changements résident essentiellement dans le mode de calcul de l'IPC, basé sur une méthode statistique standard plus directe en utilisant les moyennes et l'écart type des notes, et l'échelle de valeur de 0 à 100 au lieu de 0 à 10. Ainsi, Madagascar a obtenu la note de 32/100 en 2012 et est placé 118^{ème} sur 175 pays examinés.

EVOLUTION DE L'INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION DE MADAGASCAR

Année	Score obtenu	Rang
2002	1,7	96 ^{ème} /120
2003	2,6	88 ^{ème} /133
2004	3,1	82 ^{ème} /146
2005	2,8	97 ^{ème} /159
2006	3,1	84 ^{ème} /163
2007	3,2	94 ^{ème} /179
2008	3,4	85 ^{ème} /180
2009	3,0	99 ^{ème} /180
2010	2,6	123 ^{ème} /178
2011	3,0	100 ^{ème} /183
2012	32/100	118/175

3.2.- Sur les activités opérationnelles du BIANCO

3.2.1.- Célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption (JILCC)

Les six Branches Territoriales du BIANCO ont célébré la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption dans les localités de leur choix, notamment à : Morondava pour la Branche d'Antananarivo, Vatomandry pour Toamasina, Antsohihy pour Mahajanga, Sakaraha pour Toliara, Ambalavao pour Fianarantsoa et Ambanja pour Antsiranana.



Grand Carnaval à Morondava pour célébrer le 09 décembre

De nombreuses activités ont été réalisées pour cette célébration par Branche, entre autres, des manifestations culturelles et sportives ainsi que des défilés sous forme de carnaval pour mobiliser davantage les acteurs, les partenaires et le public à la lutte contre la corruption, des expositions, des séries de conférences – débats et des cérémonies officielles pour mémoriser la célébration, ...

La ville de Morondava a été choisie pour accueillir et abriter la célébration nationale de cette Journée.



Différentes activités ont été organisées dont le tournoi de Beach soccer avant les discours officiels, le 09 décembre, à Morondava

A.- Accompagnement pour l'assistance aux concours et recrutements administratifs

Quatorze (14) activités d'accompagnement des entités pour l'assistance aux concours et recrutements administratifs ont été réalisées au cours de l'exercice 2012. Des conventions de collaboration ont été conclues, notamment, entre le BIANCO et :

- L'Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes (ENMG) et les Ministères de la Justice et de la Fonction Publique, le 20 décembre 2012, pour le recrutement des élèves Magistrats et élèves Greffiers ;



Signature de convention entre le BIANCO, l'ENMG, les Ministères respectivement en charge de la Justice et de la Fonction Publique, à Faravohitra

- l'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM), le 15 novembre 2012, pour le recrutement des élèves agents diplomatiques et consulaires, commissaires du commerce et de la concurrence, inspecteurs d'Administration pénitentiaire, inspecteurs des domaines et de la propriété foncière, administrateurs des services financiers, inspecteurs des impôts et du travail et des lois sociales et administrateurs civils ;



Le Dg du BIANCO et celui de l'ENAM (à d) après la signature de convention

- la Direction Générale de l'Académie Nationale des Sports, le 10 juillet 2012, pour le recrutement d'Éducateurs et Encadreurs sportifs ;
- la Direction Générale de la Police Nationale, le 03 juillet 2012, pour le recrutement des élèves Officiers et des Commissaires de Police.

B.- Collaboration avec les entités pour la mobilisation à la lutte contre la corruption

La mobilisation des entités à la lutte contre la corruption a fait l'objet d'une convention de partenariat pour la mise en œuvre des activités d'Education et de Prévention. La signature de la convention est accompagnée d'un engagement des principaux responsables avec la signature d'une « manifeste d'intégrité », en particulier avec la Direction Générale des Services Fonciers (DGSF), le 18 janvier 2012, et avec le Ministère de l'élevage le 07 mars 2012.



Le BIANCO et la DGSF se sont convenus d'unir leurs efforts pour lutter contre la corruption comme en témoigne la signature de convention

La remise officielle du Code de Conduite de l'Armée Malagasy a été suivie par la signature du « Manifeste d'Intégrité » par les premiers responsables du Ministère de la Défense, le 14 mars 2012 à Ampahibe.



Le DG du BIANCO remettant le code de conduite de l'Armée Malagasy en présence des hauts responsables, notamment le Ministre des forces armées (2ème à d), à Ampahibe

Une revue des réalisations et de la situation de mise en œuvre de la Convention de Partenariat conclue avec la Direction Générale du Trésor a été tenue le 20 Décembre 2012.

Des ateliers de travail ont été menés à Antsirabe pour « l'amélioration des relations de travail entre les acteurs dans la répression de la corruption » et la « redéfinition des engagements des parties prenantes à la mise en œuvre de la déclaration des principes d'affaires », respectivement le 10 et le 12 Octobre 2012. Le premier a réuni les Magistrats du tribunal de Premières instances, les administrateurs Pénitentiaires, les Avocats, la Gendarmerie Nationale et la Police nationale. Le second a été assisté par les membres de la Chambre du Commerce et d'Industrie d'Antsirabe et les Organisations Patronales de la Région du Vakinankaratra.

Les Officiers stagiaires et Officiers Supérieurs de l'Ecole d'Etat Major de l'Armée Malagasy ont tenu des séances de travail sur la lutte contre la corruption avec les premiers responsables du BIANCO à Ambohibao le 12 et 13 avril 2012.

Photo de souvenir lors de la visite des officiers stagiaires et officiers supérieurs de l'Ecole de l'Etat Major au siège du BIANCO, à Ambohibao



3.2.3.- Renforcement des capacités et des compétences du personnel opérationnel

Deux (2) ateliers pour le renforcement de capacités et de compétences du personnel du BIANCO ont été tenus pour :

- uniformiser les approches pour la conduite et la réalisation des activités convenues avec le Fonds de Développement Local le 23 et 24 Février 2012 à Ambatofotsy Antananarivo ;
- mettre en cohérence et uniformiser les approches, les indicateurs et les activités d'Education et de Prévention, du 21 au 25 mai 2012, à Mahajanga.

Des séances de formations ont été organisées et/ou négociées pour les agents opérationnels en matière de :

- Gestion de projet, du 31 juillet au 10 août 2012, à l'Institut National des Sciences Comptables et de l'Administration d'Entreprises (INSCAE) ;
- Leadership pour l'intégrité en Afrique, du 10 au 15 septembre 2012, au Sénégal;
- Procédures fiscales animées par la Direction Générale des impôts à Tsimbazaza – Antananarivo du 13 au 15 Mars 2012 ;
- Information Education Communication / Communication pour le Changement de Comportement (IEC/CCC) et multimédia à Toliara, les 10 et 11 mai 2012 ;
- Gestion axée sur les résultats en partenariat avec l'Association Malagasy Mahomby à Toliara, du 05 au 07 juin 2012 ;
- Procédures foncières dispensées par la Direction Générale des Services Fonciers, le 19 avril 2012 ;
- Elaboration du budget par la Direction Générale du Budget, le 26 novembre 2012, à Anosy Antananarivo.

4

REALISATIONS DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

4.1- Volet Education

Le Volet Education de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption consiste principalement à mener des activités pour éduquer et sensibiliser le public sur les effets néfastes engendrés par la corruption, d'une part, et mobiliser la communauté à lutter contre ce fléau, d'autre part.

Ces activités visent essentiellement à :

- inciter le public à adopter une attitude intolérante à la pratique de corruption et à apporter sa contribution dans l'éradication de ce fléau par la dénonciation des cas soupçonnés de corruption et d'infractions assimilées ;
- veiller sur l'application effective des dispositifs pour la promotion de la culture d'intégrité, de transparence et de redevabilité ainsi que de bonnes pratiques en anti-corruption dans les secteurs public et privé ;
- garantir la pérennité des réalisations par la coopération avec les entités relais et les structures locales et en particulier l'adoption et la mise en œuvre de la Politique Régionale de Lutte Contre la Corruption ;
- savoir comment attirer et sécuriser les investissements par l'assainissement du milieu des affaires.

a) Sensibiliser et/ou éduquer le public sur la Lutte Contre la Corruption

En complémentarité avec les activités de communication menées par les Branches Territoriales, celles de sensibilisation et/ou d'éducation du public sur la lutte contre la corruption ont été principalement effectuées, au cours de l'exercice 2012, à travers :

- la coopération avec les médias par l'élaboration et la diffusion des émissions radiophoniques, entre autres, « Manodrava » par les différentes stations à Toamasina (RTA, RNA, AQUA, VIVA, FMAM et Masôva) et « Fanabeazana » à la Radio Nationale Malagasy ;
- la collaboration avec les entités relais telles que les Organisations de la Société Civile, les Organisations Confessionnelles et les leaders d'opinion ;
- les réunions publiques, à l'instar des manifestations organisées pour la célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption (JILCC) par Branche Territoriale : à Ambalavao pour la Branche de Fianarantsoa, Morondava pour la Branche d'Antananarivo, Sakaraha pour la Branche de Toliara, Vatomandry pour la Branche de Toamasina, Antsorohy pour la Branche de Mahajanga et Ambanja pour la Branche d'Antsiranana. La Ville de Morondava a été choisie pour

accueillir les manifestations relatives à la célébration officielle de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption à Madagascar en 2012 ;



Les messages anti-corruption ont été transmis à travers des activités dont la danse folklorique à Antsohihy (Mahajanga) pour marquer la célébration

- les activités menées sur les axes routiers dont le BIANCO a participé activement dans les comités constitués spécialement pour concevoir et coordonner les interventions dans ce secteur par Branche Territoriale. En ce sens, la Branche Territoriale de Fianarantsoa a, entre autres, validé le plan d'actions de la Région Matsiatra Ambony pour lutter contre les accidents et la corruption dans le domaine du transport. Elle a édité à cet effet mille neuf cents (1.900) exemplaires de dépliant pour l'opération « pâques sans accident 2012 ».

Ces activités ont été accompagnées par la redynamisation du système et l'évaluation de l'efficacité des dispositifs de dénonciation, en particulier, les boîtes à doléances installées au niveau des districts et des endroits jugés sensibles.

b) Initier et/ou contribuer à la poursuite de la mobilisation des agents du secteur public

L'année 2012, des séries de plaidoyers ont débuté la continuité des activités entamées depuis les années précédentes. Au cours de l'année, deux cent treize (213) séances de sensibilisation et de mobilisation ont été entreprises dans cinquante neuf (59) districts des dix sept (17) Régions malgré l'insuffisance en ressources financières et humaines et la disponibilité très limitée des agents du secteur public. Cinq mille cent trente deux (5 132) agents du secteur public ont participé à ces séances de sensibilisation et de mobilisation.

La méthodologie d'approche pour la mobilisation des agents du secteur public a été davantage renforcée. Ainsi, est-il visé dans la collaboration avec les entités clientes l'appropriation et l'adhésion maximale des agents du secteur public au processus. En l'occurrence, la conception et l'organisation générale des activités de mobilisation des agents de la Direction Générale des Services Fonciers (DGSF) ont été réalisées conjointement dans la commission éducation constituée par une équipe opérationnelle du BIANCO et de cette entité, conformément aux termes de la convention conclue le 18 janvier 2012.

Les activités de mobilisation des agents des secteurs publics sont principalement basées sur les termes du Décret 2003/1158 du 17 décembre 2003 portant code de déontologie de l'administration et de bonnes conduites des agents de l'Etat. Les principales entités clés de l'Administration suivantes ont été touchées par les réalisations de l'exercice 2012 : la Fonction Publique, la Santé Publique, les Collectivités Territoriales Décentralisées, l'Education Nationale et l'Enseignement Supérieur, la Sécurité Intérieure, les Forces Armées, la Gendarmerie Nationale, le Trésor Public, le Contrôle Financier, le Commerce, l'Institut National des Statistiques (INSTAT), l'Administration Fiscale, l'Elevage, l'Agriculture, la Pêche et Ressources halieutiques, l'Administration Judiciaire, l'Administration Douanière, le Domaine et les Services fonciers, les Mines.

Les premiers responsables du Ministère des Forces Armées ont témoigné publiquement leur volonté d'adhérer à la lutte contre la corruption et leur engagement à combattre ce fléau en signant « le document de manifeste d'intégrité » le 14 Mars 2012, lors de la présentation officielle du « code de conduite de l'Armée Malagasy », et de la réception de deux mille cinq cents (2.500) exemplaires de la brochure y afférent. Des séances d'appropriation de ce code ont été tenues au profit de sept cent cinquante (750) militaires au cours de l'année 2012.



Les responsables et chefs militaires ont signé le document de manifeste d'intégrité après la cérémonie d'octroi du Code de Conduite

Au niveau de la Gendarmerie Nationale, l'engagement pour combattre la corruption a été réaffirmé par le Général de division commandant de la Gendarmerie Nationale dans son discours à l'occasion de sa prise de fonction en Septembre 2012. Pour marquer cette volonté, trois mille cinq cent sept (3 507) Gendarmes, ayant la qualité d'officiers de police judiciaire et répandus dans toute l'île, ont déposé leur déclaration de patrimoine auprès du Bureau Indépendant Anti-Corruption au début de l'année 2013.

Le BIANCO a conclu des conventions de partenariat avec la Direction Générale des Services Fonciers et le Ministère de l'Elevage respectivement le 18 Janvier 2012 et le 07 mars 2012. La collaboration est axée principalement sur la mobilisation du personnel en matière de lutte contre la corruption, la mise en application des dispositifs anti-corruption et des mesures de prévention de la corruption dans les systèmes et procédures et la promotion du mouvement éthique et l'appropriation du code de conduite du personnel. La signature de chaque convention de partenariat a toujours été accompagnée de la signature du « document portant le manifeste d'intégrité » par les premiers responsables de l'entité et de son staff technique.



Echanges de signature entre les deux DG : celui du BIANCO (à g) et son homologue de la Direction générale de l'Elevage (à d)

La célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption a été l'opportunité pour promouvoir l'adhésion des principaux responsables centraux et locaux de l'Administration et du secteur public au « manifeste d'intégrité » où l'engagement est rendu public et réalisé de manière solennelle.

c) Initier et/ou contribuer à la poursuite de la mobilisation du secteur privé (patronats et confédérations - travailleurs et organisations syndicales) et des projets de développement

L'adhésion du secteur privé et des projets de développement à la lutte contre la corruption est d'une importance capitale afin de contribuer à l'assainissement de l'environnement des affaires et à l'amélioration du monde de la concurrence.

On cite les principales réalisations de l'exercice 2012 dans cette rubrique:

- tenue de trois (3) séances de sensibilisation concernant la lutte contre la corruption pour trois cent trente huit (338) agents du Projet d'Ambatovy du siège à Antananarivo et des sites d'exploitation à Toamasina;
- programmation conjointe des activités de l'Office Régional du Tourisme à Toliara pour la lutte contre la pratique de corruption et des infractions assimilées dans le secteur et mobilisation des agents de la société ACCORDS Knits à Antananarivo. Au total cent cinquante sept (157) agents ont été mobilisés pendant les quatre (4) séances effectuées ;
- Collaboration avec le Groupement des Entreprises Privées à Mahajanga (GEPAM) pour la conception et l'édition du code de conduite des affaires pour les entreprises membres du Groupement. Cent (100) exemplaires du document portant ce code de conduite ont été confectionnés et distribués aux représentants des entreprises participantes pendant les trois (3) séances d'appropriation effectuées.

En outre, différentes entités du secteur privé et des projets de développement ont été mobilisées au cours de l'année 2012, entre autres, les opérateurs hôteliers, les transitaires des douanes à Ambanja, la mutuelle d'épargne et de crédit TIAVO à Fianarantsoa, le personnel de l'Etablissement de Microcred et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toamasina,

La collaboration du Bureau avec le Syndicat des Industries de Madagascar s'est davantage renforcée au cours de l'exercice 2012. Ainsi, le BIANCO a participé activement au Salon de l'Industrie de Madagascar du 13 au 18 novembre 2012 dans l'enceinte du Palais des Sport à Mahamasina. Lors de ce Salon, le stand BIANCO a accueilli près de huit cents (800) visiteurs.



Le stand du BIANCO lors du Salon de l'Industrie du novembre 2012

La coopération avec le Fonds de Développement Local (FDL) et le Projet de Gouvernance et de Développement Institutionnel (PGDI) s'est matérialisée par la mise en place des dispositifs anti-corruption auprès des trente deux (32) Communes bénéficiaires des appuis techniques et financiers du FDL. Ces communes sont réparties dans les Régions Antsinanana, Alaotra Mangoro, Betsiboka, Analanana et Anosy. Un projet de code de conduite pour le personnel et les responsables des communes étant en cours de finalisation en fin 2012, son édition est programmée pour 2013, après la validation et la promulgation par Arrêté ministériel.

d) Initier et/ou contribuer à la poursuite de la mobilisation de relais (OSC, leaders d'opinion, media, confessions religieuses...) d'éducation du public, de veille et d'interpellation

Les entités concernées par cette rubrique sont les partenaires techniques chargés de relais pour transmettre les messages anti-corruption au public local, d'une part, et poursuivre les activités de veille et d'interpellation auprès des cibles spécifiques, d'autre part.

Les principaux partenaires techniques de l'année 2012, en matière de mobilisation de relais d'éducation du public, de veille et d'interpellation, par Branche Territoriale sont:

- à Toliara : FIBETAFOTO (Fikambanam-ben'ny Tanora Foko Toliara), FIHATO (Fikambanan'ny Hazomanga Toliara) (), la clinique de conseil juridique TRANO ARO ZO, les antennes TIAVO et FIVOY, TAMAKO, YMCA, CONGO PHD, l'Association Malagasy Miady amin'ny Kolikoly ou « MAMIKO » ;
- à Fianarantsoa : l'Eglise Luthérienne Malagasy Nohavaozina (FLMN), le Réseau Tiavo, l'ONG FIANTSO, l'ONG HAONASOA, l'Association Paysanne FITAFIBE, les Toby de Soatanana et d'Ankaramalaza de l'Eglise Luthérienne Malgache (FLM), l'Eglise Rhema, la Société Civile Justice et Paix ;
- à Antsiranana : les associations des femmes à Ambilobe, les associations des femmes et la plateforme des sociétés civiles à Ambanja ;
- à Toamasina : le Sahan'Asa Fampandrosoana (SAF) de l'Eglise Réformée de Madagascar (FJKM), le KMF/CNOE, l'association BALISAMA, l'association féminine FAFED ;
- à Antananarivo : le Mouvement Scout « Fanilon'i Madagasikara », la Société Civile Justice et Paix de la Diocèse Analanana ;
- à Mahajanga : l'Association des Jeunes Universitaires venant de Marovoay (AJEUM), l'Eglise Catholique Romaine (ECAR), l'Eglise Réformée de Madagascar (FJKM).

Au cours de l'année 2012, une centaine de séances de sensibilisation ont été réalisées par ces entités relais pour cibler plus de sept mille (7 000) participants, entre autres : les activités menées par le Synode Général de la FJKM à Manakara, du 15 au 22 août 2012 ; les Journées Mondiales de la Jeunesse Catholique (JMJ) à Antsiranana, du 05 au 10 septembre 2012 ; et le Synode Général de la FLM tenue à Toliara du 04 au 13 septembre 2012.



L'événement JMJ tenu à Antsiranana a été saisi par la Branche Territoriale d'Antsiranana pour sensibiliser les jeunes

Les revues mensuels «Sakaian'ny Tanora» et «Ny Mpamangy» de la FLM continuent comme pour les années précédentes de publier régulièrement des articles sur la lutte contre la corruption.

e) Initier et/ou mobiliser les élèves, les étudiants et les mouvements de jeunes au processus de changement de comportement contre la corruption

Les activités pour la mise en place et le renforcement des acquis des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI) ont été poursuivies et intensifiées par les Branches Territoriales du BIANCO durant l'exercice 2012. Les domaines d'intervention ne se limitent plus au niveau des établissements privés et publics d'enseignements secondaires et universitaires, mais s'étendent auprès des mouvements des jeunes issus des confessions religieuses et des structures locales, à l'instar du RHI Fanilo du Conseil Communal de la Jeunesse de Toliera I. Cinquante huit (58) Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité, répandus dans tout Madagascar, ont été mis en place et opérationnalisés par les six (6) Branches Territoriales du BIANCO.



Les Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité en plein sensibilisation, à Mahajanga

Les activités des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI) ont été diversifiées pour atteindre les objectifs qui leur ont été attribués. Ces activités consistent principalement à susciter les jeunes à avoir des reflexes anti-corruption à travers des sketchs, des « slams » (type d'expressions appréciées par les adolescents), des poèmes et des articles. Le partage d'expériences entre Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité des jeunes malgaches lors du Mouvement International des Etudiants Catholiques (MIEC) de Madagascar et de l'île Maurice a beaucoup amélioré la conception et le mode de détermination des activités pour la promotion et la vulgarisation des bonnes pratiques en matière de Lutte Contre la Corruption.

Le BIANCO a beaucoup investi au cours de l'exercice 2012 pour accueillir et encadrer des étudiants désirant effectuer leurs recherches, mémoires et stages pratiques dans le domaine de la lutte contre la corruption. En effet, neuf (9) étudiants en Enseignements Supérieurs ont été encadrés et accompagnés par les Responsables du Bureau Indépendant Anti-Corruption en 2012.

Les projets de programmes scolaires en éducation à la citoyenneté et au civisme ont été élaborés avec l'Office de l'Education de Masse et de Civisme du Ministère de l'Education Nationale (OEMC/MEN). L'édition d'un guide pédagogique et d'un manuel destiné aux élèves ont accompagné la remise officielle de ces programmes. Ces projets de programmes scolaires devraient faire l'objet d'une promulgation d'un texte réglementaire par décret ou arrêté ministériel pour les officialiser et les rendre applicable dans tous les établissements d'enseignement public et privé.

f) Conserver et archiver les réalisations et les acquis

La conservation et l'archivage des documents et des supports techniques et médiatiques des réalisations du Bureau ont été institués auprès de chaque branche territoriale. Ces archives viennent chaque année enrichir les banques de données, de photos et de films du Bureau, à la direction chargée de la communication.

g) Partager les expériences et les acquis entre les Branches Territoriales et la Direction Générale

Les échanges d'expériences entre les responsables et les agents opérationnels du Volet Education ont été réalisés dans le but de partager les acquis par branche territoriale en vue de s'assurer de l'adéquation entre la méthodologie d'approche et les réalités sur terrain, d'une part, et d'uniformiser l'opérationnalisation des dispositifs anti-corruption et de développer la synergie basée sur les échanges d'expériences, d'autre part. Au cours de l'exercice 2012, les responsables de ce Volet a participé à des rencontres de travail, d'échange et de renforcement de capacités, à savoir :

- échange d'expériences et partage des acquis par les Chefs de Division Education - Prévention des six (6) branches territoriales lors de l'Atelier de validation du Plan de Travail Annuel 2012, tenu au siège du BIANCO à Ambohibao, les 09 et 10 février 2012 ;
- atelier d'uniformisation de l'approche pour la mise en place des dispositifs anti-corruption auprès des trente huit (38) communes bénéficiaires des appuis techniques et financiers du Fonds Local de Développement (FDL). Cet Atelier, qui s'est déroulé les 23 et 24 Février 2012 à l'hôtel le CARAT à Ambatofotsy, était financé par le Projet de Gouvernance et de Développement Institutionnel (PGDI) et réalisé par le BIANCO en partenariat avec le FDL. Les Directeurs, les Chefs de Division Education-Prévention et quelques agents opérationnels des Volets Education et Prévention des six (6) Branches Territoriales ont participé à l'atelier ;
- Information sur la « Législation Fiscale » organisée spécialement pour les responsables opérationnels du BIANCO par la Direction Générale des Impôts (DGI), du 13 au 15 mars 2012, au centre de formation de la DGI à Tsimbazaza ;
- Information sur la « Législation Foncière » tenue par la Direction Générale des Services Fonciers, le 19 avril 2012, en son siège à Anosy ;
- Atelier de « Mise en cohérence et Uniformisation des activités et des indicateurs des Volets Education et Prévention » tenu par la Direction de la Programmation, du Contrôle et du Suivi – Evaluation (DPCSE) du BIANCO, du 22 au 24 mai 2012, à Mahajanga. Cet Atelier a réuni tous les membres de l'équipe de ces deux (2) volets et les Directeurs des six (6) Branches Territoriales ainsi que quelques membres de la Direction Générale ;



Quelques participants à l'atelier dont les Chefs de Divisions Education-Prévention venant des Branches Territoriales

- Echange avec les membres de l'équipe de la Division Education – Prévention des Branches Territoriales lors des missions sur terrain effectuées par l'équipe de la DPCSE en octobre et novembre 2012 ;
- Information sur « la technique et le processus d'établissement du budget de l'Etat » organisée spécialement par la Direction Générale du Budget, en octobre 2012, pour les agents du BIANCO.

4.2- Volet prévention

Aux termes des dispositions de l'article 22 de la loi n°2004 – 030 du 09 septembre 2004 relative à la lutte contre la corruption, « *le Bureau Indépendant Anti-corruption a, entre autres, pour mission de rechercher dans la législation, les règlements, les procédures et les pratiques administratives, les risques de corruption afin de recommander des réformes visant à les éliminer et de dispenser des conseils pour la prévention de la corruption à toute personne ou organisme public ou privé et recommander des mesures, notamment d'ordre législatif et réglementaire, de prévention de la corruption* ».

Pour l'année 2012, les travaux réalisés par le volet prévention se résument essentiellement à la revue de système et à l'analyse des procédures auprès des services publics, à l'accompagnement des services cibles sur la mise en œuvre des recommandations d'audit en vue d'éliminer les risques de pratiques de corruption dans le secteur, d'une part, et sur l'opérationnalisation des dispositifs de prévention de la corruption et à l'assistance des entités dans l'organisation de concours administratifs, d'autre part.

a) Revue de systèmes et analyse des procédures

La moitié des huit (8) travaux de revue de système et d'analyse des procédures programmés pour l'année 2012 a été réalisée à la fin de l'exercice. Le reste est en cours de mise en œuvre et sera poursuivie pour l'année 2013. La situation de ces travaux est détaillée comme suit :

- réalisées en totalité : l'étude relative à l'exportation de produits miniers au niveau des frontières (pierres précieuses, pierres fines et métaux précieux) effectuée auprès du Ministère des Mines, l'analyse des procédures de remboursement de soins médicaux du personnel de la Direction Régionale de la Santé à Fianarantsoa, l'analyse des procédures d'attribution de parcelles et de recouvrement des produits y afférents auprès de la Société Fanalamanga et l'analyse des procédures de ventes aux enchères publics auprès du Bureau des Douanes à Toamasina ;
- en cours de réalisation : l'analyse des procédures relatives à l'octroi d'autorisation de transport des produits forestiers auprès de la Direction inter-régionale de l'environnement et des forêts à Mahajanga, l'analyse des procédures relatives à l'évaluation et le remboursement des taxes sur la valeur ajoutée auprès de la Direction des Grandes Entreprises de la Direction Générale des Impôts, l'analyse des procédures d'élaboration du budget et de paiement des chèques carburants et lubrifiants auprès du Ministère des Finances et du Budget et l'analyse des procédures d'octroi de permis de conduire auprès du service permis de l'Agence de Transport Terrestre à Antananarivo.

En sus des travaux programmés, une analyse en vue de l'amélioration du système de recouvrement des recettes de la Commune Urbaine de Manakara a été effectuée par la Branche Territoriale de Fianarantsoa.

b) Accompagnement des entités cibles à la mise en œuvre des recommandations issues des travaux de revue de système et d'analyse des procédures

Pour rendre effective la mise en œuvre des recommandations validées à l'issue des travaux de revue de système et d'analyse des procédures, le BIANCO a adopté dans sa démarche l'accompagnement des entités concernées dans le redressement des défaillances et des faiblesses enregistrées. Les recommandations formulées seront traduites par des actions de redressement portées dans un plan d'actions arrêté conjointement, notamment par l'application des mesures et des dispositifs pour éradiquer sinon réduire de

manière sensible la pratique de corruption et des infractions assimilées au niveau de l'entité concernée. Au cours de l'année 2012, les entités suivantes ont bénéficié des appuis du BIANCO pour la mise en œuvre des recommandations issues des travaux de revue de système et d'analyse des procédures :

- le Guichet Unique de l'Administration Foncière de Fianarantsoa ;
- les entités concernées (Centres Immatriculateurs, Visites Techniques, Agence de Transport Terrestre...) par les activités tendant vers l'élimination des risques de pratique de corruption sur les axes routiers dont la Route Nationale N°7 ;
- les Tribunaux de Première Instance d'Antsiranana, d'Ambohijanahola et de Nosy Be et des cinq (5) centres pénitentiaires dans la Région DIANA pour redresser les défaillances sur les procédures d'octroi de liberté provisoire ;
- les Guichets Fonciers dans les Régions Boeny et Vatovavy Fitovinany pour l'amélioration des procédures d'octroi de certificat foncier et de recouvrement des droits et taxes pour la relance de la fiscalité locale ;
- les Trois (3) Communes rurales bénéficiaires des retombés directs du Projet QMM (Ampasy Nampohana, Soanierana et Mandromondromitra) et la Commune urbaine de Taolagnaro sur les procédures de recouvrement des redevances et ristournes sur les substances minières ;
- les entités intervenant au sein de l'Aéroport International d'Ivato pour la mise en œuvre du plan d'actions relatif à l'amélioration du standard des services ;
- la Direction Générale de la Sécurité Routière pour le renforcement des procédures de visite technique des véhicules ;
- la Région Atsimo Andrefana et Ihorombe sur les procédures d'élevage et de commercialisation de bovidés ;
- la Direction inter-régionale de la Sécurité Publique de Mahajanga et du Service de l'Immigration et Emigration du Ministère de l'Intérieur pour l'amélioration des procédures d'octroi de visas de séjour.

c) Assistance aux concours administratifs

Le Bureau organise des séances de restitution des résultats des travaux d'assistance effectués. Les recommandations ainsi validées devraient faire l'objet de plan d'actions de redressement par l'entité bénéficiaire de l'intervention du BIANCO et seront prises en considération pour l'organisation des prochains concours administratifs.

Au cours de l'année 2012, quatorze (14) entités ont bénéficié de l'assistance du BIANCO dans la réalisation des concours ou examens administratifs les concernant respectivement et quatre (4) autres ont reçu une programmation d'appui. Les entités suivantes ont sollicité l'assistance du Bureau en affichant, d'une part, leur ferme volonté à lutter contre toute pratique de corruption et d'infractions assimilées pendant les différentes phases du concours, et d'autre part, leur détermination à réaliser des concours administratifs crédibles et respectant les normes requises :

- Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes (ENMG) pour le recrutement des élèves Magistrats et élèves Greffiers pour l'année 2013. L'assistance du BIANCO aux concours a fait l'objet d'une convention conclue avec le Ministère de la Justice, le Ministère de la Fonction publique et l'Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes, le 20 décembre 2012 ;
- Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM) pour le recrutement de quinze (15) élèves agents diplomatiques et consulaires, vingt (20) élèves commissaires du commerce et de la concurrence, vingt (20) élèves inspecteurs d'Administration pénitentiaire, vingt cinq (25) élèves ingénieurs du service topographique, vingt cinq (25) élèves inspecteurs des domaines et de la propriété foncière, vingt cinq (25) élèves administrateurs des services financiers, quarante (40) élèves

inspecteurs des impôts, quinze (15) élèves inspecteurs de Travail et des lois sociales et trente (30) élèves administrateurs civils. La convention de partenariat y afférente a été signée le 15 novembre 2012 ;

Les formateurs du BIANCO, issus de la Division Education-Prévention, en plein exposé pour sensibiliser les élèves de l'ENAM



- Direction Générale du Trésor avec l'appui technique de l'Institut Malgache de la Technique de la Planification (IMATEP) pour le recrutement de trente (30) Inspecteurs du Trésor et de quarante (40) comptables du Trésor. L'assistance du BIANCO aux concours a été matérialisée par la convention de collaboration avec le Ministère de la Fonction Publique, l'IMATEP et la Direction Générale du Trésor ;
- Académie Nationale des Sports (ANS) pour le recrutement d'Éducateurs et Encadreurs sportifs, par une convention de partenariat signée le 10 juillet 2012 ;
- Direction Générale de la Police Nationale (DGPN) pour le recrutement de trente (30) Officiers de Police et vingt (20) Commissaires de Police conformément aux termes de la convention de partenariat signée le 03 juillet 2012 ;
- Académie Militaire (ACMIL) pour la sélection de soixante (60) candidats pour la 36^{ème} promotion, quarante (40) pour le Peloton Inter Arme et vingt cinq (25) pour le Peloton Spécial ;
- Institut de Formation des Paramédicaux (IFP) et Institut de Formation Inter Régional des Paramédicaux (IFRIP) pour les concours d'entrée de la promotion 2012 ;
- Ministère de la Justice pour le recrutement des notaires ;
- Ecole Nationale d'Enseignement Maritime (ENEM) à Mahajanga pour l'examen final de la promotion 2012 ;
- Centre Régional des Œuvres Universitaires d'Antananarivo (CROUA) pour le recrutement de cinquante (50) agents en remplacement numérique des personnels décédés ou admis à la retraite ;
- Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire (ENAP) pour le recrutement des agents pénitentiaires, greffiers comptables et contrôleurs de l'Administration Pénitentiaire ;
- Direction Régionale de la Santé à Analamanga pour le recrutement des paramédicaux contractuels dans le cadre du Renforcement de Système de Santé/Projet Global pour la Vaccination et l'Immunisation (RSS/GAVI) ;
- Université de Toliara pour les concours d'entrée en deuxième année à la Faculté de Médecine ;
- Paositra Malagasy (PAOMA) pour le recrutement des agents de poste.

d) Appui aux secteurs pour la mise en place et la mise en application des dispositifs anti-corruption, des standards de services et des normes d'accueil des usagers

Pour l'année 2012, le Bureau Indépendant Anti-Corruption a programmé de renforcer la mise en place et l'opérationnalisation des dispositifs anti-corruption auprès de trois cent trente cinq (335) services publics dont cent quarante cinq (145) auprès des Services Techniques Déconcentrés (STD) et cent quatre vingt dix (190) au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD).

Le résultat de cette activité est en général satisfaisant car les six (6) branches territoriales ont appuyés au total trois cent trente (330) services publics dont cent quatre vingt quatorze (194) STD et cent trente six (136) CTD soit respectivement un taux de réalisation de 99%, 102% et 94%. La répartition par région et par branche territoriale de ces réalisations est récapitulée dans le tableau qui suit :

Tableau 1 : STD et CDT appuyés pour la mise en place de leurs DAC en 2012

DESIGNATION REGION	STD	CTD	TOTAL
Itasy	4	3	7
Menabe	8	1	9
Bongolava	3	1	4
Analamanga	6	9	15
Vakinankaratra	5	1	6
Branche Territoriale d'Antananarivo	26	15	41
Atsinanana	4	16	20
Analanjirofo	3	5	8
Alaotra Mangoro	1	12	13
Branche Territoriale de Toamasina	8	33	41
Matsiatra Ambony	14	33	47
Amoron'Imania	11	1	12
Ihorombe	9	5	14
Vatovavy Fitovinany	19	8	27
Atsimo Atsinanana	4	1	5
Branche Territoriale de Fianarantsoa	57	48	105
Betsiboka	0	1	1
Boeny	17	4	21
Branche Territoriale de Mahajanga	17	5	22
Atsimo Andrefana	40	10	50
Anosy	5	6	11
Androy	1	1	2
Branche Territoriale de Toliara	46	17	63
Diana	28	11	39
SAVA	12	7	19
Branche Territoriale d'Antsiranana	40	18	58
TOTAL DES REALISATIONS 2012	194	136	330
TOTAL PROGRAMMATION 2012	190	145	335
% de réalisation	102 %	94 %	99 %

Trente quatre (34) Communes sur les cent trente six (136) accompagnées ont bénéficié des appuis techniques et financiers du Fonds de Développement Local (FDL) et du Programme de Gouvernance pour le Développement Institutionnel (PGDI).

Les activités opérationnelles de conception et de mise en place des Dispositifs Anti-Corruption (DAC) auprès de ces trente quatre (34) communes bénéficiaires des appuis du FDL et du PGDI ont été précédé d'un atelier spécifique les 23 et 24 Février 2012 à l'hôtel le CARAT Ambatofotsy – Antananarivo. L'objectif étant

d'uniformiser les approches et coordonner les interventions des entités en matière de mise en place des Dispositifs Anti-Corruption et de standard minimum de services.

Par ailleurs, des ateliers de regroupement des équipes Communales ont été tenus au niveau des quatre (04) régions (Anosy, Atsinanana, Alaotra Mangoro et Analamanga) en vue de :

- mobiliser les responsables des communes cibles à la lutte contre la corruption, en général, et à la mise en place et à l'opérationnalisation des dispositifs anti-corruption, en particulier ;
- promouvoir les règles d'éthique et de conduite du personnel des communes.

A la fin de l'année 2012, vingt six (26) Services Techniques Déconcentrés (STD) et quarante un (41) Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) ont été appuyés par la **Branche Territoriale d'Antananarivo** pour la mise en place des Dispositifs Anti-Corruption dont le résumé par région est présenté dans le tableau qui suit :

Tableau 2 : Entités appuyées par la Branche Territoriale d'Antananarivo pour la mise en place des D.A.C en 2012

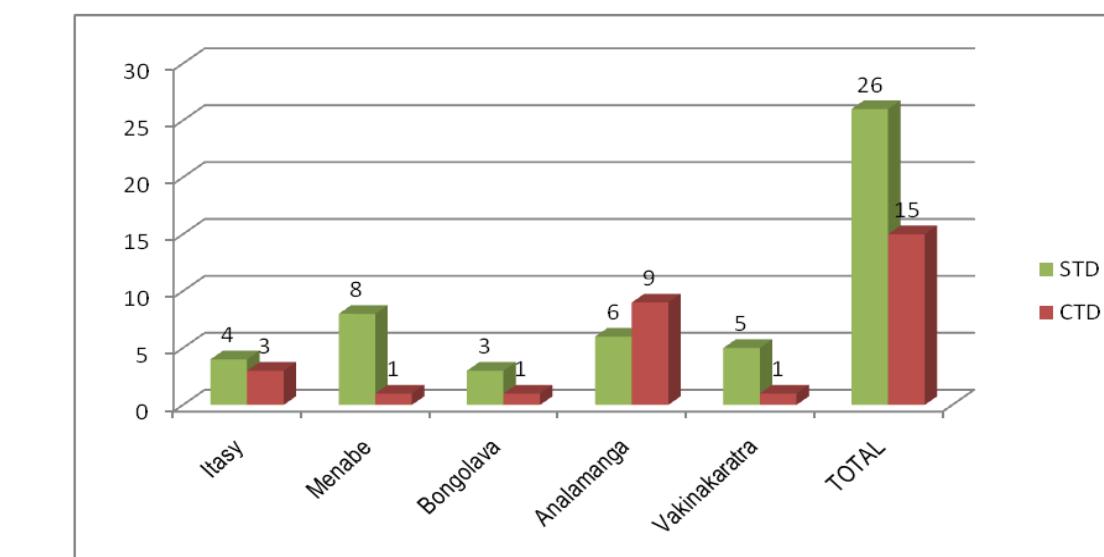
REGIONS	LOCALITES / ENTITES CIBLES
ITASY	Miarinarivo : Circonscription Domaniale (CIRDOMA), Circonscription Topographique (CIRTOPO), Tribunal de premières Instances (TPI), Centre Hospitalier Régional de Référence (CHRR), Commune Urbaine (CU) de Miarinarivo, Communes Rurales (CR) de Miarinarivo et d'Analavory
MENABE	Morondava : CIRDOMA, CIRTOPO, TPI, CHRR, Direction Régionale de l'Education Nationale (DREN), Centre de Santé de Base Niveau 2 (CSB2), Police Nationale (PN), Gendarmerie Nationale (GN), CU de Morondava
BONGOLAVA	Tsiroanomandidy : CIRDOMA, CIRTOPO, CU de Tsiroanomandidy, Centre Hospitalier de District (CHD)
ANALAMANGA	Antananarivo : CIRDOMA, CIRTOPO, Centre Hospitalier Universitaire (CHU) d'Ambohimiandra, CHD Itasy, Commissariat de Police Isotry Manjakandriana : CHD, CR d'Ambatomanohina, d'Ambohimanarina de Marovazaha, d'Amparatanjona, de Betatao, d'Antanetikely d'Ambohijoky, d'Anosizato Ouest, d'Ankadinandriana, d'Ambohitrony et d'Alakamisy Fenoarivo
VAKINAKARATRA	Antsirabe : TPI, CIRDOMA, CIRTOPO, GN, Centre fiscal et CU Antsirabe



Informations des usagers sur les procédures auprès du Guichet Unique de services fonciers à Analamanga

Les appuis de la branche territoriale d'Antananarivo pour la mise en place des dispositifs anti-corruption auprès des services publics ont été principalement axés sur les STD et CTD des Régions Analamanga, Menabe et Vakinankaratra qui représentent au total plus de 73% de ses réalisations en 2012. Le graphe suivant illustre ces efforts particuliers pour ces Régions :

Graphe 1 : DAC mis en place par Région dans la Branche Territoriale d'Antananarivo en 2012



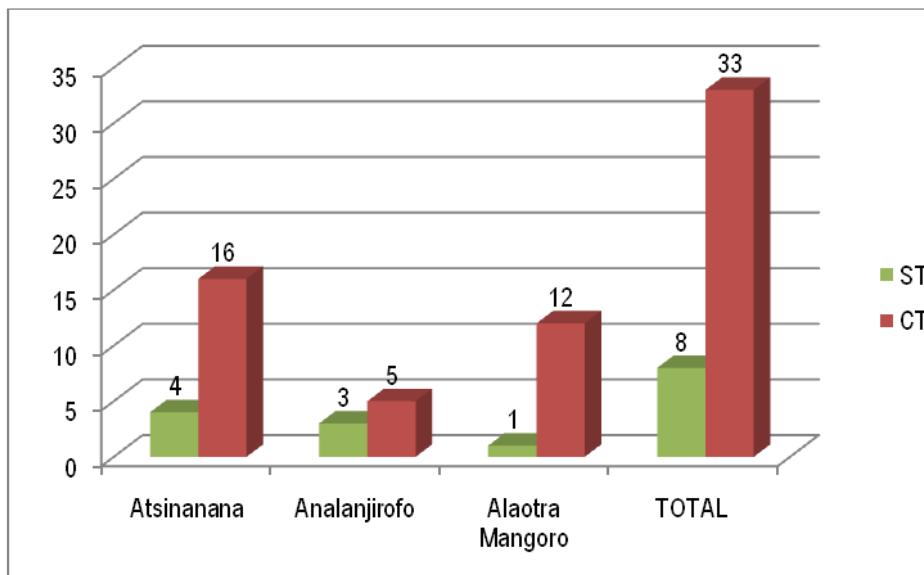
A la fin de l'année 2012, huit (08) STD et trente trois (33) CTD ont pu bénéficier de l'appui de la **branche territoriale de Toamasina** pour la mise en place des dispositifs anti-corruption. Les entités concernées sont récapitulées dans le tableau ci-après :

Tableau 3 : Entités appuyées par la branche territoriale de Toamasina pour la mise en place des D.A.C en 2012

REGIONS	LOCALITES / ENTITES CIBLES
ANALANJIROFO	Fénérive Est : CIRTOPO Maroantsetra : CIRDOMA, CIRTOPO CU Fénérive Est, CR : Ampasina Maningory, Mahambo, Imorona, Antanabe.
ATSINANANA	Toamasina : CIRDOMA, CIRTOPO Vatomandry : CIRDOMA, CIRTOPO CU : Brickaville, Marolambo Commune Suburbaine : Toamasina CR : Ambinaniony, Andekaleka, Andovoranto, Anivorano Est, Amporoforo, Antetezambaro, Mahavelona, Tsivangiana, Amboditandroroho, Sahambala, Antanambao Manampotsy, Ambinanindrano, Sahamatevina
ALAOTRA MANGORO	Ambatondrazaka : Service de la Protection des Végétaux CU : Moramanga, Ambatondrazaka CR : Ambandrika, Amparihintsokatra, Bejofo, Antanimenabaka, Bemaitso, Andasibe, Mangarivotra, Ambohibary, Morarano Gare, Anosibe An'Ala

La branche territoriale de Toamasina a orienté essentiellement ses efforts en 2012 à la mise en place des dispositifs anti-corruption au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées. La représentation graphique de ses réalisations démontre son choix d'intervention pour cette activité :

Graphe 2 : DAC mis en place par Région dans la Branche Territoriale de Toamasina



Sur cette photo, les locaux de la Branche Territoriale de TOAMASINA

Pour la branche territoriale de Fianarantsoa, cinquante sept (57) STD et quarante huit (48) CTD ont été accompagnés pour l'opérationnalisation des Dispositifs Anti-corruption au cours de l'exercice 2012 :

Tableau 4 : Entités appuyées par la branche territoriale de Fianarantsoa pour la mise en place des D.A.C en 2012

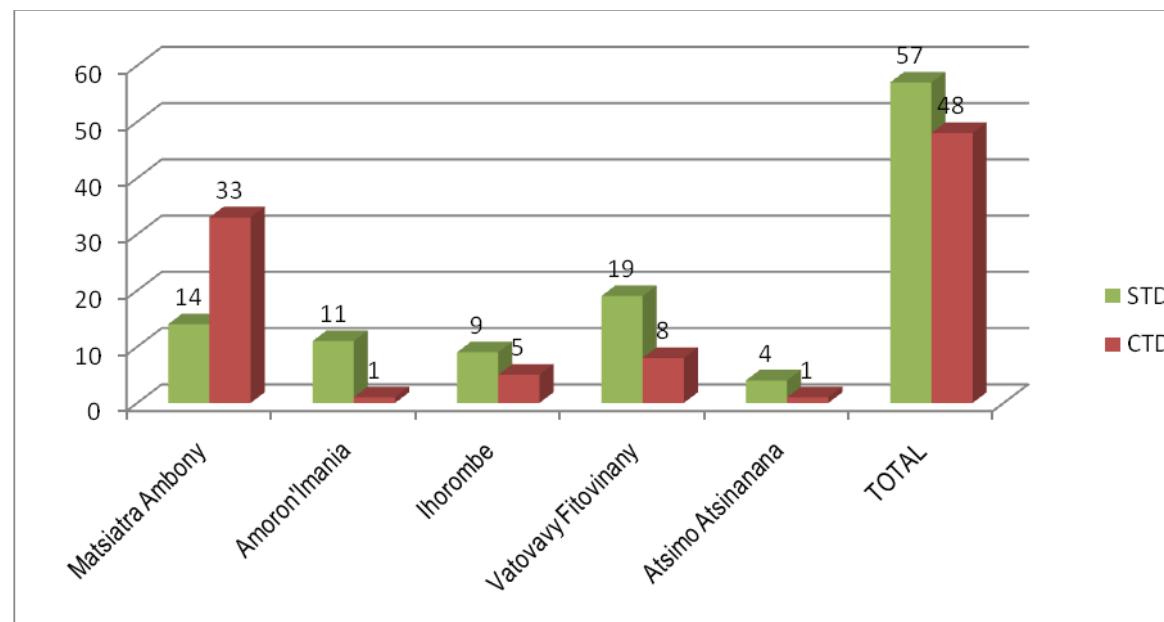
REGIONS	LOCALITES / ENTITES CIBLES
AMORON'I MANIA	Ambositra : Centre fiscal, Agriculture, Elevage, Pêche, Environnement et Forêts, CIRDOMA, CIRTOPO, Service Régional de l'Economie et du Budget (SREB), Trésor Public Fandriana : Centre fiscal. Ambatofinandrahana : Centre fiscal., CU d' Ambositra
IHOROMBE	Ihosy : District, Agriculture, Elevage, Pêche, Environnement et Forêt, SREB, Trésor Public, Contrôle financier, CIRDOMA, CIRTOPO CR : Irina, Antsoha, Ambatolahy, Analary, Tolohomiahy
MATSIATRA AMBONY	Fianarantsoa : Direction Régionale du Développement Rural (DRDR), Population, Environnement et Forêts, Eau, Service Régional des Soldes et Pensions, TPI, CHU, 03 Centres Fiscaux Ambalavao : District, Police, Centre fiscal, Environnement, 11 Communes Lalangiana : 12 Communes. Ambohimahasoa : 10 Communes
VATOVAVY FITO VINANY	Manakara : Direction Régionale de la Santé (DRS), Direction Régionale de l'Education Nationale (DREN), Fonction Publique, Emploi, Population, Travaux Publics, Environnement et Forêts, CIRDOMA, CIRTOPO, SREB, Contrôle Financier, Trésor Public Ifanadiana : District, Circonscription Scolaire (CISCO), Environnement et Forêts Vohipeno : District, CISCO Mananjary : CISCO, District CU : Ifanadiana, Vohipeno, Mananjary CR : Analavory, Fenomby, Ambahatrazo, Mizilo Gara, Nosiala
ATSIMO ATSINANANA	Vaingaindrano : Environnement, CISCO Farafangana : Population, DRS. CU Vangaindrano



Le nouveau bâtiment du BIANCO à FIANARANTSOA

Pour la branche territoriale de Fianarantsoa, les efforts qui constituent plus de 70% de ses réalisations en 2012, ont été focalisés principalement pour les Services Techniques Déconcentrés et les Collectivités Territoriales Décentralisées des Régions de Matsiatra Ambony et Vatovavy Fitovinany.

Graphe 3 : DAC mis en place par Région dans la Branche Territoriale de Fianarantsoa



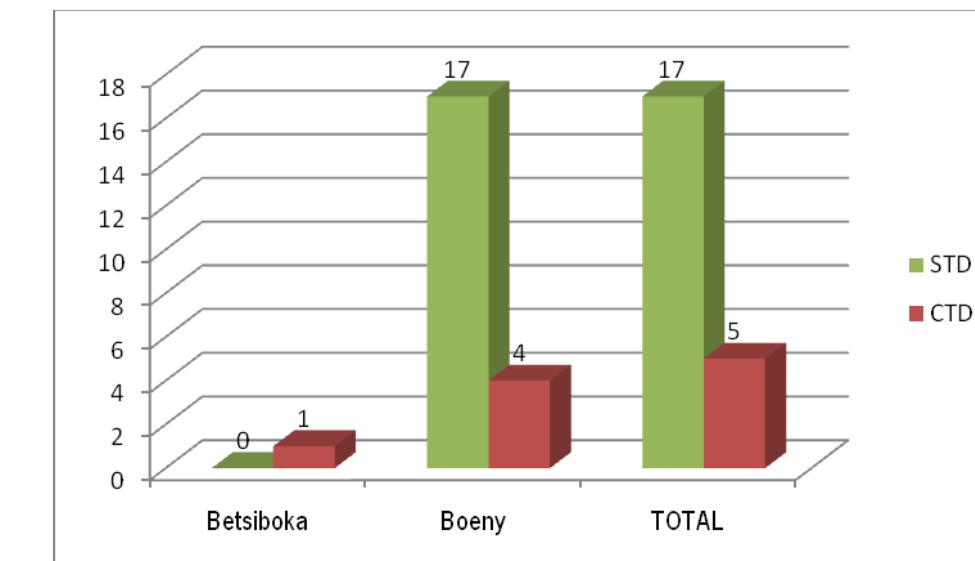
A la fin de l'année 2012, dix sept (17) STD et cinq (05) CTD ont reçu l'appui de la branche territoriale de Mahajanga dans la mise en place des Dispositifs Anti-Corruption.

Tableau 5 : Entités appuyées par la branche territoriale de Mahajanga pour la mise en place des D.A.C en 2012

REGIONS	LOCALITES / ENTITES CIBLES
BETSIBOKA	Commune rurale de Brieville
BOENY	Mahajanga : CIRDOMA, CIRTOPO, Districts Mahajanga I et II, Fonction Publique, Tourisme, DRDR, Environnement, Travaux Publics, Trésor Ambato Boeny : District, GN, PN, Santé Marovoay : GN, PN, CISCO CU : Mahajanga, Ambatoboeny, Marovoay ; CR Belobaka

La branche territoriale de Mahajanga a principalement concentré ses efforts pour les Services Techniques Déconcentrés de la Région Boeny. Le graphe ci-après présente les réalisations des activités y afférentes.

Graphe 4 : DAC mis en place par Région dans la branche territoriale de Mahajanga



Des panneaux pour la prévention de la corruption sur les axes routiers ont également été installés aux postes fixes de contrôle sur la Route Nationale N°4.

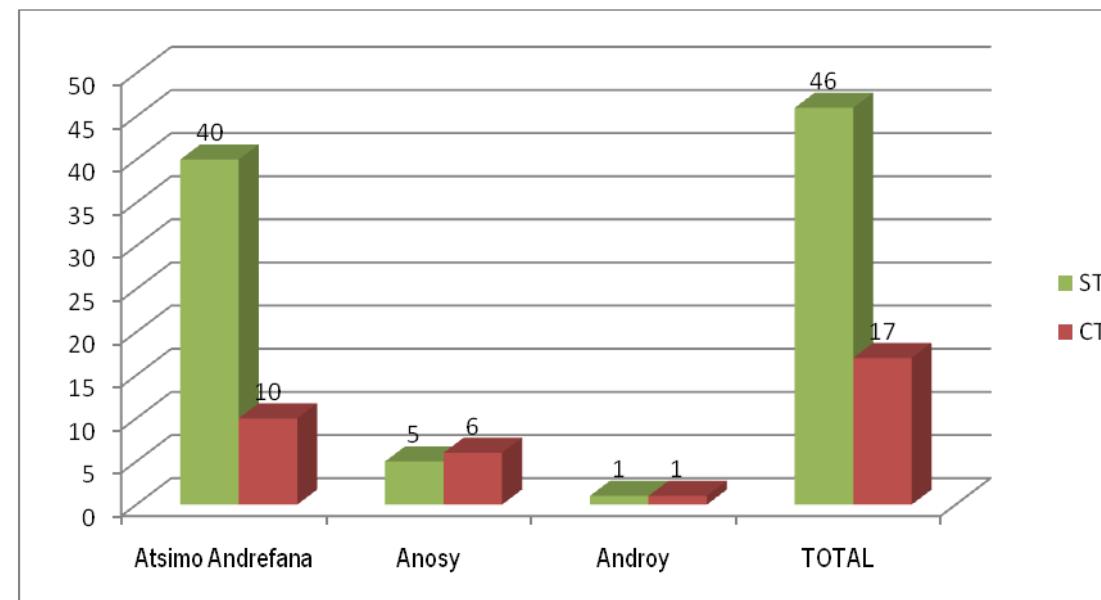
Au cours de l'année 2012, la branche territoriale de Toliara ont appuyé quarante six (46) STD et dix sept (17) CTD pour la mise en place des dispositifs anti-corruption.

Tableau 6 : Entités appuyées par la branche territoriale de Toliara pour la mise en place des D.A.C en 2012

REGIONS	LOCALITES / ENTITES CIBLES
ANOSY	Taolagnaro : Douanes, Environnement et Forêts, Mines, Trésorerie Générale Betroka : District Region Anosy ; CU : Taolagnaro, Betroka, CR: Mandromodromotra, Ampasy Nampohana, Soanierana
ANDROY	Bekily : District CR : Bekily
ATSIMO ANDREFANA	Toliara : Districts Toliara I, II, Service des Soldes et des pensions, CIRDOMA, CIRTOPO, CHD, CHRR, Impôts, Université, Fonction Publique, Mines, Eau, DRDR, Economie, Elevage, Population, DREN, CISCO Toliara I et II, Transport, Paositra, Pêches, Douanes, Agence Portuaire Maritime et Fluvial (APMF), Budget, Tourisme, Commerce, PN, TPI Sakaraha : District, Centre fiscal, CHD, Direction Régionale de la Décentralisation, Direction Régionale des Dépenses Engagées, Direction Régionale de l'Aménagement du Territoire, Culture, PN, CISCO, CSB2, Arrondissement, Perception Principale, Centre de Sécurité Intérieur, JIRAMA, Centre de Service Agricole, Environnement, Administration Pénitentiaire, GN, RNM, TVM, Paositra. Région Atsimo Andrefana, CU Toliara, CR : Ankililoaky, Sakaraha, Mitsinjo Betanimena, Maroarivo Ankazomanga, Betsioky, Sakamasay, Andranomangatsiaka, Ankazomanga Ouest

La branche territoriale de Toliara a concentré ses efforts sur les Services Techniques Déconcentrés de la Région Atsimo Andrefana.

Graphe 5 : DAC mis en place par Région dans la branche territoriale de Toliara



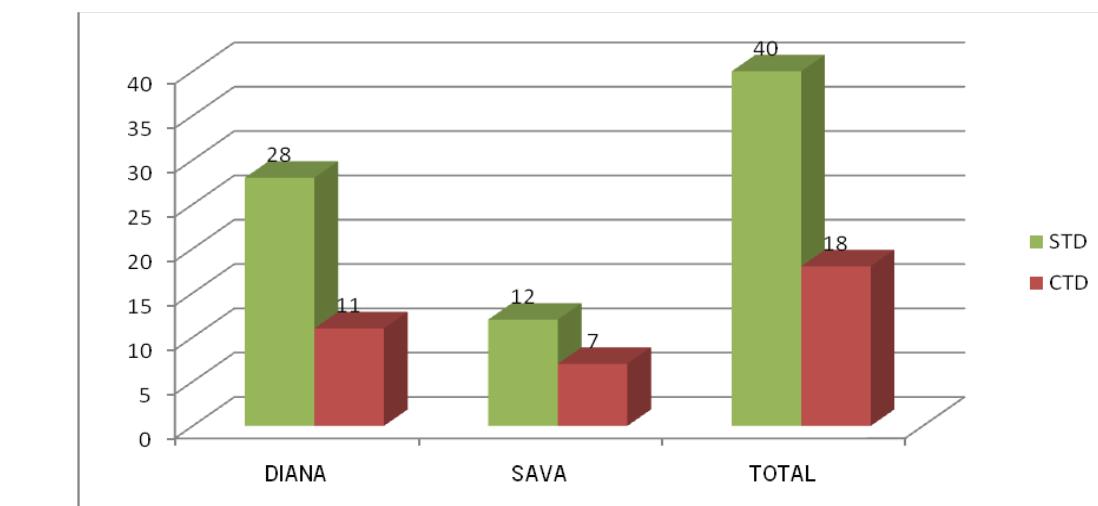
La branche territoriale d'Antsiranana a mis en place de Dispositifs Anti-Corruption auprès de quarante (40) STD et dix huit (18) CTD durant l'année 2012.

Tableau 7 : Entités appuyées par la branche territoriale d'Antsiranana pour la mise en place des D.A.C en 2012

REGIONS	LOCALITES / ENTITES CIBLES
SAVA	Sambava : Maison Centrale, Compagnie de la GN, Centre Fiscal, Service de l'Inspection de travail, Fonction Publique, Direction Régionale des forêts, Cantonnement des eaux et forêts, Région SAVA Antalahà : Brigade de la GN, Centre fiscal, CIREF de la CU d'Antalahà Vohémàr : Brigade Territorial de la GN, Centre fiscal de la CU de Vohémàr CR : Ambodivoara, Ambohimalaza, Ampahana, Antsirabe Nord
DIANA	Nosy Be : Brigade de la GN, Compagnie de la GN, Brigade de PR, TPI, Centre Fiscal, District, Hopitaly Be, CIRDOMA, Prison, CIRTOPO Dzamandzar : Brigade de la GN Fascene : Brigade de la GN Antsiranana : Douanes, CHU, Section recherche criminelle, Brigade de la GN, District Diego II, Transport, Centre fiscal Ambilobe : District, Brigade de la Gendarmerie, Compagnie de la Gendarmerie, CHD Ambanja : District, Brigade de la Gendarmerie, CHD, TPI CU : Nosy Be, Ambilobe, Diégo, Ambanja ; CR : Anivorano, Antsalaka, Joffre Ville, Mahavanona, Anketrakabe II, Sakaramy, Sadjoavato

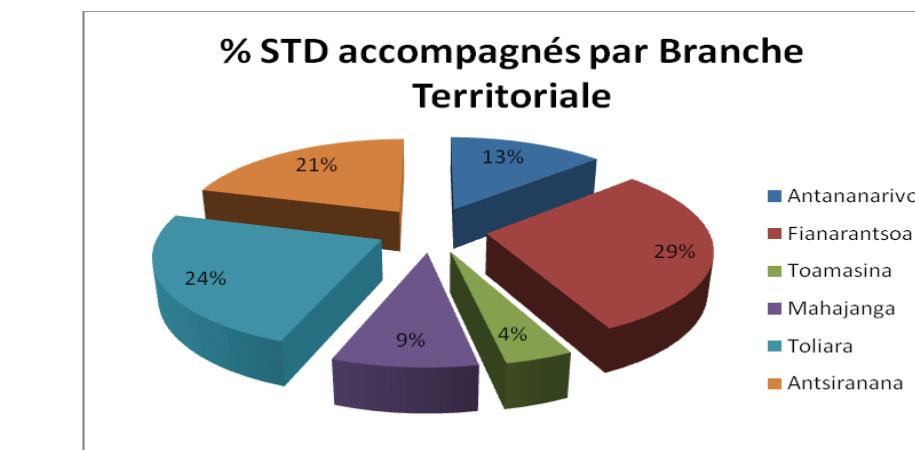
Au niveau de cette branche territoriale, les efforts ont été axés principalement sur les Services Techniques Déconcentrés de la Région DIANA en 2012.

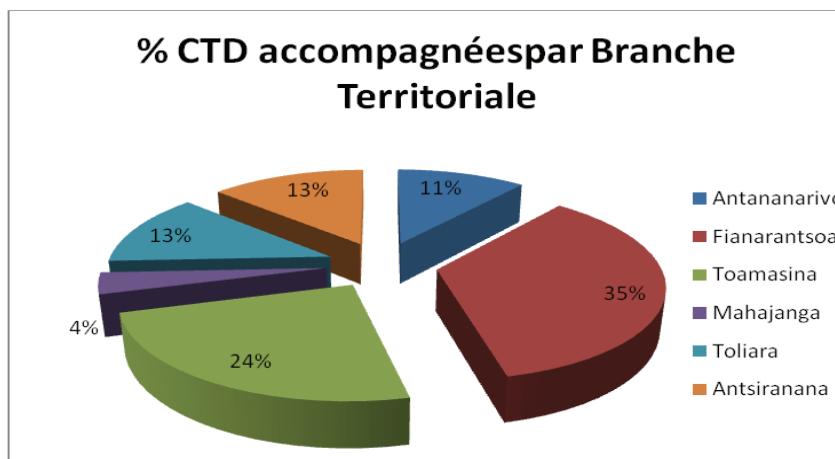
Graphe 6 : DAC mis en place par Région dans la branche territoriale d'Antsiranana



Au cours de l'année 2012, cent quatre-vingt quatorze (194) Services Territoriaux Déconcentrés et cent trente six (136) Collectivités Territoriales Décentralisées ont collaboré avec le BIANCO pour la réalisation de cette activité dont la répartition par Branche Territoriale est présentée dans les deux graphes suivants :

Graphe 7 : Répartition des STD accompagnées par branche territoriale en 2012



Graphe 8 : Répartition des CTD accompagnées par branche territoriale en 2012**e) Elaboration et édition des guides de bonnes pratiques pour les agents publics et les usagers**

Deux guides de bonnes pratiques ont été élaborés pendant l'année 2012 :

- Le premier, en version malagasy et française, se rapporte à l'utilisation des subventions d'investissements pour les communes ciblées par le Projet du Fonds de Développement ;
- Le second est relatif à la mise en place des standards de services au niveau des Communes, édité en deux cent (200) exemplaires.

f) Vulgarisation des guides de bonnes pratiques pour les agents publics et les usagers

En 2012, le Bureau s'est attelé à la vulgarisation du guide relatif à la mise en place des standards de services auprès des Communes bénéficiaires des appuis du Fonds de Développement Local et du guide pour la prévention de la corruption dans la réalisation des concours administratifs auprès des entités ci-après à Antsiranana :

- Centre Régional de l'Institut National de Formation Pédagogique (CRINFP) ;
- Institut de Formation Inter Régional des Paramédicaux (IFRIP) ;
- Lycée Mixte et Ecoles Primaires Publiques.

**4.3- Volet application de la loi****a) Réception et conservation des déclarations de patrimoine**

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption a reçu, depuis l'entrée en vigueur du décret 2004-983 du 12 Octobre 2004, un total de vingt un mille neuf cent cinquante deux (21.952) déclarations de patrimoines dont mille cent dix neuf (1.119) ont été enregistrées pour l'année 2012. Le tableau ci-après présente l'évolution des déclarations de patrimoines déposées au BIANCO depuis l'exercice 2005 :

Tableau 8 : Déclarations de patrimoine reçues par année par branche territoriale

Branche Territoriale	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	TOTAL
FIANARANTSOA	143	186	128	60	308	82			907
TOAMASINA	181	342	236	395	287	200			1 641
MAHAJANGA	146	226	107	151	318	98			1046
TOLIARY	173	139	68	61	12				453
ANTSIRANANA	37	43	36	66					182
ANTANANARIVO	439	1 081	812	1 139	2 347	3 300	1 779	6 826	17 723
TOTAL NATIONAL	1 119	2 017	1 387	1 872	3 272	3 680	1 779	6 826	21 952

Les déclarations de patrimoine collectées et archivées par le BIANCO en 2012 ont diminué de 44,53% par rapport à celles de l'exercice précédent. Le contexte de crise politique de 2009 reste toujours le principal facteur de blocage malgré les efforts des Branches Territoriales pour la mobilisation des personnes assujetties.

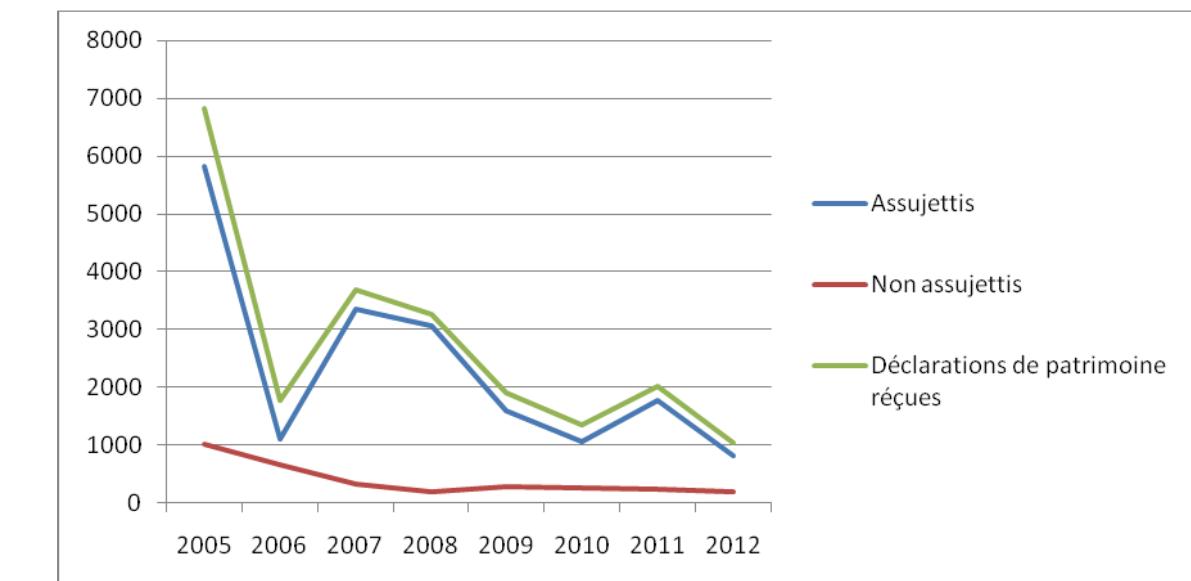
La situation des déclarations de patrimoine par catégorie des personnes assujetties reçue par le BIANCO depuis la date de mise en application du Décret N° 2004-983 du 12 octobre 2004 est récapitulée dans le tableau qui suit :

Tableau 9 : Déclarations de Patrimoine reçues par année et par catégorie des personnes assujetties

Catégorie de personnes assujetties	Cumul 2012	Cumul 2011	Cumul 2010	Cumul 2009	Cumul 2008	Cumul 2007	Cumul 2006	Cumul 2005	Cumul 2004	TOTAL cumulé
Catégorie I:										
▪ Premier Ministre	1	1			1	1	1	1		6
▪ Membres du Gouvernement	8	31	9	5	10	17	2	21		103
Catégorie II:										
▪ Sénateurs	0	5	2	6	28	19	4	68		132
▪ Députés	0	0	4	34	64	3	87			192
Catégorie III:										
Membres de la Haute Cour Constitutionnelle	0	11			13	12	1	9		46
Catégorie IV:										
▪ Chefs de Régions	1	4	3	4	7	10	1	21		51
▪ Maires	120	299	173	340	345	440	224	629		2 570
Catégorie V:										
Magistrats de l'ordre judiciaire, administratif et financier	97	208	183	281	483	495	81	510		2 338
Catégorie VI : Fonctionnaires occupant des postes de niveau égal ou supérieur à celui de directeur de ministère	106	249	223	239	360	532	245	950		2 904
Catégorie VII :										
Inspecteurs des domaines, du trésor, des douanes, des impôts et des finances	156	177	180	132	346	312	320	508		2 131
Catégorie VIII :										
Chefs de Formation Militaire	16	37	14	49	133	98	17	363		727
Catégorie IX :										
Inspecteurs de IGE, Inspection Générale de l'Armée, Inspection Générale de la GN	21	20	20	18	65	56	42	82		324
Catégorie X :										
Toute personne exerçant les fonctions d'officier de police économique ou judiciaire	390	735	272	538	1 233	1 294	176	2 564		7 202
Total	916	1 777	1 079	1 616	3 058	3 350	1 117	5 813	0	18 726
Autres (Personnes non assujetties)	203	240	308	256	214	330	662	1 013		3 226
TOTAL	1 119	2 017	1 387	1 872	3 272	3 680	1 779	6 826	0	21 952

Il convient de signaler au passage que l'ensemble du personnel du BIANCO est soumis à l'obligation annuelle de déclaration de patrimoine, conformément aux dispositions du règlement intérieur du personnel du BIANCO et en respect des principes généraux du Bureau et des valeurs fondamentales en matière d'intégrité, d'honnêteté et de conduite de ses agents.

L'évolution des déclarations de patrimoine reçues par le BIANCO depuis l'exercice 2005 est présentée dans le graphique ci-dessous :

Graphe 9 : Evolution des Déclarations de patrimoine reçues depuis 2005 à fin 2012

Le nombre de déclarations de patrimoine reçues par le BIANCO a chuté avec l'avènement de la crise politique de 2009. Les chiffres ont atteint leur plus bas niveau en 2012 et ne représentent qu'à peine le sixième du nombre total des déclarations reçues au cours de l'année 2005.



Extrait de la formule de Déclaration de Patrimoine

b) Réception et traitement des doléances et Résultats des investigations

Au cours de l'exercice 2012, le BIANCO a reçu quatre mille cent huit (4.108) doléances, soit une diminution de 13% par rapport aux chiffres de 2011 (cinq mille cent vingt-six (5.126) doléances). Les doléances sur les infractions de corruption ne représentent que 26 % du total reçu, soit mille soixante quatre (1 064) doléances. On note que 82% de ces doléances de corruption sont investigables, soit huit cent soixante seize (876) doléances.

Le tableau qui suit récapitule les activités d'investigation et la performance par Branche Territoriale pour le traitement des doléances reçues au cours de l'exercice 2012 :

Tableau 10 : Etat des doléances reçues et des traitements des dossiers de corruption par Branche Territoriale

INDICATEURS	ANTANANARIVO	FIANARANTSOA	TOAMASINA	MAHAJANGA	TOLIARA	ANTSIRANANA	TOTAL
1- Nombre de doléances reçues	1 105	773	734	486	395	615	4108
2- Proportion des doléances reçues par branche territoriale	26,90 %	18,82 %	17,87 %	11,83 %	9,62 %	14,97 %	100,00 %
3- Nombre de doléances anonymes	230	236	136	77	86	75	840
4- Nombre de doléances individualisées	875	537	598	409	309	540	3 268
5- Nombre de doléances de corruption	294	180	184	125	162	119	1 064
6- Nombre de doléances "non corruption"	811	593	550	361	233	496	3 044
7- Nombre de doléances de corruption investigables reçus	222	180	107	125	123	119	876
8- Nombre de dossiers d'investigation traités	181	148	69	127	138	285	948
10- Nombre de dossiers en cours	147	0	43	12	70	178	450
11- Nombre de dossiers en instance	0	83	89	64	74	0	310
12- Nombre de dossiers transmis aux juridictions	55	87	29	57	36	32	296
13- Pourcentage des dossiers transmis aux juridictions	30,39 %	58,78 %	42,03 %	44,88 %	26,09 %	11,23 %	31,22 %

L'insuffisance des ressources humaines, matérielles et financières à cause respectivement ; du gel des recrutements faute d'allocations supplémentaires de postes budgétaires, du vieillissement et de l'état défectueux des équipements, acquis dans la majorité lors de la mise en place du BIANCO, du retrait des partenaires extérieurs à l'issue de la crise politique de 2009, n'est pas sans effet sur le niveau de performance du BIANCO. Le taux de réalisations des principaux indicateurs des différentes activités du volet application de la loi se situe autour de 70 à 86 %. A titre d'illustration ; la moyenne de réalisation par rapport aux doléances attendues est de 70%, la performance de traitement des dossiers est de 86% par rapport aux objectifs fixés pour l'année 2012 tandis que le taux de dossiers transmis est de 70% par rapport à l'objectif fixé pour la même année.

Ainsi, le taux de traitement des dossiers investigables est de 55 % et celui des dossiers transmis aux juridictions est de 31 % contre un taux normatif de 40%.

b.1) Réception des doléances

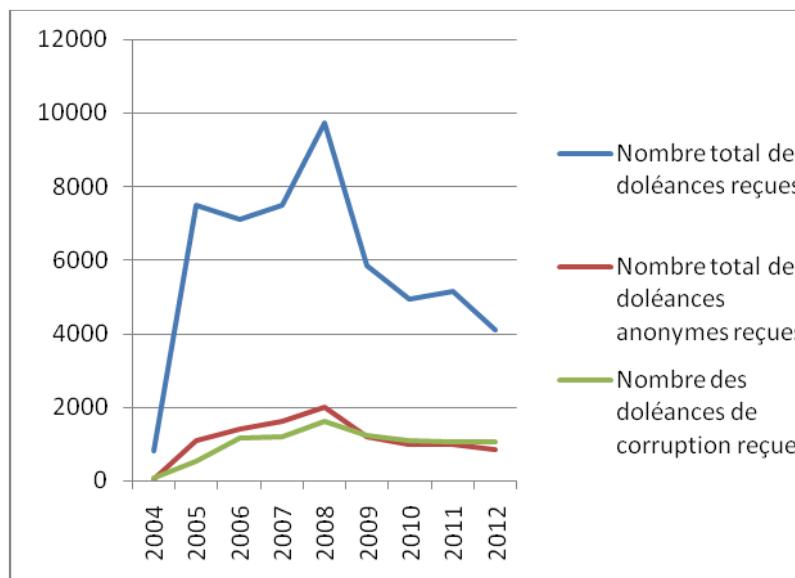
Pour cette année 2012, le nombre de doléances reçues par le BIANCO a atteint son plus bas niveau depuis sa mise en place en septembre 2004. Le tableau ci-après récapitule la situation des doléances reçus par le Bureau Indépendant Anti-Corruption depuis sa création :

Tableau 11 : Situation des doléances reçues de septembre 2004 à fin décembre 2012

	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	TOTAL
Nombre total des doléances reçues	4108	5 126	4 945	5 858	9 718	7 480	7 114	7 492	813	52 654
Nombre total des doléances anonymes reçues	840	985	978	1 209	2 010	1 633	1 430	1 086	44	10 215
Nombre total des doléances individualisées reçues	3268	4 143	3 967	4 649	7 708	5 847	5 684	6 406	769	42 441
Nombre des doléances de corruption reçues	1064	1 046	1 089	1 225	1 627	1 213	1 161	511	66	9 002
Nombre des doléances de corruption anonymes reçues	308	284	336	368	600					
Nombre des doléances de corruption individualisées reçues	756	761	753	857	1 027					
Nombre des doléances non corruption reçues	3 044	4 084	3 856	4 632	8 091	6 267	5 953	6 981	747	43 655
Nombre des doléances non corruption anonymes reçues	527	713	645	849	1 411					
Nombre des doléances non corruption individualisées reçues	2 517	3 393	3 211	3 883	6 680					

Le graphique ci-après présente la variation des doléances reçues par le BIANCO depuis sa création en septembre 2004 jusqu'à la fin de l'exercice 2012 :

Graphe 10 : Evolution des doléances reçues de 2004 à fin 2012



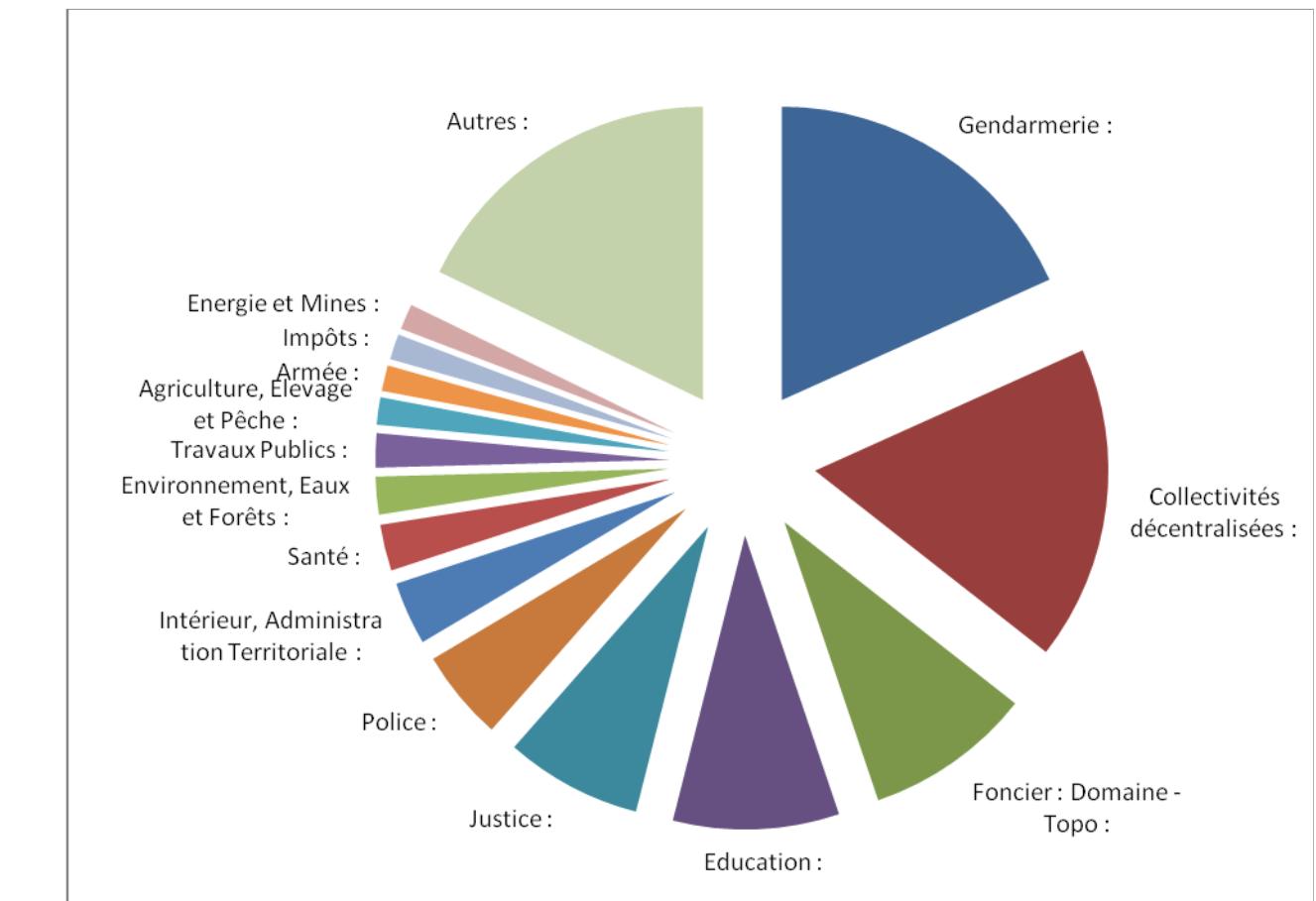
La baisse significative du nombre de doléances reçues par le BIANCO est liée principalement à la crise politique traversée par Madagascar depuis 2009. Cette situation est inversement proportionnelle à la perception généralisée de recrudescence des pratiques de corruption dans tous les secteurs et dans toute l'Île. Cette pratique généralisée de la corruption serait perçue comme un moyen comme un autre d'atténuer les impacts négatifs de la crise traversée par le pays depuis 2008.



*Il ne faut pas baisser les bras, malgré la persistance de la crise, face à la corruption. C'est ensemble que nous vaincrons ce fléau.
(Photo de la population de Morondava qui se rue pour assister la célébration du 09 décembre 2012)*

Le graphique suivant représente la proportion et la répartition des cas de corruption dénoncés par secteur au cours de l'exercice 2012 :

Graphe 11 : Proportion des cas de corruption dénoncés par secteur en 2012



Comme pour les années précédentes, les secteurs les plus décriés de la pratique de corruption restent les Collectivités Territoriales Décentralisées, les forces de l'ordre notamment la Gendarmerie Nationale et la Police Nationale, la Justice, les Services Fonciers (Domaines et Topographiques) et l'Education.

Il convient toutefois de noter au passage qu'une baisse du nombre des doléances reçues pour un secteur ne traduit pas forcément un faible niveau de pratique de la corruption dans ces mêmes secteurs. A titre d'exemple, les secteurs de la Santé Publique, l'Environnement et les Forêts, la Pêche et les Douanes ne font pas l'objet d'un nombre important de dénonciations, sans que l'on puisse en déduire que la pratique de la corruption y soit de moindre importance par rapport aux autres secteurs. Elle pourrait s'expliquer, du moins en partie, par une entente malsaine entre les deux parties qui pensent qu'un tel accord serait « bénéfique » pour les deux parties.

La ventilation des doléances reçues par secteur en 2012 est mentionnée dans le tableau ci-après :

Tableau 12 : Répartition par secteur des cas de corruption dénoncés au cours de 2012

N°	SECTEURS	CAS DE CORRUPTION RECUES PAR LE BUREAU AU COURS DE L'ANNEE 2012						
		Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	TOTAL
1	Justice :	21	10	17	9	8	15	80
2	Collectivités décentralisées :	32	32	60	26	20	14	184
3	Foncier : Domaine - Topo :	33	10	18	10	7	20	98
4	Police :	9	13	8	9	6	8	53
5	Gendarmerie :	25	48	24	23	48	26	194
6	Armée :	5	1	2	0	6	1	15
7	Education :	21	13	12	11	31	9	97
8	Santé :	9	7	3	3	4	1	27
9	Impôts :	10	0	2	1	1	1	15
10	Trésors :	3	0	0	1	2	0	6
11	Douanes :	5	0	1	1	1	3	11
12	Economie, Finances et budget :	5	4	1	0	0	1	11
13	Energie et Mines :	12	0	0	0	1	2	15
14	Institutions de l'Etat et ministères :	4	1	1	1	1	0	8
15	Poste - Télécommunication et communication :	4	1	2	0	1	0	8
16	Intérieur, Administration Territoriale :	2	8	0	14	9	4	37
17	Environnement, Eaux et Forêts :	6	1	10	2	3	0	22
18	Travaux Publics :	5	5	2	6	1	1	20
19	Agriculture, Elevage et Pêche :	4	1	6	2	2	1	16
20	Fonction publique et Travail:	6	0	0	0	1	0	7
21	Culture et Tourisme :	3	0	0	0	0	0	3
22	Décentralisation et Aménagement du Territoire :	2	1	0	0	0	0	3
23	Jeunesse et Sport :	4	0	0	1	0	0	5
24	Population, Protection sociale, Loisirs :	0	0	1	0	1	0	2
25	Relation internationale (Affaire Etrangère) :	2	0	0	0	0	0	2
26	Commerce :	1	1	0	1	0	0	3
27	Secteur privé :	3	0	7	2	0	0	12
28	Profession libérale, association et ONG :	0	0	0	0	0	6	6
29	Représentation diplomatique et organisation internationale :	1	0	0	0	0	0	1
30	Autres :	57	23	7	2	8	6	103
TOTAL		294	180	184	125	162	119	1064

b.2) Traitement des dossiers de corruption et d'infractions assimilées

Les réalisations des activités d'investigation pendant l'exercice 2012 sont résumées dans le tableau qui suit :

Tableau 13 : Situation de traitement des doléances de corruption depuis 2004

	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	TOTAL
Nombre de doléances de corruption investigables	876	980	1046	1 116	1 079	763	941	430	56	7 287
Nombre de doléances de corruption traitées	1010	821	774	883	781	474	449	213	12	5 417
Nombre de dossiers traités	948	933	886	975	1 050	589	488	213	12	6 094
Nombre de dossiers transmis aux juridictions	296	335	337	357	379	183	184	89	8	2 168

Le BIANCO traite en moyenne quatre cents dossiers d'enquêtes par an, dont près de trois cent procès-verbaux transmis annuellement aux juridictions. Le total des dossiers traités depuis 2004 s'élève à six mille quatre vingt quatorze (6.094) dont deux mille cent soixante huit (2.168) dossiers transmis aux juridictions.

Tableau 14 : Evolution des dossiers de corruption transmis aux juridictions depuis 2004

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre de dossiers traités	12	213	488	589	1 050	975	886	933	948
Nombre de dossiers transmis aux juridictions	8	89	184	183	379	357	337	335	296
Pourcentage des dossiers transmis	66,66%	41,78%	37,70%	31,06%	36,09%	36,61%	38,03%	35,90%	31,22%

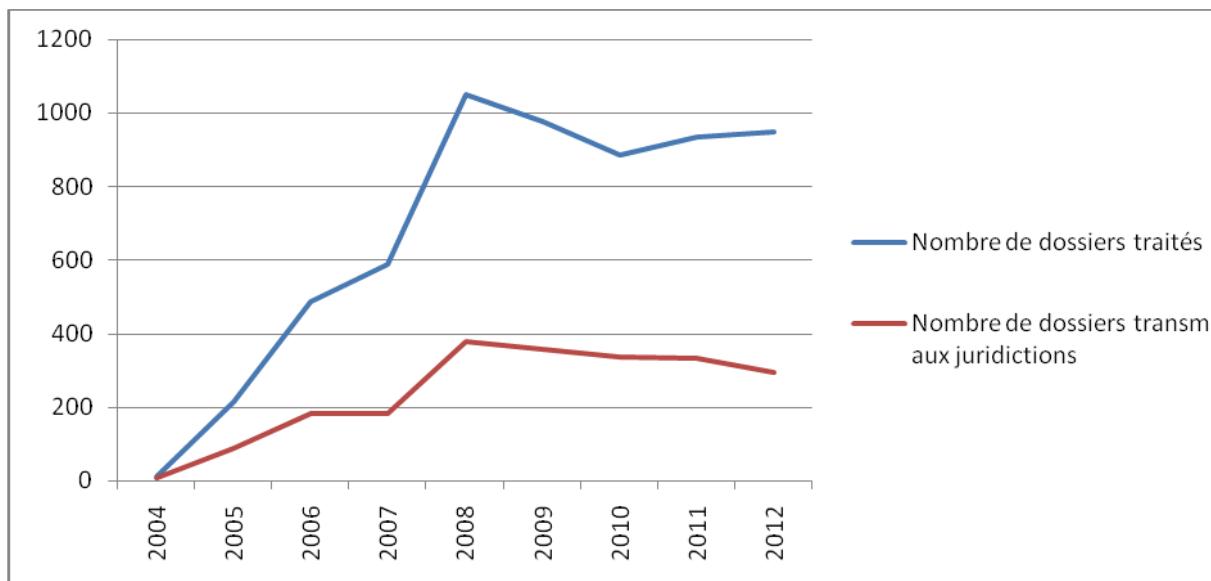
Plus de la moitié des dossiers ayant fait l'objet d'investigations, n'ont pas abouti à une transmission à la justice pour diverses raisons, dont l'insuffisance de charges. Ces dossiers ont été soumis aux Comités Consultatifs en Investigation pour décision de classement. L'évolution annuelle du nombre de ces dossiers est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 15 : Récapitulation des dossiers soumis aux Comités Consultatifs des Branches Territoriales

	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	TOTAL
Dossiers de corruption présentés devant le Comité Consultatif après investigation	430	617	512	648	532	395	304	124	4	3 566

L'évolution par année des dossiers de corruption traités par le BIANCO et les dossiers y afférents transmis aux juridictions se présente comme suit :

Graphe 12 : Evolution des dossiers traités et des dossiers transmis aux juridictions depuis 2004



L'évolution par année des arrestations initiées par le Bureau, des personnes mises en détention provisoire et des personnes mises en liberté provisoire est récapitulée dans le tableau suivant :

Tableau 17 : Etat récapitulatif des résultats des investigations de 2004 à fin 2012

	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	TOTAL
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	195	284	181	193	397	317	283	202	12	2 064
Nombre de personnes mises en détention provisoire	61	87	43	38	104	101	78	78	2	592
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	134	194	141	155	293	216	205	124	10	1 472

b.3) Résultats des investigations

Le Bianco a transmis deux cent quatre-vingt seize (296) procès-verbaux aux juridictions, a procédé à l'arrestation de cent quatre-vingt quinze (195) personnes, dont soixante et une (61) ont été placées en mandat de dépôt à l'issue de la transmission de la procédure les concernant et cent trente-quatre (134) autres ont bénéficié d'une mise en liberté provisoire.

La répartition par Branche Territoriale de ces résultats d'investigations est récapitulée dans le tableau qui suit :

Tableau 16 : Résultat des investigations effectuées au cours de l'exercice 2012

INDICATEURS	BRANCHES TERRITORIALES (période : début janvier – fin décembre 2012)						TOTAL
	ANTANANARIVO	FIANARANTSOA	TOAMASINA	MAHAJANGA	TOLIARA	ANTSIRANANA	
Arrestation	92	35	36	6	20	6	195
Mandat de dépôt	21	19	7	3	8	3	61
Liberté provisoire	71	16	29	3	12	3	134



L'Education, la Prévention et la Répression sont la trilogie de la Lutte Contre la Corruption

5

ACTIVITES DE COMMUNICATION

5.1.- Volet Communication stratégique

Tout au long de l'année 2012, une partie du travail du Département chargé de la Communication a porté sur l'animation du réseau d'Interfaces. Il faut rappeler que l'interface est le personnel du BIANCO faisant partie de l'équipe Education-Communication chargée de faciliter la Communication de proximité au niveau de chaque branche territoriale.

Par ailleurs, le Département Communication a également créé un espace de communication à travers la conception et la réalisation d'une émission télévisée périodique dénommée « TOKO TELO MAHAMASA-NAHANDRO ». L'émission vise à favoriser la synergie à l'interne du BIANCO (entre la Direction générale et les branches territoriales à travers leurs équipes opérationnelles) avec les parties prenantes de la lutte contre la corruption à travers les différents thèmes abordés où d'éminents juristes, de hauts responsables des services administratifs et des Forces de l'ordre (Police, Gendarmerie) voire même des Secrétaires d'Etat y ont apporté leur contribution.

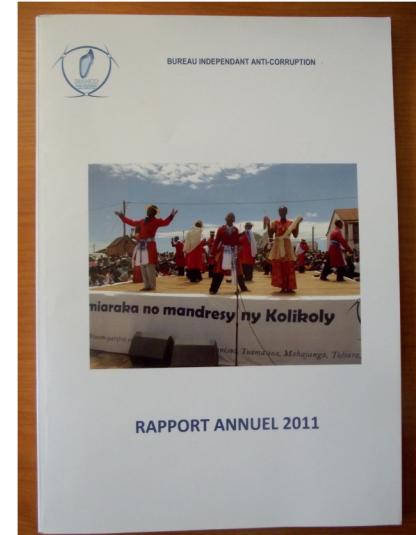
Pour plus de visibilité et afin de diffuser la culture anticorruption, le Bureau Indépendant Anti-corruption, a choisi d'appuyer le Projet « FANTATRO » de l'ONG LALANA en organisant des séances de formation en lutte contre la corruption à l'intention des candidats sélectionnés pour animer les émissions « FANTATRO » diffusées sur la chaîne de télévision nationale (TVM). De ce fait, le BIANCO a coopéré avec cette ONG dans la réalisation de l'émission qui s'est déroulée à Morondava (pour la 10ème émission). Dans le cadre d'appui et d'accompagnement des Branches Territoriales du BIANCO, une mission a été effectuée à Vatomandry lors des manifestations relatives à la semaine de célébration du 9 décembre (la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption) organisées par la Branche Territoriale de Toamasina. Dans la foulée, une descente auprès de la préfecture de FENERIVE EST a été une opportunité pour le BIANCO d'organiser des séances d'information - Sensibilisation - Mobilisation au profit de ces étudiants provenant de plusieurs Régions de la Grande Ile ainsi que des habitants du Fokontany de Rantolava. A cet effet, des documents d'information et de sensibilisation ont été remis au Directeur du Centre de Formation Pédagogique de Rantolava pour servir de support de mobilisation aux élèves-Maîtres du centre.

5.2 - Volet Communication Institutionnelle

La visibilité du BIANCO a pu être entretenue malgré la persistance de la crise politique à Madagascar durant presque quatre (4) années successives déjà. Des activités de communication institutionnelle ont été réalisées pour soutenir l'effort de lutte contre la corruption. A titre d'illustration : des productions de supports écrits retracant les activités périodiques du Bureau, un appui technique du Département Communication lors des événements marquants, le renforcement de la communication avec les journalistes pour plus de visibilité des réalisations du Bureau, une formation en communication pour le personnel des branches territoriales.

5.2.1- Production de support et site web

- **Le rapport annuel 2011** édité en 200 exemplaires a fait l'objet d'une diffusion progressive auprès des partenaires techniques et financiers et également auprès des branches territoriales. Ces dernières se sont chargées de la distribution dans leurs réseaux territoriaux respectifs.



Le rapport annuel 2011 du BIANCO en 200 exemplaires



L'édition spéciale de bulletin de liaison BIANCO INFO, accès sur la célébration du 09 décembre 2012

- **La 8ème édition et l'édition spéciale de bulletin de liaison BIANCO INFO**, ont été éditées respectivement à 550 et à 600 exemplaires. L'objectif étant de mieux informer le public et les partenaires techniques et financiers du BIANCO des réalisations du Bureau, d'une part, et de renforcer l'adhésion du public et de nos relais à la lutte contre la corruption, d'autre part. Ces deux éditions ont également été envoyées dans toutes les Branches Territoriales.
- **L'édition 2013 des cartes de vœux du BIANCO** a été éditée en **1300 exemplaires** pour assurer la présence du Bureau et étendre ses relations extérieures. Les cartes de vœux ont été distribuées auprès de différents partenaires public et privé.



Echantillon de carte de vœux du BIANCO

En vue de maintenir la visibilité du Bureau, tant sur le plan national qu'international, le **nom du domaine et l'hébergement du site web** du BIANCO ont été renouvelés pour pouvoir assurer la mise à jour des informations. La sécurisation du site web du BIANCO a été renforcée suite à une attaque cybernétique.

5.2.2- *Événements marquants, appui aux activités de communication et relation avec les médias*

Le BIANCO a émis 09 communiqués de presse au cours de l'année 2012 dans le cadre de la médiatisation des différents évènements dont voici quelques énumérations :

- la participation du BIANCO à l'Atelier sur la bonne gouvernance tenu au Centre de Conférence Internationale à Ivato,



Présentation du DG du BIANCO (debout) appuyée par le Conseiller juridique (assis, 1^{er} à d) lors de l'atelier

- l'atelier d'uniformisation des procédures avec le FDL-PGDI-BIANCO,



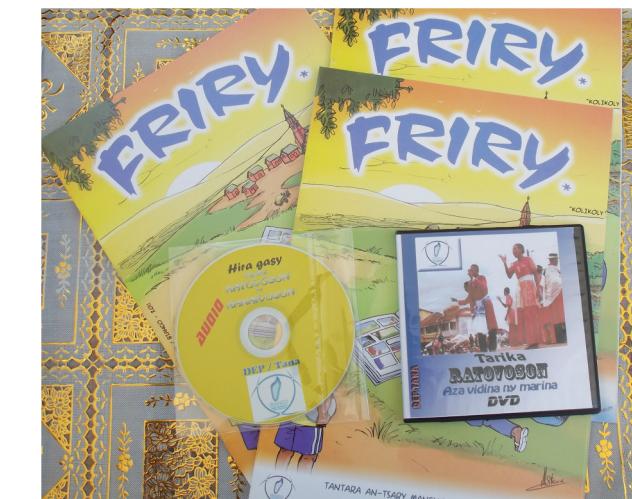
Vue d'ensemble des participants à cet atelier initié par le BIANCO, le FDL et le PGDI

- la Signature de convention entre le BIANCO et la Direction Générale de l'Elevage à Ampandrianomby ;



La Ministre de l'Elevage (au milieu) a assisté la signature de convention entre les deux DG

- lancement officiel des nouveaux supports d'éducation et de communication du BIANCO: FRIRY et HIRA GASY ;



FRIRY, le nouvel outil d'éducation et de communication du BIANCO

- la sensibilisation du BIANCO en matière de Lutte Contre la Corruption auprès de l'Ecole Nationale de l'Administration à Madagascar (ENAM) ;



Des élèves de l'ENAM lors de la sensibilisation du BIANCO, en 2012.

- la présentation officielle du Rapport Annuel 2011 ;
- la redynamisation du Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité du Lycée Moderne d'Ampefiloha.

Un tableau d'affichage à un lycée dans le cadre du RHI



- la conférence de presse du BIANCO relative à la liaison entre l'insécurité et la corruption ;



La liaison entre l'insécurité et la corruption ont intéressé les journalistes

- la participation du BIANCO à la foire du Syndicat des Industries de Madagascar qui s'est tenue au palais des Sports à Mahamasina.

L'on peut dire que la relation avec les journalistes s'intensifie au fur et à mesure que nous avançons dans la mise en œuvre du programme de lutte contre la corruption. L'invitation du Directeur Général du BIANCO par la chaîne de télévision RTA ainsi que son interview accordée au journal *La Gazette de la Grande Ile* en novembre 2012 en sont des illustrations.

Par ailleurs, l'assise nationale des magistrats, tenue les 8,9 et 10 février 2012 à Anosy, a été mis à profit pour soutenir l'importance de la lutte contre la corruption et le rôle du BIANCO dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption.

Pour les Branches Territoriales, elles ont su mobiliser les correspondants de certains quotidiens pour rapporter les échos des régions dans leurs colonnes. Elles ont également collaboré avec les stations radios et télévisions locales pour faire connaître leurs réalisations. De temps en temps, les activités de certaines Branches Territoriales sont relatées et diffusées à la Télévision Nationale et à la Radio Nationale.

Les branches territoriales ont toujours saisi les différentes manifestations culturelles comme le « Volambetohaka » de la région Amoron'i Mania et autres, pour se faire connaître et s'affirmer mais surtout pour sensibiliser et éduquer les gens à lutter contre la corruption. De telles opportunités s'ouvrent pour promouvoir la culture anti-corruption.

5.2.3- Développement de la communication de proximité

En continuité de la politique qui a été adoptée par le BIANCO, la communication de proximité au niveau des 6 branches territoriales suit son cours. Les « Interfaces » (ou personnes ressources internes des Branches Territoriales), appelées à capitaliser et optimiser les activités de communication de proximité dans les zones d'intervention des branches territoriales du BIANCO, n'ont pas failli à leur mission.

Comme pour l'année dernière, suite à une proposition émanant des comités consultatifs en éducation-prévention auprès des branches territoriales, une formation en matière de communication a été réalisée avec le Directeur de Communication du BIANCO, à Toliara et à Toamasina.

Le tableau ci-après résume les efforts fournis dans la promotion de la culture anti-corruption et celle des activités opérationnelles entreprises au niveau des 6 Branches Territoriales du BIANCO :

COMMUNICATION DE PROXIMITE AU NIVEAU DES SIX BRANCHES TERRITORIALES DU BIANCO – Année 2012

Tableau 18 : Situation des réalisations des activités de communication de proximité par Branche Territoriale

RUBRIQUES	BRANCHES TERRITORIALES BIANCO						TOTAL
	TNR	TMN	FNR	MJG	TOL	ANT	
Nombre d'émissions/spots diffusés dans de stations TV de proximité	10	06	14	13 émiss 180 spots	03	18	224
Nombre de stations TV de proximité impliquées	01	06	05	06	05	11	34
Nombre de Districts touchés	02	06	15	36	06	13	78
Nombre de reportages TV réalisés et diffusés	-	-	07	12	05	11	35
Nombre de plateaux TV de proximité réalisés	03 itw	03	02 ITW 02 Diff	02	-	22	34
Nombre d'émissions/spots diffusés dans de stations de Radio de proximité	200	127	72	19 émiss 280 spots	17	40 émissions 160 diffusions 03 spots audio 147 rediff	1156
Nombre de stations Radio de proximité impliquées	06	22	04	15	12	25	84
Nombre de Districts touchés	12	12	08	11	07	18	68
Nombre de reportages Audio réalisés et diffusés	-	03	-	-	02	23	28
Nombre de plateaux Radio de proximité réalisés	01	18	09 ITW 10 Diff	02	24	27	91
Nombre de reportages réalisés et diffusés dans la Presse écrite	-	-	01	-	-	17	18
Nombre d'inscriptions d'articles de LCC dans des périodiques appartenant à nos partenaires.	-	01	-	-	09	14	24
Nombre de sketches audio réalisés et diffusés en dialectes locales	12	02	-	-	-	-	23
Nombre de supports et d'outils de communication produits localement	08support 10000 prod	02	13 supports 6065 prod	-	-	1000 (flyers)	1021 supports 16065 prod
Nombre d'événements créés (portes ouvertes, expositions...)	10	14	04	03	03	18	52
Nombre de conférences, de conférences-débats, points de presse...réalisés.	08	01	02	02	01	9	14
Nombre de communiqué de presse /ou nombre d'articles parus dans des presses écrites	-	10	-	128	-	10	148
Nombre de communiqué à la Radio / ou nombre d'interventions dans des journaux parlés	05	27	-	01	05	9	47
Nombre de communiqué à la TV / ou nombre d'interventions dans des journaux TV	-	15	-	-	-	9	24
Nombre d'articles parus dans des sites internet	03	13	-	-	-	-	16
TOTAL	10281	288	6233	710	99	1604	19215

N.B. BT : Branche Territoriale ; **TNR** : BT Antananarivo ; **TMN** : BT Toamasina ; **MJG** : BT Mahajanga ;
FNR : BT Fianarantsoa ; **TOL** : BT Toliara ; **ANT** : BT Antsiranana

5.2.4- Le 09 décembre, Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption

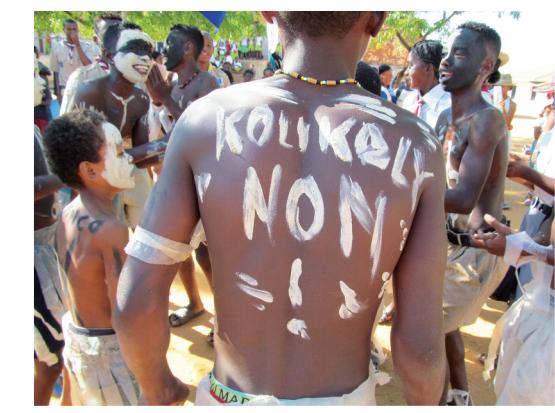
La journée du 09 décembre, Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption est un événement important pour le Bureau Indépendant Anti-Corruption dans le cadre de la promotion du programme de lutte contre la corruption. Pour l'année 2012, les différentes activités organisées pour l'occasion ont démontré la ferme résolution de Madagascar à s'engager à combattre la corruption.

A l'instar des années précédentes, l'événement a été dûment marqué à l'échelle nationale et les activités se sont étalées sur plusieurs jours, donnant lieu à une « semaine nationale de lutte contre la corruption ». La célébration nationale s'est tenue à Morondava, dans la région de Menabe, au sud ouest de Madagascar, sous le thème « Lutte contre la corruption, garant de la sécurité publique et de la confiance mutuelle entre gouvernants et gouvernés » compte tenu du problème chronique de l'insécurité qui sévit depuis quelques temps sur tout le territoire.

Chaque branche territoriale du Bureau s'est surpassée dans l'organisation de diverses manifestations dans le but de mobiliser le public à s'impliquer davantage dans la lutte contre la corruption.



Animation socio-culturelle à Antsiranana



Carnaval à Toliara. No comment !



Mouvement d'ensemble à Mahajanga

La célébration du 09 décembre, Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption a fait l'objet d'une large couverture et de médiatisation, notamment par la diffusion de communiqué de presse, la retransmission partielle des manifestations liées à l'évènement grâce à la collaboration entre le département communication du BIANCO et les journalistes de la télévision nationale (TVM) et de la radio nationale (RNM) et enfin, les discours de monsieur le Directeur général et de Monsieur le Premier Ministre à l'occasion de la célébration du 09 décembre.

Compte tenu de l'importance de la célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption sur le plan national et international, il s'avère nécessaire de récapituler dans le tableau qui suit toutes les activités de communication y afférentes.

ACTIVITES DE COMMUNICATION A L'OCCASION DU 9 DECEMBRE, JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Thème générique : Année 2012 : « Lutte contre la corruption, garant de la sécurité publique et de la confiance mutuelle entre gouvernants et gouvernés »

Tableau 19 : Activités de communication par Branche Territoriale lors de la célébration de la JILCC 2012

Activités	Branches Territoriales et lieu de célébration	TNR (Nationale-Morondava)	TMN Vatomandry	FNR Ambositra	MJG Antsohihy	TOL sakaraha	ANT Ambohijanana
Organisation d'une célébration officielle		X					
Réalisation d'émissions spéciales 9 décembre (TV et Radio)	X	X	X	X	X	X	
Réalisation de spots spéciaux 9 décembre (TV et Radio)	X	X	X	X	X	X	
Réalisation de reportages TV à l'occasion du 9 décembre	X	X	X	X	X	X	
Invitation au plateau à l'occasion de 9 Décembre (TV et Radio)	X	X	X	X	X	X	
Organisation d'un débat télévisé	-	-	-	-	-	-	
Production de magazine	-		-	-	-	-	
Communiqué (de presse, de Radio, de TV) à l'occasion du 9 décembre	X	X	X	X	X	X	
Production d'affiches spéciales 9 Décembre	X	X	X	X	X	X	
Production de banderoles /dépliants spécial 9 décembre et véhiculant des messages anti corruption	X	X	X	X	X	X	
Organisation de carnaval	X	X	X	X	X	X	
Organisation de manifestations sportives associées à la LCC	X	X	X	X	X	X	
Organisation de manifestations socioculturelles associées à la LCC (radio crochet, danse folklorique, poésie, sketch...)	X	X	X	X	X	X	
Organisation de conférences, de conférences-débats pour la promotion de la culture anti corruption	X	X	X	X	X	X	
Organisation de toutes sortes de concours en LCC et distribution de prix.	X	X	X	X	X	X	
Diffusion de film SEDRA / Hira Gasy	X			X		X	
Expositions	X	X	X	X	X	X	
Déclaration solennelle (de M. Le Directeur Général)	X		-	-			-

N.B. : BT : Branche Territoriale ; TNR : BT Antananarivo ; TMN : BT Toamasina ; MJG : BT Mahajanga ; FNR : BT Fianarantsoa ; TOL : BT Toliara ; ANT : BT Antsiranana

5.3- Volet Communication de Masse

Le renforcement de l'appui aux divisions opérationnelles et l'amélioration de la visibilité du BIANCO demeurent les principaux objectifs des diverses activités de Communication de Masse réalisées durant l'année 2012.

A cet effet, dans la continuité de l'orientation adoptée jusqu'alors, les supports imprimés, la presse et les supports audio constituent la majeure partie des productions de la communication de masse.

Toutefois, deux points particuliers méritent d'être soulevés en termes d'efforts déployés pour le renforcement de la visibilité du BIANCO. D'une part, il y eut le renouvellement des visuels du BIANCO, apposés auprès des différents secteurs partenaires. De même, après plus de deux ans d'absence sur le paysage audiovisuel, ce canal a été à nouveau largement mis à contribution, à travers des émissions périodiques, pour vulgariser les réalisations des trois volets d'activité de la lutte contre la corruption.

5.3.1- L'appui aux activités de mobilisation avec les supports imprimés

Par rapport à certaines catégories du public ciblées par les activités de sensibilisation et de mobilisation, les supports imprimés demeurent des outils indispensables aux équipes opérationnelles. Dans ce sens, plusieurs types de supports ont été édités durant l'exercice 2012.

Le **Calendrier 2012** du BIANCO a été vulgarisé auprès des différents partenaires durant tout le mois de janvier, aussi bien par les six Branches Territoriales que par le Département Communication de la Direction Générale. Cette nouvelle édition a ciblé particulièrement, et pour la première fois, les responsables et les décideurs de différents secteurs, autant par les messages véhiculés que par la nouvelle forme du support.

L'**édition 2013** du Calendrier a été déclinée en deux formats différents et ciblait conséquemment deux publics distincts. Le format chevalet véhicule des messages de mobilisation à l'endroit des différents partenaires du BIANCO : Organisations de la Société Civile, leaders d'opinion, responsables étatiques et élus, pairs éducateurs, opérateurs économiques... tandis qu'un deuxième format a été entièrement consacré à la mobilisation des jeunes et est ainsi illustré avec les réalisations des membres du Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité de toute l'île.



Le calendrier de format chevalet



Le calendrier de format plateau pour la mobilisation des jeunes

La **brochure sur la Loi 2004-030** du 09 septembre 2004 sur la lutte contre la corruption a été rééditée. Cette brochure sert surtout de support aux formations dispensées par les équipes du BIANCO auprès des grandes écoles telles que l'ENAM ou l'ENMG ...



Destinée à un plus large public, une nouvelle édition de **dépliant de mobilisation** a été conçue et vulgarisée. A l'instar des trois éditions précédentes, les grandes lignes de ce support restent les mêmes : les différentes manifestations et les méfaits de la corruption au quotidien, les enjeux de la lutte contre la corruption ainsi que l'importance de l'implication et de la persévérance de tout un chacun dans une lutte de longue haleine.

Mobiliser le public à lutter contre la corruption à travers ces supports

Ciblant également le même public, le **dépliant illustré sur les infractions de corruption** a été réimprimé.



Des caricatures illustrent les infractions de corruption pour une facilité de compréhension

En appui aux efforts de promotion de la déclaration de patrimoine déployés par chaque branche territoriale, un **dépliant guide** à l'attention des personnes assujetties a été édité.

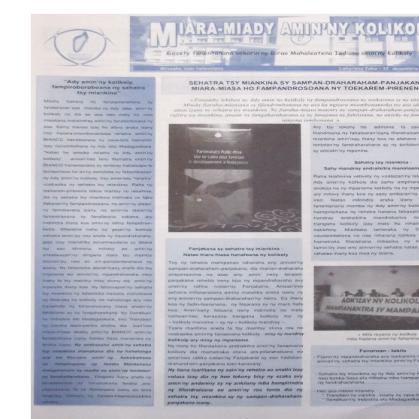
Enfin, mille **blocs notes** et deux mille **stylos**, portant des messages de mobilisation, ont été produits. Il s'agit de supports utiles lors des différents ateliers et conférences organisés tant pour des objectifs opérationnels qu'institutionnels.

5.3.2- La mobilisation par la presse et les supports audio

a.- La mobilisation par la presse

La mobilisation par la presse continue avec l'édition de quatre numéros du **bulletin trimestriel « Miara-miady amin'ny kolikoly »** axés sur les thèmes suivants ;

- la Lutte Contre la Corruption auprès des Communes
- la Société Civile et la Lutte Contre la Corruption
- la lutte contre la corruption dans le secteur Foncier
- la lutte contre la corruption dans le secteur privé



b.- La mobilisation par les supports audio

Les supports audio demeurent un outil de mobilisation privilégié, tant par leur portée que leurs coûts de production et de vulgarisation relativement moins élevés.

Six (6) nouveaux **spots radio d'interpellation** ont ainsi été produits et diffusés sur les stations nationales et les stations de proximité durant toute l'année. Les pratiques de corruption liées à l'insécurité publique, la sécurité routière, celles qui sont en partie à l'origine des séries d'intoxication alimentaire qui sévissent à travers toute l'île, les infractions courantes dans le secteur de l'éducation supérieure sont autant de sujets abordés à travers ces spots d'interpellation. Les diffusions ont été effectuées sur la Radio Nationale Malagasy, la Radio Don Bosco, la Radio ACEEM et la Radio Viva pour Antananarivo. Les Branches Territoriales ont fait de même auprès des stations locales de leurs circonscriptions respectives.

A l'occasion de la célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption, le **9 décembre**, trois nouveaux spots radio de mobilisation ont été produits et diffusés à travers les mêmes canaux. De même, les festivités organisées par chacune des six branches territoriales du BIANCO ont été relatées dans la revue en ligne WACA (West And Central Africa Weekly Anti-Corruption Announcements).

c.- Le renforcement de la visibilité par le renouvellement des visuels

En plus d'être un outil de mobilisation, les affiches apposées auprès des différents services publics constituent des outils de renforcement de la visibilité du BIANCO. C'est dans cet objectif qu'un effort particulier a été accordé au renouvellement de ces visuels, d'où l'édition de sept (7) nouvelles affiches différentes.

Le développement du « **Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité** » à travers toute l'île constitue un des objectifs principaux des activités d'éducation menées auprès des jeunes pour une implication active de cette cible à la Lutte Contre la Corruption, et ce, dès leur plus jeune âge. A cet effet, **deux affiches de mobilisation** ont été éditées. La première cible les écoliers du primaire, la seconde affiche s'adresse plus particulièrement aux jeunes lycéens et universitaires.



Les messages de mobilisation sont destinés pour les primaires



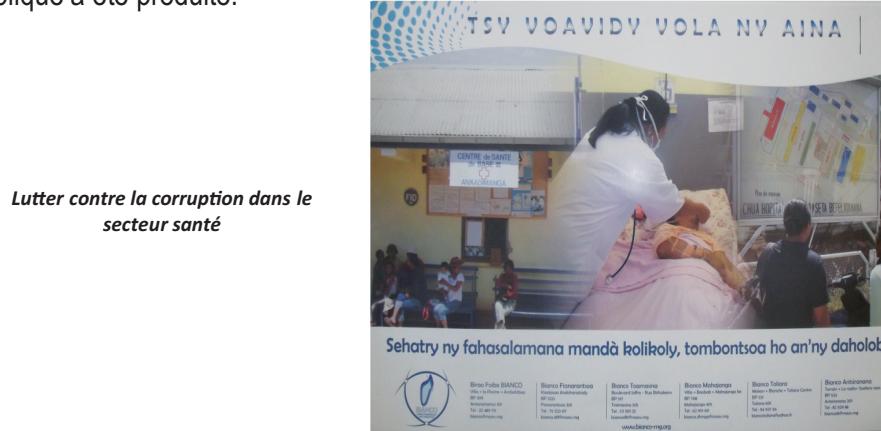
On sensibilise également les universitaires

Suite à la signature de la Convention de partenariat entre les deux entités, notre collaboration avec le **secteur « Foncier »** s'est davantage renforcée. Dans ce cadre, une **affiche de mobilisation** des usagers de ce secteur a été éditée et vulgarisée à travers toute l'île.



Affiche mobilisant les usagers à refuser la corruption dans le secteur foncier

Les efforts d'assainissement du **secteur Santé** se poursuivent, et dans cette optique, une **affiche de mobilisation** s'adressant aussi bien aux usagers qu'aux responsables et employés de ce secteur d'utilité publique a été produite.



Le BIANCO a depuis toujours entretenu un partenariat privilégié avec le **milieu confessionnel** dans le cadre des activités d'éducation du grand public. Dans cette lignée, trois entités ont étroitement collaboré avec le BIANCO pour l'édition d'**affiches de mobilisation** : le FJKM (Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara), l'Eglise Catholique ainsi que l'Union des Eglises Adventistes. Les affiches produites avec le FJKM ont été vulgarisées au cours du 17^{ème} Grand Synode qui s'est tenu du 15 au 22 août 2012. Celles produites avec l'Eglise Catholique ciblaient particulièrement les jeunes réunis à l'occasion du JMJ (Journée Mondiale des Jeunes) qui a eu lieu en septembre 2012 à Antsiranana. L'affiche éditée avec l'Union des Eglises Adventistes ont été dispatchées à travers l'île par les soins de cette entité.



Les jeunes ont été également mobilisés à la Lutte Contre la Corruption, à Antsiranana, lors de la 7^{ème} édition de la JMJ



A travers cette affiche, les fidèles de l'Eglise réformée de Madagascar, FJKM, se mobilisent pour combattre la corruption

d.- La vulgarisation des acquis par l'audiovisuel

Pour une amélioration constante de la visibilité du BIANCO, la production de supports à cet effet a été reprise. Il a été décidé qu'à partir du mois de juillet 2012, des **documentaires d'information et de mobilisation** seront diffusés à un rythme bimensuel sur TVM. Intitulés « **Toko Telo mahamasa-nahandro** », ces supports ont pour objectifs de vulgariser les réalisations du BIANCO autant que pour mobiliser le grand public pour la pérennisation des acquis de la Lutte.

Dès le second trimestre, la production a démarré. De juillet à décembre, treize (13) émissions ont été produites et diffusées tous les premiers et troisièmes dimanches à 21h 30 sur TVM.

Le rôle et la contribution du BIANCO pour la prévention de la corruption dans l'organisation des concours administratifs ; l'implication et les attributions des membres des Comités Consultatifs du BIANCO ; l'effectivité de la mise en place du standard de service au sein d'une Commune pilote – celle d'Antanamitarana à Antsiranana ; et enfin, l'indépendance du BIANCO sont les sujets traités à travers les six premières émissions produits et diffusées de Juillet à septembre 2012. Les sept autres thèmes traités et diffusés pendant le quatrième trimestre sont respectivement : l'indépendance du BIANCO ; la politique de mise en œuvre de la Lutte Contre la Corruption à Madagascar ; les activités d'éducation et de mobilisation ; la Lutte Contre la Corruption et la Sécurité Publique ; la corruption sur les axes routiers ; le nouveau système d'évaluation pour l'établissement de l'Indice de la Perception de la Corruption 2012 et enfin les festivités du 9 décembre, Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption.

Toujours dans cette optique d'une meilleure visibilité par l'intermédiaire de l'audiovisuel, un documentaire générique sur le BIANCO et la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption à Madagascar a été produit et diffusé, toujours sur TVM, dans le cadre d'un partenariat avec l'ONG Lâlana.

Enfin, les diffusions des anciens **sketches humoristiques « Torak'hehy »** ont été reprises sur TVM de février au mois d'août.



6

RESSOURCES HUMAINES

6.1 – Evolution de l'effectif du personnel

L'effectif du personnel a stagné au cours de l'année 2012 :

Tableau 20 : Mouvement du personnel au cours de l'année 2012

Situation Au 01 janvier 2012	Mouvement du personnel en 2012		Situation au 31 décembre 2012
	Entrées	Départs	
183	3	3	183

Les trois (03) entrées concernent :

- 02 recrutements : un Conseiller en Education et un Assistant Investigateur en complément d'effectif auprès de la Branche Territoriale d'Antsiranana
- Réintégration de l'ex-Directeur Territorial d'Antananarivo, en tant que Conseiller Technique, après une formation de longue durée à l'ENA France

Les trois (03) départs sont répartis comme suit :

- Une démission : un Investigateur en Chef
- Deux admissions à la retraite : un directeur territorial et un investigator

Le système de recrutement en interne a été maintenu en 2012 pour combler les postes vacants. Ainsi, 17 personnes ont pu bénéficier de promotion interne.

20 personnes ont fait l'objet d'affectation.

6.2.- Formations et renforcement des capacités du personnel

Deux personnes ont été admises à l'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM).

Une personne a pu effectuer un séjour d'étude et de recherches auprès du Laboratoire du Droit Public de l'Université RENNES I.

Une personne a participé à la formation sur la lutte contre la corruption organisée par « International Anti-Corruption Summer Academy (IACA) à Luxembourg, du 05 au 14 juillet 2012.

6.3. – Participation aux conférences internationales

Un responsable a participé à la 3^{ème} session du Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la Corruption (UNODC) à Vienne – Autriche en juin 2012.

Deux responsables ont effectué une liaison opérationnelle et procédé à la signature d'un protocole de partenariat entre le BIANCO Madagascar et le Service Central de Prévention de la Corruption de France, à Paris, en septembre 2012.

Deux responsables ont participé au « 6^{ème} séminaire de l'International Association of Anti-Corruption Authority (IAACA) » et procédé à la conclusion d'une Convention de partenariat avec le Malaysian Anti-Corruption Commission (MACC) en Malaisie, en octobre 2012.

Deux responsables ont participé à la Troisième session du Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la Corruption à Vienne – Autriche, du 14 au 16 novembre 2012.

6.4.- Accueil de Stagiaire

Neuf (09) étudiants ont pu effectuer un stage auprès du Bureau en 2012, dont cinq (05) en stage d'imprégnation et quatre (04) en stage pour mémoires de fin d'étude.

Les thèmes ci- après ont été traités :

- la transparence des passations de marchés et amélioration des procédures anti-corruption ;
- la Corruption dans le marché de Bovidé ;
- l'utilisation des supports de communication de masse pour la mobilisation du public à la LCC par le BIANCO ;
- étude de la Communication Institutionnelle dans la mission du BIANCO.

7

ADMINISTRATION ET FINANCES

7.1- Administration générale

La persistance de la crise économique et la politique d'austérité mise en place depuis l'année 2009, ont eu des répercussions sur l'exécution des activités du Bureau durant l'année budgétaire 2012. Face à cette situation, un nombre important des activités prévues dans le PTA du département chargé de l'administration et de finances n'ont pas été réalisées, comme le cas d'acquisition de véhicules pour un montant prévu dans la loi de finance 2012, d'un montant de 225 Millions d'Ariary.

Toutefois quelques acquisitions de matériels et quelques travaux de réhabilitation ont pu être effectuées dont :

- matériels informatiques d'un montant de 125 Millions d'Ariary, comprenant 60 ordinateurs de bureau et portables, net books, et 32 imprimantes et 16 disques durs externes repartis aux Branches Territoriales et au siège ;
- l'acquisition de matériels techniques d'un montant de 45 Millions d'Ariary au titre de l'année 2012 est toujours en cours et sera finalisée dans le premier trimestre de l'année 2013 ;
- travaux de réhabilitation des bâtiments : un bâtiment annexe pour bureau des investigateurs à Toamasina d'un montant de 12 Millions d'Ariary, construction de garage pour le Siège, pour un montant de 16,9 Millions d'Ariary aménagement de l'enceinte de la Branche Territoriale d'Antsiranana, à hauteur de 2 Millions d'Ariary ;
- L'aménagement et l'assainissement de l'enceinte du Bureau sont en cours, le renouvellement du terrain de basket de la Branche Territoriale d'Antananarivo a été effectué.

Un lot de documents de l'Imprimerie Nationale a permis de renforcer les outils de travail du Bureau (Comptabilité matières, Code des marchés publics, divers décrets et Lois sur les contrats etc....).

Vu la vétusté des matériels (mobiliers, roulants, informatiques et techniques) du Bureau, la codification et la constitution de la liste des matériels hors d'usage est en cours depuis l'année 2012 au niveau du siège.

Les appuis aux Départements du siège et aux Branches Territoriales se sont traduits par :

- la réparation et la réhabilitation des bâtiments ainsi que les petites réparations des divers accessoires (robinetterie tuyauterie, serrure, etc ...);
- les entretiens et les réparations des véhicules ainsi que l'achat des pièces de rechanges ;
- l'affectation de véhicule tout-terrain (pour mission) pick Up 4x4 de marque Mitsubishi L 200 à la Branche Territoriale d'Antananarivo ;
- la dotation de chèques carburants lubrifiants.

Le Bureau tient à signaler que lors de l'exécution du budget de l'exercice 2012, l'utilisation des chèques carburants lubrifiants ont toujours rencontré des problèmes auprès des stations services d'Antananarivo en général, et surtout auprès de celles des provinces.

Compte tenu de la difficulté de l'utilisation des chèques carburant lubrifiants auprès des stations services, au court de l'année 2012, la plupart des crédits alloués aux carburants et lubrifiants ont été transférés directement auprès des Branches Territoriales.

Suite à la clôture de la phase 1 du Projet de Gouvernance et de Développement Institutionnel (PGDI), les matériels de dotations destinés au BIANCO, obtenus depuis l'année 2005 sont en cours de transfert définitif.

7.2- Finances et Budget

L'exécution budgétaire de l'année 2012 a été marquée par :

- 1- la promulgation de la Loi n° 2011-015 du 28 décembre 2011 portant Loi de Finances 2012 ;
- 2- le retard de la mise en place du budget au niveau des utilisateurs, y compris le BIANCO ;
- 3- le respect du taux de régulation suivant la circulaire n° 001-MFB/SG/DGB/DESB/SAIDM du 02 janvier 2012 ;
- 4- l'existence d'une circulaire révisant le taux de régulation (Fonctionnement et Investigation) à 85% pour le 4^{ème} trimestre 2012 du budget général.

Pour le cas du BIANCO, aucun problème majeur n'a été rencontré dans l'exécution du budget de l'exercice 2012 :

- 1- les indemnités du personnel du BIANCO ont été honorées à 100% de janvier à décembre 2012 ;
- 2- les missions d'appui au niveau des Branches Territoriales ont pu être réalisées au cours de l'exercice ;
- 3- les transferts de fonds destinés à la réalisation des activités des Branches Territoriales ont pu être effectués même s'ils ont été conditionnés par :

- l'arrivée des rapports financiers des Branches Territoriales,
- le respect du taux de régulation,
- le versement des crédits au compte de dépôt au niveau de la RGA.

Les crédits alloués au BIANCO au cours de l'exercice budgétaire 2012 se présentent comme suit :

Tableau 21 : Budget alloué au BIANCO pour l'exercice 2012 (en Ariary)

Paragraphe	Intitulé	Crédit Initial	Crédit modifié
NATURE DES OPERATIONS: 3			
60	Charges de Personnel	2 484 000 000	2 484 000 000
61	Achat de biens	204 500 000	204 500 000
62	Achat de services et charges permanentes	590 148 000	590 148 000
64	Impôts et taxes	225 238 000	225 238 000
65	Transferts et subventions	20 743 000	20 743 000
TOTAL Fonctionnement		3 524 629 000	3 524 629 000
NATURE DES OPERATIONS: 5			
23	Immobilisations incorporelles	400 000 000	400 000 000
24	Immobilisations corporelles	350 000 000	350 000 000
TOTAL Investissements		750 000 000	750 000 000
TOTAL GENERAL		4 274 629 000	4 274 629 000

L'exécution budgétaire du BIANCO au cours de l'année 2012 est retracée dans le tableau ci-après :

Tableau 22 : Exécution budgétaire du BIANCO arrêtée au 31 décembre 2012 (en Ariary)

Paragraphe	Intitulé	CREDIT					
		Initial	Modifié	Blocage 15%	Engagé, mandaté	Versé au compte	En cours de versement
NATURE DES OPERATIONS: 3							
60	Charges de Personnel	2 484 000 000	2 484 000 000		2 484 000 000	2 484 000 000	
61	Achat de biens	204 500 000	204 500 000		204 500 000	204 500 000	
62	Scs et charges perm.	590 148 000	590 148 000	119 890 000	470 258 000	470 258 000	
64	Impôts et taxes	225 238 000	225 238 000		225 238 000	225 238 000	
65	Transferts et subv.	20 743 000	20 743 000		20 743 000	20 743 000	
TOTAL Fonctionnement		3 524 629 000	3 524 629 000	119 890 000	3 404 739 000	3 404 739 000	
NATURE DES OPERATIONS: 5							
23	Immob. incorporelles	400 000 000	400 000 000	95 150 000	304 850 000	304 850 000	
24	Immob. corporelles	350 000 000	350 000 000		350 000 000	350 000 000	
TOTAL Investissements		750 000 000	750 000 000	95 150 000	654 850 000	654 850 000	
TOTAL GENERAL		4 274 629 000	4 274 629 000	215 040 000	4 059 589 000	4 059 589 000	

7.3- Points forts et points faibles

7.3.1- Les points forts

- 1° Paiements des indemnités du personnel à 100% de janvier à décembre 2012.
- 2° Possibilité d'engagement global et de versement au compte de dépôt du BIANCO à la RGA.
- 3° Possibilité des réalisations des appuis aux Branches Territoriales (entretiens et réparations des infrastructures, des matériels, du manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable,...), appuis aux activités opérationnelles par la dotation de véhicules,...
- 4° Paiement d'une partie des arriérés d'IRSA de l'année 2011 grâce à l'obtention de crédit sur la ligne budgétaire 6411-«IRSA» du budget de l'exercice 2012.
- 5° Paiements des indemnités, frais de déplacements et les frais d'installation du personnel en mouvement ou nouvellement recruté vers le poste d'affectation.
- 6° Malgré la diminution significative des crédits alloués au cours de l'exercice 2012, le Bureau a pu honorer les factures des fournisseurs et des divers prestataires.

7.3.2- Les points faibles

- 1° Non obtention de l'autorisation d'acquisition de véhicules alors que le crédit y afférent est déjà versé au compte RGA.
- 2° Lenteur du traitement des dossiers de mandatement de crédit au niveau de la PGA.
- 3° Existence de blocage des crédits à 85% pour l'exercice 2012 et blocages des paiements en fonction de la disponibilité des liquidités au Trésor : (l'utilisation jusqu'à 85% a ces impacts négatifs sur l'exécution du PTA 2012 du Bureau).
- 4° Vétusté des moyens et augmentation des charges de réparations et d'entretiens.
- 5° Coût trop élevé des frais de traitements et de soins pour le personnel du Bureau.

7.4- Perspectives d'avenir

Le tableau ci-après montre la différence entre le cadrage du Ministère des Finances et du Budget (MFB) et les prévisions du BIANCO.

Tableau 23 : Cadrage du budget par le MFB et prévision du BIANCO pour l'exercice 2013
(en milliers d'Ariary)

	Crédits 2012	Prévision BIANCO 2013	Cadrage MFB 2013	Ecart MFB/BIANCO 2012
Fonctionnement	3 524 629	4 302 275	3 453 236	849 039
Biens et Services	794 648	872 190	722 940	149 250
Indemnités	2 484 000	2 834 000	2 484 000	350 000
IRSA	225 238	547 685	225 553	322 132
Transferts	20 743	48 400	20 743	27 657
Investissement	750 000	942 500	125 447	817 053
Fin Interne	750 000	942 500	125 447	817 053
Fin externe	0	pm	pm	
TOTAL	4 274 629	5 244 775	3 578 683	1 666 092

Le tableau fait apparaître un manque à gagner d'environ 1,7 milliard d'Ariary pour l'exercice 2013.

Par rapport à l'année 2012, les écarts sont retracés dans le tableau suivant :

Tableau 24 : Comparaison des crédits alloués en 2012 et le cadrage pour le budget 2013
(en milliers d'Ariary)

Rubrique	Crédits 2012	Budget BIANCO (Cadrage MFB 2013)	Ecart Crédits 2012 et 2013 pour BIANCO	En pourcent
Fonctionnement	3 524 629	3 453 236	72 023	97,9%
Biens et Services	794 648	722 940	71 708	90,9%
Indemnités	2 484 000	2 484 000	0	100,0%
IRSA	225 238	225 553	315	100,1%
Transferts	20 743	20 743	0	100,0%
Investissement	750 000	125 447	624 553	16,7%
Fin Interne	750 000	125 447	624 553	16,7%
Fin externe	0	pm		
TOTAL	4 274 629	3 578 683	696 576	83,7%

En général, les crédits alloués pour l'exercice 2013 ne représentent que les 83,7% des crédits alloués pour l'année 2012. Une nette diminution a été enregistrée au niveau des investissements tandis que la rubrique fonctionnement est quasiment stationnaire.

Le BIANCO doit faire face à cette situation et prendre les mesures adéquates sur la gestion rationnelle du crédit de fonctionnement et finaliser les acquisitions de matériels en cours depuis l'année 2012 : l'acquisition de véhicules tout-terrain (pour mission) et de matériels techniques de montants respectifs de 225 et 45 millions d'Ariary qui sont déjà disponibles en compte, l'année 2012.

8

PERSPECTIVES

8.1- Grandes lignes des activités des exercices 2013 à 2015

Les principales orientations des activités de 2013 à 2015 du Bureau Indépendant Anti-Corruption seront focalisées essentiellement sur :

- le développement des capacités opérationnelles du BIANCO par le renforcement de la performance des six (6) Branches Territoriales installées dans les chefs lieux des ex-provinces et des Directions Centrales au niveau du Siège ;
- la mise à disposition des moyens permettant de mettre en œuvre les activités programmées, entre autres, la dotation de postes budgétaires nécessaires pour couvrir les besoins périodiques en effectif, la mobilisation des ressources financières et matérielles et la consolidation des acquis et des compétences du personnel, notamment :
 - la couverture des postes vacants et le recrutement de nouveaux agents pour ramener l'effectif du Bureau à deux cent cinquante (250) en 2015,
 - la reconstruction ou la réhabilitation et l'entretien périodique des bâtiments servant de bureau pour les Branches Territoriales et du Siège,
 - le renouvellement des parcs automobiles, des équipements techniques, des matériels informatiques et des mobilier de bureau amortis et hors d'usage,
 - les investissements indispensables pour la mise en application des Dispositifs Anti-Corruption conçus conjointement par l'équipe du Volet Prévention avec les Responsables des Entités Clientes,
 - la conception et l'installation des supports techniques d'Education et de Communication, entre autres, panneaux, affiches, guides et documents pédagogiques divers ;
- l'intensification de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption, dont :
 - mobilisation du public pour adopter une attitude intolérante à la pratique de corruption et manifestation de sa détermination à lutter contre ce fléau par des réalisations tangibles,
 - appropriation des mesures de prévention et application des Dispositifs Anti-Corruption par les services publics et le secteur privé : normes et standard de services, principes de bonnes gouvernances des recettes et des dépenses publiques, guides de bonnes pratiques,,
 - promotion de la culture d'intégrité, de transparence et de redevabilité ainsi que des principes de bonnes gouvernances au sein des secteurs public et privé : pactes d'intégrité et codes d'éthique et de conduite,....,
 - mise en œuvre d'une politique régionale de lutte contre la corruption : appropriation régionale de la lutte contre la corruption (adoption de bonnes pratiques dans les secteurs et collectivités décentralisées),
 - effectivité de la chaîne anti-corruption : adoption d'une politique pénale, traitement des dossiers de corruption investigables et transmis aux juridictions, fragilisation du sentiment d'impunité,

- contribution aux activités visant à l'attrait et à la sécurisation des investissements par l'assainissement du milieu des affaires,
- accompagnement des grands investissements en vue de cerner les risques afférents à la pratique de corruption et des infractions assimilées dans l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles, minières et pétrolières,
- développement de l'ouverture internationale : collaboration avec les agences anti-corruption, participation aux instances et activités internationales de renforcement du programme de lutte contre la corruption.

8.2- Principales orientations des activités de l'année 2013

Les principales orientations des activités de l'année 2013 visent à :

- Déterminer les besoins en données et informations de gestion et réactualiser les indicateurs de performances, de résultats, d'effets et d'impacts des activités du BIANCO en vue du développement du système de Tableau de Bord de Gestion ;
- Adopter la nouvelle démarche et l'approche par axe d'efforts, convenues lors de l'atelier de regroupement effectué au mois de mai 2012 à Mahajanga, pour mener les activités d'Education et de Prévention ;
- Renforcer l'opérationnalité du nouveau système informatisé pour la consolidation des données des Plans de Travail et de traitement des informations sur les réalisations;
- Améliorer de manière continue la performance des Branches Territoriales pour le traitement des doléances et l'apurement des dossiers investigables en instance, en général, et cerner les pratiques spécifiques de corruption et infractions assimilées par secteur et par région dans chaque circonscription respective, en particulier ;
- Participer activement à la dynamisation de la chaîne anti-corruption par : l'élaboration des textes pour la réforme de la Chaîne Pénale Anti-Corruption et la mise en place de la politique pénale anti-corruption, le traitement des dossiers transmis aux juridictions, le rejet du sentiment d'impunité et la consolidation des liaisons opérationnelles;
- Contribuer à la promotion de la transparence et à la culture de refus de corruption dans les processus de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles et minières, d'une part, et à la lutte contre les trafics illicites dans ces secteurs, d'autre part ;
- Renforcer la collaboration avec les partenaires et les organes relais, entre autres, les Organisations de la Société Civile, les organisations confessionnelles, les médias, les établissements scolaires et les secteurs;
- Promouvoir la culture d'intégrité et de transparence dans les secteurs public et privé à travers : le code de conduite et de déontologie, le pacte d'intégrité et la déclaration des principes d'affaires, le code de conduite des affaires... ;
- Poursuivre les activités de mobilisation des établissements scolaires pour la lutte contre la corruption et l'adoption de culture de refus de ce fléau : intensification et opérationnalité des réseaux d'intégrité et d'honnêteté, intégration de la culture anti-corruption dans le programme scolaire, etc... ;
- Mettre en œuvre et vulgariser les dispositifs anti-corruption et les mesures de prévention dans les secteurs : standard minimum des services, assistance et appui aux entités organisatrices des concours administratifs et examens officiels, revue de systèmes et analyse des procédures, plans d'accompagnement et de mise en application des recommandations d'audit, vulgarisation des bonnes pratiques etc.... ;
- Accompagner les entités régionales dans la mise en œuvre de leur politique spécifique de lutte contre la corruption et dans la consolidation des acquis pour la promotion de la déclaration de patrimoine au niveau local.

8.3.- Principaux résultats escomptés pour l'année 2013

Dans le cadre des **activités stratégiques et administratives** du Bureau en général :

- **Indicateurs de résultats, d'effets et d'impacts** des activités réactualisés et **système de Tableau de Bord de Gestion** élaboré ;
- **Nouvelle démarche par axe d'effort** appliquée pour la réalisation des activités d'éducation et de prévention ;
- **Évaluation de la Performance du Programme Malgache de Lutte Contre la Corruption** effectuée et déroulée correctement par les Experts des pays évaluateurs et de l'UNODC dans le cadre du mécanisme d'examen pour l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption ;
- **Nouveau système informatisé** de traitement et de consolidation des réalisations et des Plans de Travail Annuels opérationnel et exploité avec efficience ;

Dans le cadre de l'**application de la législation anti-corruption** :

- **5 700 doléances** sont reçues, dont **1 200 faits** sont **soupçonnés de corruption** et font l'objet d'investigation ;
- **1 200 dossiers investigables** sont traités par le BIANCO, dont **510** sont **transmis aux juridictions** (soit 42,5 % des dossiers traités) ;
- **Les résultats des dossiers transmis** aux juridictions sont **communiqués périodiquement** par le Ministère de la Justice au BIANCO (conformément aux termes de la convention de partenariat signée le 24 juin 2008) ;
- **La liste mère des assujettis** à la déclaration de Patrimoine pour l'année 2013 est mise à jour, tant au niveau central que régional ;
- **50%** (environ **2 700 Déclarations**) des **personnes assujetties** à la Déclaration de Patrimoine se sont **acquittées de leur obligation légale** ;
- **107 liaisons opérationnelles** sont **conclues** avec les Institutions, Ministères et Services Régionaux ;
- **Le système Informatique de Gestion et de Suivi du traitement des doléances** est réactualisé et mis à jour.

Dans le cadre des **volets Education et Prévention** :

- **Grand public mobilisé** à refuser et à dénoncer les pratiques de corruption ;
- **Image et visibilité du Bianco** améliorées à travers la publication périodique des résultats relatifs à l'avancée de la lutte contre la corruption : site web – rapports d'activités - conférences débats - documentaire – bulletins et revues d'information et de mobilisation ;
- **Politique régionale de lutte contre la corruption (PRLCC)** effective dans les **22 régions** de Madagascar : chaque région a défini ses axes stratégiques en matière de lutte contre la corruption et a intégré les actions de LCC dans son Plan Régional de Développement (PRD) ;
- **Processus d'éducation** du public, des agents des secteurs public et privé, des autorités et des responsables locaux au changement de comportement, par rapport à la pratique de corruption, **poursuivis et renforcés** ;



- **Responsabilisation des relais** (Organisations de la Société Civile, leaders d'opinions, confessions religieuses, ...) renforcée pour l'éducation du public au changement de comportement, de veille et d'interpellation, par rapport à la pratique de la corruption ;
- **Processus de mouvement éthique, d'adoption de la culture d'intégrité et de transparence et des principes de la bonne gouvernance**, d'élaboration et de vulgarisation du code de conduite et de déclaration des principes d'affaires par les secteurs public et privé, poursuivis et renforcés ;
- **Jeunes mobilisés** pour la participation effective aux activités de lutte contre la corruption dans leurs établissements scolaires respectifs (Réseau d'honnêteté et d'intégrité ...) ;
- Processus d'introduction des **notions d'intégrité morale et** de l'insertion de la **dimension de lutte contre la corruption dans les programmes scolaires** poursuivis et renforcés ;
- **15 secteurs accompagnés** dans la mise en œuvre des activités de Prévention : Aéroport international d'Ivato, Secteur Minier, Secteur Foncier, Justice, Douanes, Secteur Santé, Collectivités Territoriales Décentralisées, Structures Territoriales Déconcentrées, Filière Bovine, Secteur Forêt, QMM, Environnement, Centres Immatriculateurs et Visite Technique, Trésor Public ;
- **12 travaux de revue des systèmes et d'analyse des procédures** effectués sur les secteurs : foncier, université, santé publique, marché public, contrôle routier, communes à vocation minières et Trésor Public ;
- **5 entités** organisatrices de concours administratifs **accompagnées**.

8.4.- Axes majeurs d'interventions du BIANCO pour l'exercice 2013

1. Promotion de la **culture de transparence, d'éthique, d'intégrité et de redevabilité** dans tous les secteurs d'activités, en général, et dans les secteurs œuvrant dans l'exploration, l'exploitation et l'extraction des ressources naturelles et minières, en particulier ;
2. Mobilisation du public, des secteurs public et privé et des partenaires à la lutte contre la corruption et aux activités pour le **changement d'attitude et de comportement** ;
3. Mise en œuvre de la **Politique Régionale de Lutte Contre la Corruption (PRLCC)** auprès des 22 Régions ;
4. Mise en place des **dispositifs anti-corruption** auprès des entités clientes : Collectivités et Services Territoriales Décentralisés, secteurs œuvrant dans l'exploration, l'exploitation et l'extraction des ressources naturelles et minières et Partenaires des entités relais ;
5. **Mobilisation des jeunes** à la mise en œuvre du Programme de Lutte Contre la Corruption dans le cadre des activités des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité en milieux scolaires et universitaires ;
6. Insertion des modules de Lutte Contre la Corruption dans les **Programmes scolaires et universitaires** ;
7. Elaboration et vulgarisation des **codes de conduite du personnel et des affaires, du pacte d'intégrité et de la déclaration d'intégrité et des principes d'affaires....**
8. Vulgarisation du **Guide de bonnes pratiques** sur le standard des services et l'organisation des concours administratifs ;
9. Diffusion périodique des **rapports, documentaires** et **Bulletins d'informations** sur les réalisations et les activités du BIANCO et mise à jour du contenu du **site Web** ;
10. Conception et diffusion des **supports techniques de communication et de mobilisation** des parties prenantes ;
11. Assistance aux **concours administratifs** ;

- 12. Réalisation des travaux de **revue des systèmes et d'analyse des procédures** pour redresser les dysfonctionnements et pallier aux défaillances pouvant donner lieu à des occasions et opportunités de pratiques de corruption ;
- 13. Opérationnalisation du système de **suivi des dossiers transmis aux juridictions** ;
- 14. Traitement des doléances et réduction du nombre de **dossiers en instance** à un niveau acceptable ;
- 15. Promotion de la **déclaration de patrimoine**, mise à jour de la **liste mère des assujetties** et **rappel** par voie extra judiciaire des personnes n'ayant pas acquitté leur obligation légale de Déclaration de Patrimoine.

8.5.- Budget de l'exercice 2013

Le budget et le plan de financement des activités du Bureau Indépendant Anti-Corruption pour l'année 2013 sont récapitulés dans le tableau qui suit :

Tableau 25 : Budget et schéma de financement des activités de l'exercice 2013 du BIANCO
(Montant en Milliers d'Ariary)

RUBRIQUE	BUDGET 2013 (En Milliers d'Ariary)	En pourcentage	SCHEMA DE FINANCEMENT (En milliers d'Ariary)		FINANCEMENT (en pourcentage)	
			Etat Malagasy	Partenaires Ext.	Etat Malagasy	Partenaires Ext.
1.- ACTIVITES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	2 423 751	35,0 %	125 447	2 298 304	5,2 %	94,8 %
- Activités opérationnelles	1 526 916	63,0 %	93 647	1 433 269	6,1 %	93,9 %
- Investigation	640 900	42,0 %	43 647	597 253	6,8 %	93,2 %
- Prévention	426 000	27,9 %	25 000	401 000	5,9 %	94,1 %
- Education	460 016	30,1 %	25 000	435 016	5,4 %	94,6 %
- Comités Consultatifs	34 800	1,3 %	31 800	0	100,0 %	0,0 %
- Appui Opérationnel	396 895	16,4 %		396 895	0,0 %	100,0 %
- Réunions et conférences internationales	38 700	1,6 %		38 700	0,0 %	100,0 %
- Communication	115 200	4,8 %		115 200	0,0 %	100,0 %
- Formation	314 240	13,0 %		314 240	0,0 %	100,0 %
2.- INVESTISSEMENT	1 050 681	15,2 %		1 050 681	0,0 %	100,0 %
3.-FONCTIONNEMENT	3 453 236	49,8 %	3 453 236	0	100,0 %	0,0 %
BUDGET 2013 (En Milliers d'Ariary)	6 927 668	100,0%	3 578 683	1 868 813	51,7 %	48,3 %

ANNEXES

Annexe 1

CADRE GENERAL D'INTERVENTION

1.1 – Cadre juridique et légal

Le Programme de Lutte Contre la Corruption de Madagascar a été établi sur la base :

- de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Corruption, adoptée le 31 octobre 2003 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, signée à Mérida au Mexique en Décembre 2003, ratifié par soixante dix sept (77) pays au 30 Octobre 2006 - dont Madagascar au mois de Juillet 2004 - et mise en vigueur le 14 décembre 2005 ;
- de la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte Contre la Corruption, adoptée par les Chefs d'Etat le 11 juillet 2003 lors du Sommet de l'Union Africaine tenu à Maputo en Mozambique. Quarante (40) pays Africains, dont Madagascar, avaient signé cette Convention le 12 Juin 2006. Cette Convention est mise en vigueur à partir du 05 août 2006 ;
- du Protocole de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (S.A.D.E.C), signé le 14 août 2001.

Le mode de fonctionnement et le cadre général d'intervention du BIANCO sont régis principalement par :

- la loi n° 2004-030 du 09 Septembre 2004 sur la Lutte Contre la Corruption, promulguée dans le journal officiel de la République de Madagascar le 16 septembre 2004 ;
- le décret n° 2008-176 du 15 février 2008 abrogeant le décret 2004 – 937 du 05 octobre 2004, adopté en Conseil du Gouvernement, et portant réorganisation du Bureau Indépendant Anti-Corruption ;
- le décret n° 2002 – 1127 du 30 septembre 2002 instituant une obligation de déclaration de patrimoine par certaines catégories de hautes personnalités et de hauts fonctionnaires, modifié et complété par le décret n° 2004 – 983 du 12 octobre 2004 ;
- la loi n° 2004 – 020 du 19 août 2004 sur le blanchiment, le dépistage, la confiscation et la coopération internationale en matière de produits du crime.



1.2 – Cadre Institutionnel

Le Bureau est rattaché administrativement et financièrement à la Présidence de la République de Madagascar. L'autonomie opérationnelle du BIANCO est garantie par la sécurité de la fonction de ses dirigeants et la disponibilité de ressources suffisantes, suivant les termes du Chapitre II de la loi 2004-030 du 09 septembre 2004.

Le Bureau Indépendant anti-Corruption a l'obligation de faire un compte rendu de ses activités au président de la République et au Parlement par le biais d'un rapport annuel.

Les Comptes du BIANCO sont soumis au contrôle annuel effectué par la Cour des Comptes.

1.3 – Cadre structurel et organisationnel

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption est constitué par une Direction Générale, sise à son Siège à la « Villa la Piscine » Ambohibao ANTANANARIVO et des six (6) Branches Territoriales installées dans le chef lieu des Ex- Provinces de Madagascar.

La *Direction Générale* est composée d'un :

- *Cabinet* formé de Conseillers Juridiques et Techniques et d'Inspecteur, chargés respectivement de l'appui juridique, d'études et d'expertise technique et du contrôle interne de gestion et d'éthique ;
- *Département Programmation, Contrôle et Suivi – Evaluation*, dont la principale mission consiste en l'encadrement des structures opérationnelles, la programmation, le contrôle et le suivi - évaluation des activités de toutes les Branches Territoriales du Bureau ;
- *Département Ressources Humaines*, garant de la mise en œuvre du Règlement Général du Personnel ;
- *Département Administration et Finances*, chargé de l'administration générale, du budget et de la tenue de la comptabilité du BIANCO ;
- *Département Communication*, responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique et de la stratégie de communication du Bureau.

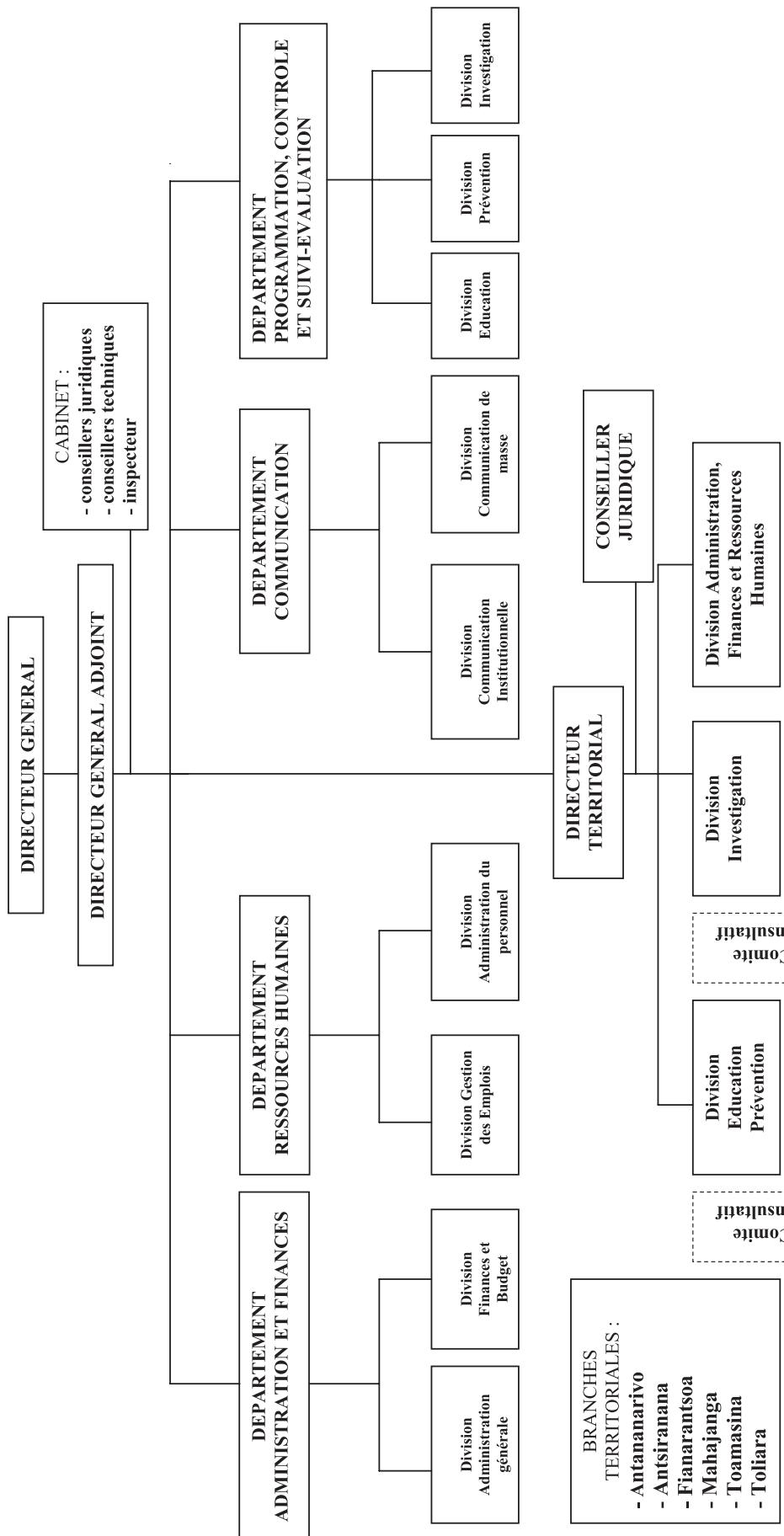
Chaque Branche Territoriale, rattachée directement au Directeur Général, comporte une :

- *Division Education – Prévention*, qui conduit principalement les activités opérationnelles de mobilisation du public et des secteurs, dans sa circonscription respective, à la mise en application des dispositifs pour l'éradication de la pratique de corruption et à la mise en œuvre du Programme de lutte contre ce fléau;
- *Division Investigation*, qui effectue essentiellement le traitement des dossiers de corruption et des infractions assimilées dont la Branche a été saisie, d'une part, et de la réception des déclarations de patrimoine, d'autre part. Les documents de déclaration de patrimoine sont regroupés et conservés auprès de la Branche Territoriale d'Antananarivo ;
- *Division Administration, Finances et Ressources Humaines*, responsables des activités administratives et comptables ainsi que celles se rapportant à l'administration du personnel de la Branche.

Les Divisions Education – Prévention et Investigation sont assistées respectivement par un Comité Consultatif. Chaque Comité, dont les membres sont choisis de part leurs expériences, fonctions et responsabilités mais surtout de leur intégrité, est chargé, dans leur domaine respectif, de donner des avis sur les réalisations et les activités opérationnelles de la Branche concernée, entre autres, sur les

rapports relatifs aux investigations qui ont échoué et aux plaintes ne pouvant pas donner lieu à une investigation, préalablement à la prise d'une décision de classement par le Directeur Général et sur les relations avec les citoyens.

Annexe 2: Organigramme du BIANCO



Annexe 3

Synthèse des Rapports des comités consultatifs du BIANCO

1.- Mission, mandat et fonctionnement des comités consultatifs

Les Divisions opérationnelles des Branches Territoriales sont assistées par des Comités Consultatifs conformément aux termes du décret N° 2008-176 du 15 février 2008 portant réorganisation du BIANCO. La nomination des membres, la composition, le fonctionnement ainsi que les termes de leur mandat sont fixés par décision du Directeur Général du BIANCO.

Les membres des Comités Consultatifs sont nommés par le Directeur Général du BIANCO sur proposition d'une liste établie et présentée par chaque Directeur Territorial.

Les Comités Consultatifs sont chargés, dans leur domaine respectif, de donner des avis sur :

- les rapports relatifs aux investigations qui ont échoué et aux plaintes ne pouvant pas donner lieu à une investigation, préalablement à la prise d'une décision de classement par le Directeur Général ;
 - la prévention contre la corruption et les infractions assimilées ;
 - les relations avec les citoyens.

Le mandat des membres est fixé pour une année tacitement renouvelable cinq fois et pour un maximum de six années en poste continu.

La périodicité des réunions des membres des Comités Consultatifs est fixée par décision du Directeur Territorial après accord préalable du Directeur Général du BIANCO. Pour le Comité Consultatif en « Investigation », la fréquence de la réunion est de une fois par mois ou tous les deux mois. Par contre celle du Comité Consultatif en « Education - Prévention » s'effectue tous les trimestres.

2.- Composition et membres des Comités Consultatifs

Les comités consultatifs sont composés des membres ex-officio et Es-qualité. Sont nommés membres des Comités Consultatifs, au titre de l'exercice 2012 :

Branche Territoriale d'ANTANANARIVO

Comité Consultatif en Investigation

- Mesdames :
 - RANDRIAMAHEFA Sahondraniaina, Substitut Général, Représentant le P.G.C.A,
 - RAMIARISOA Sylvia, Gérante d'entreprise – Représentant du Secteur Privé,
- Messieurs :
 - ANDRIAMAHENINA Bert, Médecin Honoraire, membre de la Société Civile,
 - RAKOTOMANANA Honoré, Ancien Chef d'Institution et Ancien Sénateur,
 - RAMANANDRAIBE Ihariravaka, Représentant le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats,
 - RAKOTONIAINA Andry Jovain, Gérant de Société,
 - Colonel MBAHELISON Jean, Directeur de la Police Judiciaire, Représentant le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
 - Commissaire Divisionnaire RORONY Modeste, Représentant le D.G.P.N ;

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
 - RAKOTONDRABE Noeline, Directeur de l'Administration des Juridictions,
 - RAJAONA Noé-Line, Directeur Général de la Fonction Publique,
 - RAMANAMIHANTATSOARANA Monique, Professeur à l'Université d'Antananarivo,
 - RATOVONELINJAFY Bakoly, Magistrat, Conseiller près la Cour Suprême,
- Messieurs :
 - RANDRIANANDRASANA Jean Baptiste, Directeur de l'Office de l'Education de Masse et du Civisme auprès du Ministère de l'Education Nationale,
 - RAKOTONDRAZAKA Roger, Directeur de la Législation, de la Réglementation et des Etudes Douanières,
 - RAJAONERA Fredy, Vice Président du Syndicat des Industries de Madagascar,
 - ANDRIANJANAKA Mandrindra Albert, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antsirabe,
 - RANDRIAMAMORISOA Marc, Chef de Service d'Appui et de Formation au sein de la Direction Générale des Impôts,
 - Colonel RAMANOELINA Fanantenana Holison David, en service au Secrétariat d'Etat de la Gendarmerie Nationale.

Branche territoriale de FIANARANTSOA

Comité Consultatif en Investigation

- Madame:
 - NARAZANA, Enseignant - Chercheur à l'Université,
 - Maître RAKOTONIAINA Justin Annie, Représentant des Avocats,
- Messieurs :
 - RANDRIANIRINA Mahandrisoa Edmond, Procureur Général près la Cour d'Appel,
 - Général de Brigade RANDRIANASOLO Jean Dénéri, Commandant de la CIRGN,
 - Commissaire Principal RAFANOMEZANTSOSA Roger, D.I.R de la Sécurité Intérieure,
 - RANDRIANJANAKA Georges, Représentant de la Société Civile,
 - RAVELOJAONA Harson, Expert Comptable et Financier,
 - RAKOTOSON Georges Antoine, Colonel retraité de la Gendarmerie Nationale.

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
 - RAZANAMAHEFA Désirée Marie Stella, Directeur Exécutif du CEDII,
 - RAZAFINDRAHASY Amélie, Coordinateur du Projet FIANTSO Madagascar,
 - RASOALANDINIRINA Olga, Expert en communication rurale,
 - RAZAFINDRATSIMA Clarisse, Directeur de l'Ecole Normale Supérieure,
- Messieurs :
 - RAZAFIMAHATRATARA Vincent, Directeur Inter - Régional de l'I.G.E,
 - RAZAKAMANANTSOSA Gaby Nestor, Président du Tribunal Administratif,
 - RAZAFINDRASALA Andriambaoirina, Directeur Inter-Régional de la F.P.T.L.S,
 - RAKOTONANDRASANA Marcel, Directeur Régional de l'Education Nationale,
 - RAZAFINDRAINIBE Rahaja Harioja, Directeur Général Adjoint du Réseau TIAVO,
 - HERISON Olivier, Commissaire Financier près le Tribunal Financier;

Branche territoriale de TOAMASINA

Comité Consultatif en Investigation

- Messieurs :
 - RANDRIANJARA Zafy Athanase, Procureur Général près de la Cour d'Appel,
 - RAMAHENINA Anselme, Représentant de la Direction Inter-Régionale de la Police Nationale,
 - Maître RABENJARIJAONA Antonio, Représentant le Délégué du Bâtonnier,
 - BODA Narison Richard, Directeur Inter-Régional de l'Environnement et des Forêts,
 - Lieutenant Colonel Justin Angelo, Représentant le Commandant de la CIRGN,
 - VELONTRASINA Julien, Doyen de la faculté de Droit, d'Economie et de Gestion,
 - RAZAFINDRABE Ernest, Président du KMF/CNOE.

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
 - GILBERT Sylvie, Directeur Inter-Régional des Mines et des hydrocarbures,
 - RASOAMANANTENA Marie Ange, Directeur de l'ONG ODDIT.
- Messieurs :
 - PIERRE Allain Olivier, Directeur Inter-Régional de la Fonction Publique (FPTLS),
 - JEAN Noël, Représentant de la Direction Régionale de l'Education Nationale,
 - RAMINOMANANA Hajarizaka, Receveur des Douanes,
 - ZOELISON Arthur, Réalisateur audio visuel TVM,
 - RASOLONJATOVO Nestor, Directeur de la Radio Télévision FMA,
 - RAKOTOMAHAZO Thierry, Gérant Transitaire,
 - RAZAFIMANDROSO Benjamin, Trésorier Général,
 - BOTO Edmond, Consultant.

Branche territoriale de MAHAJANGA

Comité Consultatif en Investigation

- Mesdames :
 - RAMIANDRASOA Véronique, Premier Président de la Cour d'Appel,
 - RANDRIAMORAMANA Onivola, S.G du Groupement des Entreprises Privées.
- Messieurs :
 - FARATIANA Eugène Clément, Directeur Inter-Régional de la Police Nationale,
 - HANONDAZA, Procureur Général près la Cour d'Appel,
 - Colonel MAKÀ Hermann, Commandant de la CIRGN de Mahajanga,
 - SAID Hassan, Président du Sojabe,
 - Maître ALIBAY Moïse, Délégué de l'Ordre des Avocats,
 - Pasteur ANDRIANARILALA Daniel Hubert; Pasteur de la FJKM Zionavaovao.

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
 - RAZANAMAMPIONONA Charline, membre de l'ONG KOFEHY,
 - RAKOTOASIMBOLA Jemima, Journaliste.
- Messieurs :
 - RALISON Andrianaivo, Ex Directeur du Centre Hospitalier Universitaire,
 - BELAMY Rafidison, Directeur Régional de la Fonction Publique,
 - RANAIVOSON Jean Claude, Directeur Régional des Impôts,
 - TIANDRAINY Anziz, Directeur Inter-Régional de la Communication,
 - JOSOA Tony, Rédacteur en Chef de la Télévision M3TV,
 - ANDRE Pierrot, Directeur Général de la Chambre de Commerce et d'Industrie
 - JOHANESA Fernand, Chef de Service Inter-Régional de la Décentralisation.

Branche territoriale d'ANTSIRANANA

Comité Consultatif en Investigation

- Messieurs :
 - RAVOAHANGY Yvon Christiano, Procureur Général près la Cour d'Appel d'Antsiranana,
 - Général de Brigade ZATOMANA Léonard, Commandant de la CIRGN d'Antsiranana,
 - Contrôleur Général VITAMANANA Amadou et FRANCOIS respectivement Directeur Inter-Régional de la Sécurité Intérieure et Commissaire Principal,
 - JAODADY Amélien, Inspecteur d'Etat, Contrôleur des Dépenses Engagées,
 - GOVINDJEE Anante, Docteur en Médecine Générale,
 - ABDOU Kaïd Mohamed, Commerçant et Représentant du Secteur privé,
 - RASOLONIRINARIMANANA Haingo, Cordonnateur Régional de SAGE,
 - MAHASOLO Bruno, Avocat au Barreau de Madagascar.

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
 - ANNE Raymonde, 2^{ème} Substitut du Procureur de la République à Antsiranana,
 - Docteur RAVONIARISOA Marie Georgette, Directeur Régional de la Santé Publique.
- Messieurs :
 - TAVANDRA Albert, Directeur Régional de l'Education Nationale de DIANA,
 - JAONOSY Justin, Directeur du Développement Régional de DIANA,
 - RAJERISIA Dénis, Directeur Inter-Régional de Communication de DIANA,
 - SAID M'ZE, Président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie d'Antsiranana,
 - RAZAFIMAHATRATRA Laurent Alfred, Directeur Régional des Impôts,
 - RAZANAKOTO Roger, Chef de Service Régional de la Topographie DIANA,
 - ANDRIANIRINA Charles Bernard, Président de l'Université d'Antsiranana,
 - Révérend Père ZAFISORATRA Simon, Directeur de la Radio Faniry.

Branche territoriale de TOLIARA

Comité Consultatif en Investigation

- Madame :
 - RAKOTONDRAINIVONONA Emilie Helisoa, Vice Président de la CCIA de Toliara.
- Messieurs :
 - TSABOTO Jean Adolphe, Procureur Général près la Cour d'Appel,
 - Général de Brigade IAMA Radafy, Commandant de la CIRGN de Toliara,
 - TSITOARA, Commissaire Divisionnaire, Directeur Provincial de la Police Nationale,
 - MANDIMBISOA Alphonse, Délégué de Bâtonnier de l'Ordre des Avocats,
 - RASOLOFOMASY Simon Seta, Chef du Département Droit à l'Université de Toliara,
 - JAOVITA Albert, Professeur, Vice - Président de la Plateforme Régionale des O.S.C,
 - LEVONDINARISOA Lova Bonard, Directeur de la BNI-CA de Toliara.

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
 - RAHOLIMALALA Angèle, Auditeur Financier, Directeur d'Agence du Cabinet SAGA,
 - DEVILLE Monja Fokonontsoa, Présidente de la Plateforme de la Société Civile.
- Messieurs :
 - PASCAL, Directeur Régional de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales,
 - ANDRIANARISON Justin, Directeur Régional des Mines et des hydrocarbures,
 - RANDRIANARISOA Yvon Pierre, Chef de Service Appui aux Communes,
 - FREDERIC, Inspecteur d'Etat,
 - SHALIM Sheraly, Opérateur Economique, Président de l'Office Régional du Tourisme,
 - DELIBOU YOUSOUF Soman, Avocat au Barreau de Madagascar,
 - CHRISTIAN Maurice, Représentant Régional TELMA.

3.- Réalisations et recommandations des membres des Comités consultatifs

3.1.- Volet Investigation

Le tableau ci-après récapitule la situation des dossiers soumis pour examen des Comités Consultatifs en Investigation des six (6) Branches Territoriales du BIANCO au cours de l'exercice 2012 :

Tableau 26 : Etat des dossiers soumis pour examen des Comités Consultatifs en Investigation

	TNR	FNR	TMV	MJG	TLR	ANT	TOTAL
Dossiers investigables	328	231	201	203	282	463	1 708
Dossiers traités	181	148	69	127	138	285	948
Dossiers soumis aux CCI	126	61	30	70	102	41	430
Dossiers classés par CCI	126	61	27	69	102	41	426
Pourcentage des dossiers classés par les CCI par rapport aux dossiers traités	70 %	41 %	39 %	54 %	74 %	14 %	45 %

Seuls quatre (4) dossiers, dont trois (3) provenant de Toamasina et un (1) de Mahajanga, sur les quatre cent trente (430) soumis pour examen des Comités Consultatifs en Investigation des six (6) Branches Territoriales du BIANCO ont fait l'objet d'une révision d'investigation et ne sont pas admis pour classement.

3.2.- Volet Education – Prévention

Les principaux conseils et avis formulés par les Comités Consultatifs en « Education – Prévention » des Branches Territoriales du Bureau au cours de l'exercice 2012 sont récapitulés ainsi :

a) Conseils d'ordre général

- Renforcer les activités d'Education et de Prévention auprès des secteurs suivants : Collectivités Territoriales Décentralisées, Justice, foncier, Sécurité routière, Administration fiscale, Douanes ;
- Identifier les secteurs dont la corruption touche réellement la population, autres que ceux qui font l'objet de doléances de corruption auprès du BIANCO tels que les services fiscaux où la transaction sur la pénalisation fiscale entre les agents fiscaux et les contribuables favorise la corruption ;
- Revoir la bonne mise en œuvre des activités d'éducation et de prévention auprès de quelques secteurs décriés tels que le transport en commun, le milieu universitaire et l'administration foncière pour une meilleure visibilité et adhésion du public ;
- Mettre en place un système de suivi de l'impact des conventions signées ;
- Procéder à l'évaluation des résultats des activités réalisées et évaluer les impacts et les effets des activités du Bureau par rapport aux cibles après ces huit années d'existence ;
- Contribuer à l'éradication du secteur informel compte tenu de la situation actuelle qui prévaut dans le pays.

b) Education et mobilisation sur la lutte contre la corruption

- Encourager la mise en place des centres d'écoute de proximité, à l'exemple de celui du « Trano Aro Zo » afin d'encourager les dénonciations ;
- Elaborer un code de conduite commun pour deux entités complémentaires pour qu'elles se surveillent et se respectent entre eux (exemple : Douanes et Transitoires) ;
- Renforcer les interventions de la Division Education Prévention dans les zones enclavées ;
- Intégrer dans les programmes des écoles de formation des futurs agents de l'Etat (ENS, CRINFP, INFA, ...) le thème « Code de déontologie de l'Administration et de bonne conduite des Agents de l'Etat » ;
- Insérer la dimension anti-corruption dans les programmes scolaires de l'Education Nationale ;
- Envisager une collaboration avec le Mouvement pour l'Ethique et la Déontologie de Madagascar (MEDEM) dans le cadre du renforcement du système de dénonciation ;
- Impliquer les démembrements de l'Office de l'Education de Masse et du Civisme (OEMC) au niveau du CISCO comme relais d'information et d'éducation ;
- Encourager l'application des sanctions positives pour ceux qui ont manifesté la bonne volonté et des bonnes pratiques dans leur milieu respectif ;
- Mener une réflexion sur l'exploitation, la publication de Manifeste d'Intégrité des hautes autorités ;
- Relancer la collaboration avec la Direction Générale du Trésor en vue de mener une réflexion sur la mauvaise gestion du budget de l'Etat ;

- Formaliser ou institutionnaliser le rôle des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité pour avoir progressivement une force d'interpellation.

c) Mise en place et renforcement des mesures de prévention de la corruption

Revue de système et analyse des procédures

- Mieux cerner l'étude sur la gestion de chèques carburants et lubrifiants : mettre en place un système de contrôle efficace ;
- Etablir une collaboration avec les opérateurs et les contribuables compte tenu, d'une part, du nombre et des qualités des doléances relatives au secteur Impôts et, d'autre part, de l'importance du secteur fiscal et surtout des bruits et informations relatifs à la pratique coutumière de corruption au sein de l'Administration fiscale ;
- Proposer une réorganisation sur le système d'expertise médico-légale pour les cas des mineurs victimes de viol afin d'éliminer les risques de corruption dans la délivrance de certificat médical ;
- Proposer une collaboration entre le PIC, l'OPCI et le Service de Coopération française afin de trouver des solutions face à la carence des textes juridiques au sein des Collectivités Décentralisées pouvant faciliter la pratique de la corruption au sein de ces structures.
- Etudier les risques et procéder à la prévention de la corruption dans le processus électoral à Madagascar.

Mise en place des dispositifs anti - corruption

- Prioriser la mise en place et l'opérationnalisation des Dispositifs Anti - Corruption, en termes d'éducation et de prévention, dans les Hôpitaux « Manara - penitra » ;
- Renforcer la sensibilisation sur la lutte contre la corruption du personnel de tous les secteurs et surtout sur la nécessité de la mise en place des dispositifs anti-corruption dans leurs services ;
- Prévoir des sanctions positives pour les services méritant concernant la mise en place des Dispositifs Anti - Corruption.

Assistance aux concours administratifs

- Renforcer l'assistance aux différents concours administratifs et éviter l'appui dans la réalisation des examens officiels tels que le Baccalauréat, examen de passage au sein des Ecoles,
- Effectuer une enquête sur les agents recrutés, jugés incomptents : programmer un contre-test en cours de formation pour contrôler la transparence du concours, soumettre au gouvernement une disposition à prendre en vue de les écarter, le cas échéant ;
- Informer le public sur les résultats des travaux d'assistance aux concours effectués par le Bureau : cela permettra, entre autres, d'expliquer les rôles assurés par le BIANCO durant toutes les étapes des concours.

Accompagnement dans la mise en œuvre des recommandations d'audit

- Concentrer les efforts des différentes entités œuvrant dans le secteur foncier dont l'Observatoire du Foncier (OF), la Solidarité des Intervenants sur le Foncier (SIF), l'Observatoire National d'Intégrité (ONI) afin de résoudre le problème lié à la sécurisation foncière ;
- Afficher au niveau de la prison les procédures à suivre et le modèle de demande d'octroi de liberté provisoire pour que les prisonniers en prennent connaissance ;
- Appliquer la transparence dans le système de déclaration et de paiement des impôts afin de prévenir les falsifications et le déficit de recette dans la caisse de l'Etat ;
- Proposer la diffusion au niveau de la Télévision Nationale, par le biais de la Direction Générale du BIANCO, de certaines émissions télévisées régionales produites par les Branches Territoriales et leurs partenaires respectifs ;
- Bien coordonner la mise en œuvre des recommandations proposées concernant la filière bovine (élevage et commercialisation des bovidés) pour pouvoir mieux lutter la corruption dans ce secteur ;
- Médiatiser les activités entreprises relatives à la lutte contre la corruption sur les axes routiers : diffuser des spots ou de sketchs.

d) Volet Application de la loi

- Envisager la publication officielle des noms des assujettis à la déclaration de patrimoine qui ont acquitté leurs obligations afin de prévenir les récalcitrants ;
- Proposer une localité de travail de la Chaîne Pénale Anti - Corruption dans un lieu loin du Tribunal de Première Instance, par exemple dans l'enceinte de la Branche Territoriale du BIANCO, pour que les dossiers de corruption soient distingués des autres dossiers et traités dans la meilleure transparence ;
- Proposer la mise en place d'un Tribunal spécial pour juger les affaires de corruption, à l'exemple du cas d'infractions dans les affaires de bois de rose ;
- Elaborer un guide pour la mise en œuvre de la politique pénale.

Annexe 4 : tableau de comparaison des réalisations aux indicateurs prévus

VOLET	INDICATEURS	Objectifs 2012	Réalisations 2012	Ecart	% de réalisation	Analyse des écarts
Application de la loi	1- Nombre de doléances reçues	5 700	4 108	- 1 592	72 %	La pratique de corruption est devenue une attitude généralisée de tous les acteurs pour atténuer les effets et les incidences négatifs de la crise politique qui traverse Madagascar depuis 2009. La diminution de 20 % des doléances reçues en 2012 par rapport à celles de 2011 explique en partie la complicité entre les responsables publics et les acteurs dans cette pratique.
	2- Nombre de doléances de corruption investigables	1 000	876	- 124	88 %	
	3- Nombre de dossiers de corruption investigables traités	1 100	948	- 152	86 %	
	4- Nombre de dossiers transmis aux juridictions	420	296	- 124	70 %	Le faible taux de réalisation de la réception des déclarations de patrimoine pendant l'exercice 2012 est lié principalement avec la situation de persistance de la crise politique à Madagascar. C'est en 2012 qu'on enregistre le niveau le plus bas du nombre de déclarations collectées et archivées par le BIANCO depuis sa mise en place en 2004. Le cap était de 6 826 déclarations reçues en 2005.
	5- Nombre de déclaration de patrimoine reçue	2 500	1 119	- 1 381	45 %	Tous les secteurs concernés par cette activité en 2012 se sont engagés dans le processus.
Education	1- Nombre de codes élaborés et édités	9	9	0	100 %	La motivation des établissements scolaires et la détermination des jeunes à la LCC. sont encourageants même avec le minimum des moyens disponibles
	2- Nombre de Réseaux d'intégrité et d'Honnêteté mis en place et opérationnel	52	58	+ 6	112 %	L'absence des ressources nécessaires pour la mise en œuvre de cette activité a des impacts sur les réalisations de l'exercice 2012
	3- Nombre de politique régionale mise en place	22	17	- 5	77 %	Certaines revues ont été reportées à cause de l'absence des responsables des secteurs et des ressources financières nécessaires
	4- Nombre de systèmes et procédures analysés	8	4	- 4	50 %	
	5- Nombre des entités accompagnées dans la mise en œuvre des recommandations d'audit	20	10	- 10	50 %	Les efforts de mobilisation des responsables concernés ainsi que l'opérationnalité des comités de suivi de mise en œuvre des recommandations ont beaucoup contribué à ces résultats, malgré l'insuffisance des ressources financières disponibles.
Prévention	3- Nombre des CTD et STD appuyées pour la mise en place des Dispositifs anti-corruption	480	330	- 140	69 %	Le BIANCO a enregistré un accroissement significatif de sollicitation d'appui pour sécuriser et assurer la crédibilité des concours dans ce contexte de crise.
	4- Nombre de concours administratifs assistés	4	14	+ 10	350 %	L'absence de poste budgétaire ne permet pas au Bureau de procéder à des recrutements pour combler ses besoins en effectif.
	Effectif du Bureau	183	183	0	100 %	Les principales formations locales pour le renforcement des capacités et des compétences du personnel du Bureau ont été réalisées, dans la majeure partie des cas, en collaboration avec les entités clientes.
	Nombre de séances de formations locales réalisées	18	7	- 11	39 %	Les invitations pour la participation du BIANCO à des formations et réunions internationales ont été honorées grâce aux prises en charge des Organisateurs.
	Nombre de séances de formations à l'extérieur réalisées	0	2	+ 2	---	
Développement de la capacité opérationnelle BIANCO	Nombre de réunions et forums internationaux	3	3		100 %	

